

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE

DE LYON

Année 1979 - N. 82

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE
ET DE LA PROPHYLAXIE DE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE
L'EPIZOOTIE 1978 A LA MARTINIQUE

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 13 décembre 1979

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Guy DURAND

né le 1er juillet 1953

à Salon-de-Provence (13)





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553407_0038

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE

LYON

Année 1979 - N.

**CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE
ET DE LA PROPHYLAXIE DE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE
L'ÉPIZOOTIE 1978 A LA MARTINIQUE**

Thèse

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 13 décembre 1979

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Guy DURAND

né le 1er juillet 1953

à Salon-de-Provence (13)

BOULEVARD NATIONAL VÉTÉNAIRE

LYON

Année 1918 - IV

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE
ET DE LA PATHOLOGIE DE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE
L'ÉPIDÉMIE 1918 A LA MARTINIQUE

Par

Dr. J. L. L.

à l'Université de la Martinique - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenu devant le jury le 22 décembre 1918

pour obtenir le Doctorat Vétérinaire



TOT

DR. DURAND

le 17 juillet 1923

à Saint-Denis (13)

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ECOLE
NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

- DIRECTEUR : Monsieur le Professeur COTTEREAU
- DIRECTEURS HONORAIRES : Messieurs les Professeurs
TAPERNOUX, FLORIO, FROGET.

PROFESSEURS

Pharmacie et Toxicologie : M. LORGUE

Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée : M. BARONE

Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie :
M. BOST

Histologie - Embryologie - Anatomie Pathologique :
M. TISSEUR

Hygiène et industrie des Aliments d'Origine Animale :
M. FLACHAT - M. CHANTEGRELET

Parasitologie et Maladies Parasitaires : M. EUZEBY

Pathologie médicale des Equidés et des Carnivores -
Législation Vétérinaire : M. FONTAINE

Pathologie médicale du Bétail et des Animaux de
Basse-Cour : M. COTTEREAU

Technique chirurgicale - Pathologie Chirurgicale :
M. COULON

Obstétrique - Pathologie de la Reproduction :
M. BERTRAND

Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie :
M. OUDAR

Ethnologie - Zootechnie - Economie rurale : M. FROGET

Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation :

M. WOLTER

Physique et Chimie biologiques et médicales :

M. DELATOUR

Maladies Contagieuses - Zoonoses - Législation

Sanitaire : M. JOUBERT

PROFESSEURS SANS CHAIRE

MM. DESCHANEL, JEAN-BLAIN, LAPRAS, LE NIHOUANNEN.

MAITRES DE CONFERENCES

MM. BOIVIN, GASTELLU, PRAVE.

MAITRE-ASSISTANT AGREGÉ

M^{le} LAVAL

MAITRES-ASSISTANTS

M. BELLI, M^{me} CHAUVÉ, M. EUZÉBY, MM. FRANCK, FAU,
GARNIER, GEVREY, GOUY, KECK, LABÉ, LEGEAY, NEYRET,
M^{me} RACHAIL, M. RICHARD.

ASSISTANTS

MM. BEZEAU, CHEVRIER, M^{le} COURSAT, MM. DEMONT, DENOIX,
DESCOTES, M^{me} FOURNEL, MM. GALEA, GENIN, GUIGUEN,
M^{le} JANUEL, MM. JAUSSAUD, MAY, M^{le} OLLEON, M. PERROTIN.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : M. le Professeur BERTOYE

Premier Assesseur : M. le Professeur FROGET

Deuxième Assesseur : M. le Professeur DESCHANEL

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie) de
LYON déclarent que les opinions émises dans les disserta-
tions qui leur sont présentées doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent
leur donner ni approbation ni improbation.

A MES PARENTS

*En reconnaissance de leur
confiance et des sacrifices qu'ils se
sont imposés pour moi.*

*Que ce travail soit l'expres-
sion de l'affection que je leur porte.*

A MA FEMME

*En gage de nos efforts communs
et de mon profond Amour.*

A MA FAMILLE

A TOUS MES AMIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BERTOYE
Professeur à la Faculté de Médecine de LYON

*Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de notre jury de thèse.*

Hommage respectueux.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR JOUBERT
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de LYON

*Qui a accepté de patronner ce
travail et nous a guidé dans son élaboration.*

*Qu'il veuille trouver ici
l'expression de notre vive reconnaissance
et le témoignage de notre profonde estime.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FROGET
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de LYON

*Qui a bien voulu faire partie de
notre jury de thèse.*

Nous l'en remercions vivement.

NOTRE GRATITUDE EST ACQUISE

Au Docteur LECLERC J.
Directeur des Services Vétérinaires
de la Martinique

Au Docteur GARCIN Y.
Son Adjoint

Au Docteur LIABEUF J.M.

Au Docteur LIABEUF - ROSE ROSETTE F.

Au Docteur PIERRE CHARLES R.
Vétérinaires Praticiens de la Martinique

*Qui ont bien voulu nous aider
dans l'élaboration de ce travail.*

A MESSIEURS LES DOCTEURS VETERINAIRES PRATICIENS

MAYEUX G. et GALLAY L.

*qui ont guidé mes premiers pas dans
la vie professionnelle.*

Vive reconnaissance.

I N T R O D U C T I O N

=====

La peste porcine classique est une maladie infectieuse, virulente, inoculable, très contagieuse due à un virus de petite taille très résistant dans le milieu extérieur.

C'est une maladie réputée légalement contagieuse (R.L.C.), à déclaration obligatoire, spécifique des Suidés et par conséquent, non dangereuse pour l'homme.

Dans le monde actuellement, la peste porcine classique demeure un fléau économique. Elle sévit dans de très nombreux pays, répartis en trois grands foyers :

- 1 - Asie ;
- 2 - Europe ;
- 3 - Amérique du Sud, Amérique Centrale et Caraïbes ;

Les U.S.A. étant officiellement indemnes depuis le 31 janvier 1978 (9).

La Martinique est une île à vocation typiquement agricole. Ses cultures de bases (canne à sucre, banane) sont en déclin et le gouvernement est obligé de soutenir les marchés. Il s'en suit que depuis quelques temps, les agriculteurs cherchent à se reconverter et, à part un élevage familial qui a toujours existé, apparaît un élevage un peu plus industriel.

Ces derniers bien qu'encouragés par les Pouvoirs Publics, ont quelques difficultés à se développer, car ils se heurtent à un manque de technicité et à l'indolence de l'Antillais.

C'est dans ce cadre que la peste porcine classique est apparue en juin 1978 prenant immédiatement une forme épizootique, contrairement à la métropole où elle existe depuis fort longtemps et où elle présente une forme frustre, atypique et enzootique.

Nous allons donc voir que la Martinique de par sa situation au coeur des Petites Antilles, dont certaines îles recèlent le virus de la peste porcine classique a eu toutes les facilités de voir apparaître cette maladie.

Plus particulièrement, sa structure d'élevage, qui est largement intervenue dans le développement de l'épizootie sera étudiée ;

Puis nous ferons un rappel de son épidémiologie et nous verrons explicitement les raisons de son apparition et son développement en Martinique.

Enfin, nous examinerons les mesures prises par les Pouvoirs Publics, pour juguler la maladie, les conséquences sur l'élevage porcin, et tous les enseignements que nous pouvons en retirer.

PREMIERE PARTIE : L'ELEVAGE PORCIN

=====

CHAPITRE I

SITUATION BIOGEOGRAPHIQUE DE LA MARTINIQUE (10)

La Martinique se trouve à 7000 km de la France.
Sa superficie est de 1080 km² et sa population très
nombreuse est d'environ 350 000 âmes.

a) Formes et relief

La Martinique se divise en deux zones
possédant chacune un relief et un climat différents.

• Le Nord présente un relief jeune, dominé
par la montagne Pelée qui culmine à 1 400 m d'alti-
tude ; c'est une région très accidentée et très
humide possédant une végétation luxuriante, elle
est limitée au sud par une ligne joignant Trinité,
les Pitons du Carbet et Fort de France.

• Le Sud présente un relief très vallonné,
constitué par une série de collines appelées "Mornes".
Leur altitude varie entre 300 et 400 mètres.

La plaine du Lamentin sépare ces deux zones ;
elle s'étend sur 4 à 5 km de profondeur et sur une lar-
geur moyenne de 2 à 3 km.

b) Climat

Du fait des alizés, la température présente
une constance remarquable. Par contre les pluies sont

responsables du contraste qui existe entre le nord et le sud (voir carte).

Le nord reçoit plus de 4 m/an. L'humidité relative est d'environ 85%. Les pluies sont surtout abondantes de mai à septembre pendant l'hivernage, alors que pendant le Carême de février à avril, il ne pleut pas.

c) Végétation

Les basses régions de 0 à 500 m représentent l'ensemble des terres cultivées. Dans le sud, on trouve une végétation d'épineux, quelques herbes rares et surtout sèches (savane).

CHAPITRE II

ELEVAGE PORCIN EN MARTINIQUE

Au début de l'année 1978, le nombre de porcs était estimé à 35 000 têtes.

Leur répartition dans l'île est très irrégulière suivant les communes. Elle ne dépend ni du climat ni du relief qui font du nord et du centre de l'île une zone de culture (banane, ananas, canne à sucre) et du sud une zone d'élevage bovin et ovin mais plutôt de la densité de population.

La densité d'élevage est :

- forte : dans la plaine du Lamentin et aux alentours de Fort de France en premier lieu, puis dans la commune de St Joseph.

- Moyenne au centre-est (commune du François, du Gros Morne et du Robert).

sur la côte nord-est (commune de Trinité, de Sainte Marie, du Lorrain).

- Faible dans le sud et dans les massifs montagneux du nord.

La répartition des membres du groupement des éleveurs de porcs Martiniquais en fonction des communes est conforme à celle de la densité porcine (cf. Tableau I).

TABLEAU I

REPARTITION PAR COMMUNE DES ADHERENTS DU GROUPEMENT
DES ELEVEURS DE PORCS MARTINIQUAIS

Lamentin	23	Gros Morne	4
Fort de France	21	Rivière Salée	3
François	8	Saint Esprit	3
Saint Joseph	6	Ducos	2
Lorrain	4	Sainte Luce	4
Marigot	3	Diamant	1
Robert	3	Trois Ilets	2
Sainte Marie	2	Rivières Pilote	1
Vauclin	3	Shoelcher	1
		Saint Pierre	1
		Ajoupa Bouillon	1

Nous pouvons établir une parallèle entre la carte de la densité porcine et celle de la répartition de la population qui confirment leur interrelation. Elle met en évidence l'importance de l'élevage familial que les chiffres nous confirmeront plus loin.

Elle explique également l'importance du cheptel porcin des communes de Fort de France et du Lamentin.

MARTINIQUE

REPARTITION DE L'ELEVAGE PORCIN



- LEGENDE -

Densité forte	
Densité moyenne	
Densité faible	
Densité très faible	

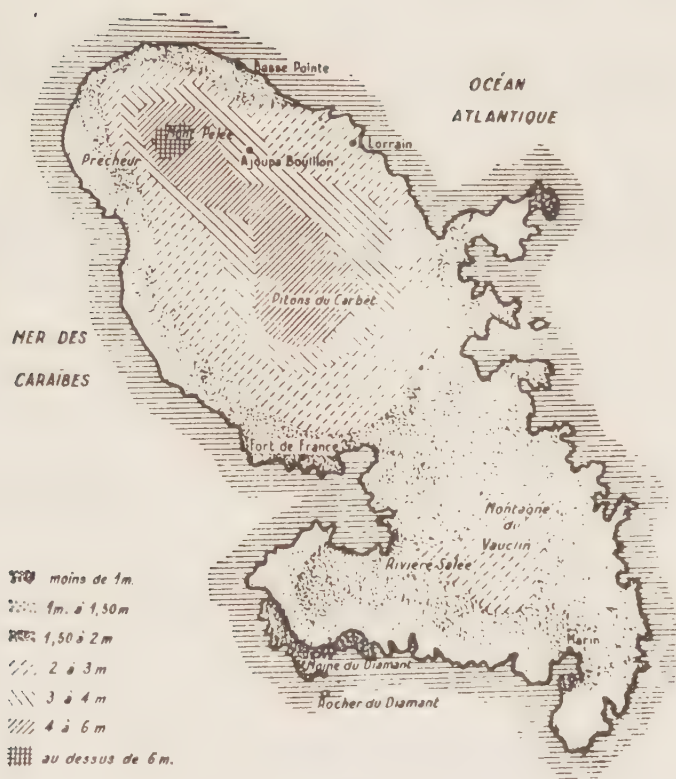
DENSITE DE LA POPULATION - COMMUNES

1-- Grand Rivière	1560
2-- Macouta	2300
3-- Baase Pointe	4560
4-- Lorrain	9200
5-- Ajeupa Bouillon	1850
6-- Précheur	2610
7-- Marigot	3700
8-- Morne Rouge	5500
9-- Saint Pierre	6670
10-- Sainte Marie	19500
11-- Carbet	3550
12-- Fond Saint Denis	1300
13-- Trinité	9500
14-- Morne Vert	1700
15-- Gros Morne	10500
16-- Bellefontaine	1385
17-- Case Pilote	1700
18-- Saint Joseph	10900
19-- Robert	13900
20-- Schoelcher	13250
21-- FORT DE FRANCE	99050
22-- Lamentin	18600
23-- François	15300
24-- Ducoa	7120
25-- Saint Esprit	8050
26-- Trois Ilets	3150
27-- Rivière Salée	7230
28-- Vauclin	7730
29-- Anses d'Arlets	3610
30-- Diamant	2250
31-- Sainte Luce	3980
32-- Rivière Pilote	12050
33-- Marin	6170
34-- Sainte Anne	3150



--- LEGENDE ---
.....

X= + de 20000	
X= 9500 à 20660	
X= 5000 à 9500	
X= - de 5000	



Répartition des pluies en Martinique

A) Données numériques (5)

Les derniers chiffres officiels connus sont ceux de l'enquête effectuée par le service statistique de la Direction Départementale de l'Agriculture pendant la période de septembre à décembre 1975.

Le nombre total des porcins recensés pour la Martinique était de 29032 réparti dans 14467 exploitations ce qui donnait une moyenne de 2 porcs par exploitation.

C'est un résultat important que précise la répartition par classe d'effectif

Classe d'effectif	Nombre d'exploitations	Nombre de porcins	% de l'effectif total	effectif moyen
1 et 2	12 364	14 846	51,1	1,2
3 et 9	1 619	6 523	22,5	4,0
10 et +	484	7 663	26,4	15,8
TOTAL	14 467	29 032	100	2

De ce tableau ressort l'importance de l'élevage familial car il montre qu'en 1975, 50% des élevages avaient 1 ou 2 porcs et 75% en avaient moins de 10.

En 1970, ces chiffres étaient pratiquement les mêmes.

Ce qui montre que cette forme d'élevage reste toujours vivace et n'évolue ni dans un sens ni dans l'autre.

Par contre, un effort de développement a été accompli surtout depuis 3 ans dans les 25% d'élevages de plus de 10 porcs, tant dans les élevages organisés que dans les petites unités.

La répartition par catégories de poids dans chaque classe d'effectif fournit d'autres renseignements sur la structure de l'élevage porcin martiniquais : (cf. tableau II).

On constate une grande variation des différentes catégories de poids suivant les classes d'effectifs.

On peut en tirer les enseignements suivants :

- Dans la classe 1 et 2 porcs : peu de porcelets, peu de reproducteurs, beaucoup de porcs à l'engrais. Ce qui s'explique par le fait que cette forme d'élevage se résume à l'engraissement d'un ou deux porcs par an avec les déchets de cuisine du foyer.

- Dans les deux classes suivantes par contre, nous constatons de gros pourcentages des porcelets et des reproducteurs et un petit nombre de porcs à l'engrais? Car ces éleveurs jouent plus ou moins le rôle de naisseurs. Ce sont eux qui fournissent la classe précédente en porcelets.

- Dans la classe supérieure les différentes catégories sont plus équilibrées car ces élevages peuvent être qualifiés de naisseurs-engraisseurs.

Toutes ces données nous permettrons plus loin de mieux comprendre le commerce intérieur.

Classe de porcs	porcelets	porcs de 20 à 50 kg	porcs de + de 50 kg	jeunes pour la reproduction	verrats	truies	ensemble %
2651 17,85	8043 54,17	2010 13,53	1692 11,39	20 0,13	430 2,89	14846 100	T %
2280 34,95	948 14,53	475 7,28	1141 17,49	222 3,40	1457 22,33	6523 100	T %
3602 54,65	1255 19,04	26 0,39	413 6,26	272 4,12	1023 15,52	6591 100	T %
321 25,94	346 32,27	124 11,56	116 10,82	23 2,14	142 13,24	1072 100	T %
Ensemble	8854	10592	2635	3362	537	3052	TT

- 12 -

TABEAU II

REPARTITION PAR CATEGORIE DE POIDS DE L'ELEVAGE PORCIN MARTINICAIS

B) Le Groupement d'Eleveurs de Porcs Martiniquais
(G.E.P.M.)

• Définition et historique du G.E.P.M. (2)

Le G.E.P.M. a été créé le 6 novembre 1972, dans le but de développer l'élevage martiniquais.

Il est composé d'adhérents, et d'une commission technique représentant plusieurs services (chambre d'Agriculture, DDA, DSV, INRA, ...)

Cette commission s'est penchée dès le début sur les problèmes suivants :

- Alimentation du porc (amélioration, achats groupés)
- Logement des porcs (porcherie, fosse à lisier ...)
- Amélioration du cheptel.

Le G.E.P.M. comptait 48 adhérents au départ, regroupant 1 400 têtes.

Il en réunit à l'heure actuelle 140 qui gèrent 400 truies et leur production.

Une liste d'une centaine de noms nous ayant été fournie par le Président de cette organisation, nous nous sommes livrés à une enquête pour connaître la répartition des porcs par classe d'effectifs à l'intérieur du groupement.

Les résultats obtenus ont été les suivants :

- 70 ont répondu
- 3 ont déménagé
- 27 n'ont pas répondu.

Classe d'effectif	Nombre d'exploitations	Nombre de porcs	% de l'effectif total	effectif moyen
0	15	0	0	0
1 à 20	18	232	7,21	12,88
21 à 50	20	637	19,81	31,85
51 à 100	8	554	17,23	69,25
+ de 100	9	1792	55,73	199,11
TOTAL	70	3215	100	3215
				$\frac{3215}{70} = 45,92$
				$\frac{3215}{55} = 58,45$

L'effectif moyen des éleveurs du G.E.P.M. est proche de 60 têtes si l'on ne tient compte des 15 réponses des éleveurs n'exerçant plus. Il tombe à 45 têtes si l'on considère globalement les 70 réponses.

Sur les 55 réponses positives, 38 adhérents ont bien voulu préciser la répartition dans leur élevage des différentes catégories de poids :

	0 à 20 kg	20 à 100 kg	+ de 100 kg	TOTAL
Nombre	784	967	433	2184
Pourcentage ..	36	44	20	100

Ce tableau établi à partir d'un échantillon représentatif de l'ensemble, puis que présentant une moyenne de 58 porcs par exploitation, confirme les résultats de l'enquête de 1975 qui montrait déjà le rôle double de "naisseur-engraisseur" de ces élevages.

Le cheptel de l'ensemble des adhérents du G.E.P.M. compte environ 4 000 têtes soit à peine plus de 10% du cheptel martiniquais.

Quantitativement, ce Groupement est encore minoritaire bien qu'ayant pratiquement triplé en 6 ans.

Qualitativement, tout en continuant à poursuivre ses buts de départ sus-cités, le G.E.P.M. tend à présenter des porcs de meilleure qualité, sur le marché local afin de développer ce dernier au détriment des importations. C'est pourquoi, la race Large White remplace petit à petit les races locales au sein du G.E.P.M.

Pour ce faire, il a été importé de France 56 jeunes reproducteurs de race Large White entre 1972 et 1977 (41 truies et 15 verrats).

Ces animaux ont été placés dans deux exploitations qui ont joué un rôle de "naissieur". Leur descendance a été disséminée dans les différents élevages du G.E.P.M. aidée par des subventions du F.I.D.O.M. à partir de 1974.

Il n'existe pas encore en Martinique d'insémination artificielle car, à ce stade de développement, elle ne peut être économiquement rentable.

Pourtant elle serait d'un grand intérêt du point de vue sanitaire car, elle éviterait l'importation de reproducteurs avec les risques d'apport de maladies contagieuses sévissant actuellement en France (Peste porcine ...) qui peuvent en découler.

On pourrait donc s'attendre à voir pratiquer, comme en France, il y a quelques décennies, une monte publique.

Or, il n'en est rien ; tous les élevages de quelque importance, ont un ou plusieurs verrats, évitant ainsi des contacts fréquents entre cochons d'élevages différents.

Nous verrons plus loin quelles ont été les répercussions de l'épizootie de peste porcine classique sur cet élevage martiniquais à deux visages.

C) Les races (10)

1 - Le "cochon pays"

Ce porc martiniquais est encore appelé "cochon planche" ou "cochon coureur" sans doute pour évoquer l'étroitesse de ses flancs. Il aurait une origine ibérique.

Phénotypiquement, c'est un animal longiligne au museau assez long, haut sur pattes, efflanqué, de couleur généralement noire ou grise avec de grandes soies.

Génétiquement, il présente une bonne rusticité, une bonne précocité sexuelle mais une faible prolificité.

N'ayant pas de standart, bien fixé, aucun plan de croisement n'est possible.

A l'origine, c'est cette race qui peuplait toute la Martinique et à l'heure actuelle, c'est encore elle qui compose la grande majorité des élevages familiaux.

Dans ces "élevages", ces porcs sont mal nourris (restes de cuisine, quelques bananes ...), et de ce fait, leur potentiel zootechnique est inexploité : il faut en général, attendre plus d'un an pour atteindre un poids de 80 kg.

Ce peu de nourriture mal appropriée et carencée permet de rencontrer parfois certains de ces porcs devenus plantigrades et des truies allaitantes pesant moins de 40 kg. Il est également fréquent de voir des accidents de parturition et des renversements de vagin 10 à 15 jours avant le terme.

2 - Large White

Le Large White est une race importée ces dernières années dans le but d'améliorer l'élevage local.

Il a été choisi parmi les autres races pour les raisons suivantes :

- C'est un type d'animal bien connu, ayant fait l'objet de beaucoup de recherches tant sur le plan de son comportement et de son adaptation dans les régions climatiques différentes que sur le plan des qualités d'élevages.

- C'est une souche fixée, c'est-à-dire transmettant fidèlement les caractéristiques essentielles de la race.

Le problème, en Martinique, est l'adaptation des conditions d'élevage à un animal aussi performant, donc aussi exigeant qu'est le Large White.

En Guadeloupe, où il est importé depuis 1966, une étude a été effectuée portant sur une durée de 7 ans, de 450 portées et de 100 porcs à l'engrais (4).

On a pu ainsi mettre en évidence une grande facilité d'adaptation.

En comparant les résultats obtenus en Guadeloupe, aux performances en France, on constate :

- qu'il garde une bonne prolificité
- que la perte de porcelet entre la naissance et le 21ème jour est plus importante (écrasement)
- que la croissance est bonne mais avec un indice de consommation supérieur
- que l'intervalle entre deux mise-bas est assez long (210-215 jours).

3 - Le Landrace français

Un verrat et quelques truies ont été importés par un élevage martiniquais en vue de faire du "croisement industriel"...

Les résultats obtenus sont loin d'être probants du fait du manque de qualification technique du personnel de cet élevage et de problèmes locaux.

De ce fait, cette expérience n'aura certainement aucun débouché au niveau départemental.

4) Le Large Black

C'est une race antillaise puisqu'importée de l'île de Barbade en 1954.

De couleur noire, donc appréciée du martiniquais, cette race a eu une certaine vogue malgré un mauvais potentiel zootechnique dans les élevages familiaux.

En effet, ce porc aux oreilles tombantes donne des carcasses très grasses avec une viande qui perd son eau à la cuisson.

A l'heure actuelle, le Large Black qui est toujours absent des grands élevages, est de moins en moins fréquemment rencontré dans les élevages familiaux.

5) Autres races

Citons pour mémoire :

- La race Duroc
- La race Landshire également originaire de Barbade

L'enquête effectuée en 1975 nous donne quelques renseignements complémentaires chiffrés sur la répartition des différentes races et leur performances, sous forme de quelques tableaux (5).

a) Tableaux de répartition des races
.....

Races	Porcelets	Porcs 20 à 50	Porcs + de 50	Jeunes pour reproduction	Verrats	truies
L.W.	677	1312	143	694	146	315
P.L.	4254	7031	2230	1619	183	1852
L.W.xP.	1550	1025	197	773	13	506
L.B.	570	580	31	41	190	214
Divers	1803	644	34	235	5	165
Ensemble	8854	10592	2635	3352	537	3052
Classe de porcs	L.W.	P.L.	L.B.	L.W. x P.L.	Divers	
1 et 2	722	11484	550	1580	510	
3 à 9	325	4189	420	1402	187	
10 à 49	1574	1440	653	941	1983	
50 et +	666	56	3	141	206	
Ensemble	3287	17169	1626	4064	2886	
%	11,32	59,13	5,6	13,99	9,9	

Légende : L.W. = Large White, P.L. = Porc Planche, L.B. = Large Blanck ;

La race Large White ne représentait pas en 1975 plus de 11% du cheptel, 25% avec ses croisements alors que le porc Planche seul atteignait les 60%.

La race Large White était répartie pour ses 2/3 dans les élevages de plus de 10 têtes. Au contraire, de la race porc Planche, dont les 9/10 constituaient les élevages de moins de 10 têtes.

Notons l'importance déjà prise par les croisements Large White - Porc Planche dans les petits élevages. Nous avons là un bon débouché pour les croisements de première génération qui gardent une bonne rusticité alliée à un meilleur indice de croissance.

Les gros élevages, d'un niveau technique supérieur, préfèrent exploiter le Large White en race pure.

b) Tableaux des performances

- Age moyen à la première mise bas (en mois)

L.W.	Planche	L.W. x P.L.	Divers
13,80	15,80	14,96	14,42

Le nombre de 15,80 pour le porc Planche ne reflète pas sa précocité sexuelle. Les saillies étant d'autant plus reculées que cette race est longue à atteindre le stade de croissance nécessaire.

- Intervalle entre deux mise-bas (en mois)

L.W.	Planche	L.W. x P.L.	Divers
6,26	8,42	9,15	6,41

La différence, à ce niveau, entre le L.W. et le P.L. est nette ; en revanche, le nombre obtenu pour les croisements paraît excessif.

° Nombre de portées

Nombre de portées	L.W.	%	P.L.	%	L.W.xP.L.	%	Divers	%
1	76	24,12	838	45,24	185	36,56	45	11,87
2	60	19,04	568	30,67	157	31,02	91	24,01
3	39	12,38	302	16,30	111	21,93	147	38,78
4	119	37,77	54	2,91	52	10,27	34	8,97
5 et +	21	6,66	90	4,85	1	0,19	62	16,36
Ensemble	315	100	1852	100	506	100	379	100

Nous constatons que les truies de race Large White font en moyenne beaucoup plus de portées que les truies d'origine locale.

Mais ceci peut s'expliquer autrement que par une différence de performance :

+ en 1975, la Large White était en pleine extension entraînant une production maximum de porcelets.

+ Le porc Planche des élevages familiaux n'est rarement gardé plus de deux ans, de ce fait, les truies n'ont guère le temps de faire plus de deux portées.

+ Les croisements porc Planche-Large White n'étant effectués que depuis peu, on ne peut prendre les chiffres obtenus en considération.

Quelques années de recul sont nécessaires pour comparer.

* Prolificité : nombre de porcelets nés vivants par portée.

Classe de truies	L.W.	P.L.	L.W.xP.L.	Divers	Ensemble
1	-	6,23	6,95	9,66	6,57
2	8,50	5,82	6,25	9,33	6,54
3-4	7,20	7,19	8,86	9,28	8,14
5 et +	9,90	6,45	7,59	8,21	8,93
Ensemble	9,33	6,27	7,16	9,22	7,10

Dans ce domaine, la différence entre le Large White et le porc Planche est également très nette en faveur de la race pure importée.

Les résultats obtenus par les croisements sont intermédiaires entre les races pures montrant que l'on peut ainsi augmenter la productivité de la race locale.

La rentabilité de cette prolificité est fortement réduite du fait de pertes avant sevrage avoisinant souvent les 20%.

Ceci est dû à la sous-alimentation des mères d'une part, à l'absence de cases et de cages de mise bas d'autre part.

N.B. : Les chiffres obtenus dans les colonnes "divers" n'ont pas été commentés du fait du mélange de races qu'elles contiennent et du manque de données que l'on possède à leur sujet.

Remarquons simplement qu'en moyenne, les performances sont bonnes par rapport au porc Planche, ce qui laisse supposer que dans cette catégorie existe des animaux qui possèdent des qualités zootechniques inexploitées.

En résumé, nous pouvons affirmer que l'introduction d'une race fixée, performante comme le Large White ouvre des horizons nouveaux à l'élevage martiniquais.

Mais la condition "sine qua non" à la réussite passe par une amélioration parallèle de la technicité des élevages organisés afin d'exploiter pleinement ce potentiel.

Dans ce but, le Service d'Utilité Agricole et la Chambre d'Agriculture ont recruté un technicien supérieur d'élevage.

D) L'alimentation (4-6)

En ce qui concerne le "porc poubelle" de l'élevage familial, le problème ne se pose pas.

En revanche, dans les élevages organisés, c'est un problème primordial.

A la base de l'alimentation :

1 - Les eaux grasses des hôpitaux, maternités, écoles etc... qui, contrairement à la loi appliquée étroitement en France, ne sont pas stérilisées du tout à la Martinique, les éleveurs prétextant la non-rentabilité de cette méthode.

2 - Les bananes et autres fruits, racines et tubercules locaux.

S'ils sont abondants, donc bon marché, leur faible concentration énergétique et azotée conduit inéluctablement les éleveurs à compléter les rations de base avec des aliments concentrés, (constitués essentiellement de céréales et de tourteaux), provenant de métropole ou de la provenderie de Guadeloupe.

Cette carence énergétique et azotée est particulièrement sensible en production porcine où la base de l'alimentation du porc charcutier peut être constituée par les écarts de triage de bananes dont plus de 20 000 tonnes sont disponibles annuellement, mais qui nécessite un complément à 28% de matière azotée au minimum.

Or, tous les aliments concentrés, qui sont également nécessaires à la production laitière bovine et au sevrage des jeunes bovins, sont commercialisés à un taux supérieur de 40% au moins au prix métropolitain.

Ils sont pourtant indispensables, c'est pourquoi les importations atteignent quand même les tonnages suivants :

	1976	1977
Son et remoulage de graine ?		302,8
Tourteaux	648,2	746,1
Préparations fourragères mélassées ou sucrées	8866,2	8532,2
TOTAL	?	9581,1

La création par un groupement local d'une centrale de fabrication s'approvisionnant en vrac en matières premières sur le marché international aux meilleurs cours, ayant recours à un frêt au taux le plus bas possible, et fabricant sous licence en association avec une firme métropolitaine constituerait un élément de progrès certain en la matière. L'aide de l'Etat pourrait être requise pour l'installation de l'infrastructure nécessaire pour recevoir les matières premières.

Nous savons qu'une firme métropolitaine est actuellement en train d'étudier le marché martiniquais.

Mais dans un premier stade, précédant éventuellement l'installation d'une usine, celle-ci expérimente dans un élevage de pointe local, l'efficacité de ses produits associés à la banane.

Nous ne disposons pas encore de résultat à ce sujet.

Parallèlement, la station zootechnique guadeloupéenne, étudie les possibilités offertes par une association de mélasse et de bananes (en ensilage ou non), dans l'alimentation du porc, ainsi qu'une utilisation possible de son fin de blé.

Là encore, nous ne disposons pas de résultat pour le moment.

Nous pouvons donc constater que l'alimentation en élevage est un problème très étudié dans les Antilles à l'heure actuelle, qui devrait rapidement déboucher vers une meilleure rentabilisation des surproductions fruitières locales associée d'une production de porc charcutier pouvant supplanter les importations.

E) L'état sanitaire du cheptel porcin martiniquais

Avant l'apparition de l'épizootie de peste porcine classique, le cheptel porcin martiniquais présentait un état sanitaire satisfaisant.

En effet, de toutes les M.R.L.C. du porc dont la liste est la suivante : rage, fièvre aphteuse, fièvre charbonneuse, rouget, peste porcine classique et peste porcine africaine, salmonellose, paralysie contagieuse (maladie de teschen), maladie vésiculeuse, aucune n'est présente dans ce département d'outre mer.

D'autre part, on ne connaît pas non plus, en Martinique, de cas :

- 1 - de gastroentérite transmissible
- 2 - de maladie d'Aujezky
- 3 - de leptospirose (non recherchée)
- 4 - de grippe

Il existe quelques cas de pneumonie enzootique mis en évidence par les lésions trouvées à l'abattoir.

Les seuls problèmes pathologiques signalés en dehors des carences nutritionnelles sont d'origine parasitaire, en particulier les ascaris chez les plus jeunes et les strongles, entraînant la saisie des poumons.

En résumé, nous pouvons déclarer sans risque de nous tromper que l'arrivée de la peste porcine classique a créé une faille importante dans cet état sanitaire qui était très bon.

CHAPITRE III

LE COMMERCE DES PORCS A LA MARTINIQUE

A) Le commerce intérieur

Nous avons vu précédemment que l'élevage martiniquais présente un aspect traditionnel d'une part, et un aspect plus moderne, en plein développement d'autre part.

Le commerce intérieur reprend cette division :

1 - L'aspect traditionnel

La vente de porc pour la boucherie est :

- nulle dans les élevages familiaux, étant donné que le "cochon" est soumis à un abattage "familial" au moment des fêtes, à Noël en particulier.

- faible, dans les petits élevages : cette vente s'effectuait et s'effectue encore sans intermédiaire, chez le boucher "du coin", qui abattait chez lui ou à l'abattoir communal.

Le commerce de porcs vivants est très faible ; il se résume au rachat d'un ou deux porcelets, après les fêtes, qui seront engraisés pour les festivités suivantes.

Les petits élevages sont le plus souvent fournisseurs de ces porcelets.

2 - L'aspect moderne

Les gros élevages ont actuellement comme débouché principal la production de "porcs charcutier".

Ils tendent :

- à améliorer la qualité de leurs produits par les porcs de race "Large White".

- à pouvoir fournir d'une manière régulière, le marché de la viande de porc. Pour ce faire, ils augmentent le nombre de truies et une soixantaine d'entre eux commencent à grouper leurs ventes en passant par une S.I.C.A.

Les membres du G.E.P.M. ont ainsi vendu en 1977, plus de 1000 têtes à la S.I.C.A. Viande martiniquaise (2).

Afin d'accélérer cette évolution, les Pouvoirs Publics ont mis en place un plan de restructuration et de centralisation du commerce de la viande. Le plan suit deux voies parallèles et complémentaires :

- création d'un abattoir départemental au Lamentin pour permettre une meilleure inspection vétérinaire ainsi qu'une rentabilisation des abattages supérieure à celle des nombreux petits abattoirs communaux ; celle-ci n'est pas encore effective du fait même de la concurrence de ces petits abattoirs communaux.

L'abattoir départemental a été ouvert en 1976 et ne travaille pas encore au maximum de ses possibilités.

• plan de fermeture progressive des différents abattoirs communaux prévu dès 1975. Les premiers à fermer ont été les plus proches du nouvel abattoir : Fort de France, Lamentin ; puis Shoelcher, Ducos, Rivière, Salée, François, Trois Ilets ...

Dix ont dû fermer leur porte le 05 juillet 1978 et les 7 restants, le 05 janvier 1979.

L'application de ce plan est rendue difficile du fait de l'importance des intérêts politiques locaux mis en jeu, la lenteur du changement des habitudes commerciales des bouchers et des éleveurs, et des problèmes de mise en place et de rentabilisation des circuits de ramassage des animaux sur pied et de redistribution des viandes.

B) Le commerce extérieur

1 - Les exportations

Elles sont inexistantes tant pour les porcs vivants que pour la viande de porc. Seuls quelques colis de viande, suivant les habitudes locales, sont envoyés hors de Martinique, sans contrôle.

2 - Les importations

• la viande de porc

L'élevage martiniquais est loin de pouvoir satisfaire la demande du marché local. C'est pourquoi il est importé du porc en grande quantité.

En 1977, 1600 tonnes ont été importées pour 400 tonnes provenant des abattages locaux, soit 4 fois plus.

Elles se répartissent comme suit :

<u>Nature de l'importation</u>	<u>Pays d'origine</u>
Carcasses congelées et réfrigérées	France-Danemark
Salaisons crues	Danemark-Hollande
Semi-conserves	Danemark-Hollande- Belgique
Jambon cuit (en boîte)	Belgique
Jambon fumé	France (toutel'année) U.S.A. Canada (à Noël)
Charcuterie fraîche	France

Tonnage des importations de porc :

	1977	1978 1er semestre
Viandes et abats frais réfrigérés ou congelés ...	413,3	209,7
Viandes et abats salés ensaumures, séchés ou fumés	1195,6	494,2
TOTAL en tonnes	1612,9	703,9

Elles sont effectuées essentiellement par quelques grosses sociétés. Les salaisons (masques, queues, pieds) sont vendues dans les petits commerces.

Par contre, les carcasses, réfrigérées ou congelées sont écoulées par les grandes surfaces ainsi que les semi-conserves et la charcuterie.

Pendant les périodes de fêtes, de Noël et du Nouvel An, il est aussi importé de la charcuterie fine et des jambons de qualité.

A noter que toute importation de Guadeloupe où la peste porcine classique a sévi il y a quelques années, est toujours interdite mais on ne peut contrôler les colis familiaux avec les risques que cela comporte.

• Les porcs vivants

Pour la boucherie, l'importation de porcs vivants est interdite.

Pour l'élevage, les éleveurs du G.E.P.M. ont fait venir de France des reproducteurs de race "Large White".

Ces importations ont été très contrôlées du point de vue sanitaire.

Conclusion

L'élevage martiniquais a encore beaucoup de chemin à faire pour satisfaire la demande locale. On constate un défaut de structuration de la profession, un manque de technicité, une commercialisation et des abattages anarchiques.

Seule une information technique et l'élaboration d'une politique de production et de commercialisation permettra de pallier ces divers problèmes. Il faut donc espérer que le groupement existant jouera un rôle moteur dans ce sens.

Déjà un effort a été fait dans l'élaboration d'une première usine de salaison.

Quant à l'élevage familial, bien qu'en légère régression, il n'est pas prêt de disparaître.

DEUXIEME PARTIE

=====

EPIDEMIOLOGIE DE L'EPIZOOTIE EN MARTINIQUE

CHAPITRE I

RAPPEL DES FACTEURS EPIDEMIOLOGIQUES GENERAUX (11)

A) La contagion dans la peste porcine classique

La peste porcine classique est une maladie virale exclusivement pathogène pour les suidés domestiques et sauvages. Son étude analytique se sépare en trois étapes successives et réversives (qui sont celles de la contamination spontanée).

- Les réservoirs et les sources virulentes débitrices du virus spécifique.

- Les vecteurs, réceptifs ou non, malades, porteurs et excréteurs ou simples véhicules passifs du virus dont la haute résistance naturelle implique un éventail très large de transmission par les vecteurs à partir des réservoirs.

- Les animaux victimes, les Suidés, à réceptivité individuelle et collective élevée mais variable, soit spontanément sous l'influence du taux naturel viral, soit artificiellement sous l'influence de l'immunisation spécifique.

Les modalités de la contagion, grâce à diverses voies de pénétration, retracent les diverses contaminations du virus spécifique.

a) Réservoirs et sources de virus

1) Les réservoirs

Ce sont les seules sources virulentes aptes à l'entretien de virus et à l'éclosion de foyer de Novo, sans filiation épidémiologique reconnue.

Ce sont les hôtes naturels, idéals du virus.

Ils présentent :

- + Une infection spécifique latente, inapparente et non mortelle, n'affectant ni sa longévité, ni sa proliféricité, lui permettant de survivre ainsi que sa descendance, elle-même souvent porteuse et excrétrice.
- + Une réceptivité faible aux autres maladies spontanées qui risqueraient de la décimer et de diminuer sinon d'annuler son rôle d'entretien viral.
- + . à la maladie correspondante, contre laquelle il bénéficie d'une immunité spontanée occulte.
- + Une excrétion virale importante et prolongée alimentant en virus le milieu naturel.

- + Une représentation statistique suffisante pour que son rôle biologique devienne efficace et assure la perennité du contag.

Seuls, les porteurs sains paradoxaux, en particulier les truies mères, voire les suidés sauvages constituent les authentiques réservoirs de peste.

Mais il n'est pas exclu que d'autres réservoirs existent ; comme les petits ruminants, certains parasites tels que les ascaris, avec transmission du virus aux oeufs repris et entretenus par les vers de terre, qui infecteraient les porcs après leur ingestion dans les parcours.

2) Les sources de virus

Elles regroupent : - les animaux malades
- les porteurs
- leurs produits
- les matières inertes souillées.

+ Les animaux malades

Lorsqu'ils sont atteints d'une forme aigüe classique de la peste porcine classique, les malades présentent une virémie de haut titre, qui, de concert avec le réticulotropisme du virus, entraîne la virulence généralisée de l'organisme (sang, tissus, organes, sécrétions et surtout les excréctions en particulier, matières fécales et urine).

Dans les cadavres, le virus résiste quelque temps à la putréfaction.

Les suidés sauvages représentent eux aussi une source virulente sauvage.

Dans les pays d'infection ancienne, il peut exister une source virulente abondante difficile à révéler à cause de l'apparition de souches de basse virulence qui entraînent une expression très atténuée de la maladie (symptômes et lésions moins nets, mortalité et morbidité faibles), c'est le cas en France à l'heure actuelle ; d'où des problèmes de dépistage de la maladie (quoique parallèlement, la forme classique demeure), de réglementation, et d'épidémiologie.

+ Les animaux porteurs et excréteurs de virus

Beaucoup plus redoutables que les malades car difficiles à dépister, ils ne souffrent apparemment pas de la maladie et disséminent le virus dans la nature, supportant alors certainement une part de responsabilité importante dans la diffusion du processus, impossible à retracer lors d'enquête épidémiologique.

. Les porteurs précoces

Ils excrètent le virus pendant la période d'incubation qui peut durer jusqu'à 27 jours.

L'étude pathogénétique montre que la courbe virémique et excrétoire s'amorce dès le premier jour suivant la contamination ou l'inoculation donc de

nombreux jours avant l'apparition des prodromes ou symptômes, y compris le clocher thermique initial.

Néanmoins, la brièveté de l'incubation et la révélation ultérieure de l'infection diminuent un peu le danger de cette catégorie de porteurs.

. Les porteurs chroniques

Ils constituent une menace bien plus lourde et prolongée, car la maladie exprimée antérieurement a pris souvent une forme frustre et atypique.

La guérison virologique est bien postérieure à la guérison clinique.

Le virus peut persister plusieurs mois dans les viscères et les ganglions lymphatiques.

D'où l'intérêt de la prophylaxie sanitaire fondée sur l'abattage qui supprime radicalement les reliquats virulents post-cliniques, à la condition qu'il précède l'enzootie et en annule les rémanences.

. Les porteurs sains ou paradoxaux

Ce sont les "réservoirs" au sens strict, la catégorie d'excréteurs spontanés cachés la plus dangereuse.

L'équilibre organisme-virus, peut devenir permanent jusqu'à la rupture fortuite sous l'influence de conditions adjuvantes (transport, vaccinations), qui révèlent alors la maladie.

Le dépistage de ces porteurs sains est impossible ; ceci renforce encore l'intérêt des méthodes prophylactiques d'éradication.

+ Les produits animaux

Ils constituent de fréquentes sources naturelles d'infection en raison de la haute résistance naturelle du virus, stable à 56° C et insensible à l'acidité due à la fermentation lactique.

x Les viandes réfrigérées et congelées respectent le virus pendant cinq à six mois.

x Les produits charcutiers : ceux issus de porcs abattus comme contaminés, souvent en incubation, peuvent receler longtemps le virus.

- de 2 mois dans les hures, le lard, la moëlle osseuse

- de 3 mois à 1 an dans les jambons et saucissons.

. Les eaux grasses et les déchets culinaires peuvent être à l'origine d'un cycle indirect de transmission.

La stérilisation de ceux-ci, est obligatoire lorsqu'ils sont utilisés pour l'alimentation des animaux.

. Les peaux salées conservent leur virulence près de 6 mois.

. Les fumiers et le purin, engrais de choix pour les horticulteurs, et les maraîchers peuvent être à l'origine de nouveaux foyers et de la contamination des sangliers. La virulence de ces produits pouvant persister jusqu'à 2 mois.

. Les porcs contaminés abattus

La stérilisation des carcasses contaminées est beaucoup moins rentable que la transformation en produits charcutiers.

Il est donc fortement conseillé lors de l'abattage dans les tous premiers foyers de peste classique ou africaine, dans un pays jusqu'alors indemne, de ne pas récupérer les carcasses contaminées, et de les stériliser dans un équarissage plutôt que de les enfouir.

On évite ainsi le déterrement de débris cadavériques par les chiens et leur dissémination.

+ Les matières inertes souillées

Elles tiennent un rôle non négligeable dans la circulation du virus.

. Les fourrages, granulés, l'eau de boisson

. Les locaux, les ustensibles de la porcherie assurent souvent la dissémination de loge en loge, ou au niveau des foires et marchés.

. Les effluents des exploitations, abattoirs et équarissages doivent être très surveillés.

. Les pâtures, devenues rares en France métropolitaine, mais non en Martinique, peuvent parfois garder une virulence, mais, heureusement, le soleil tue le virus en quelques heures.

D'où l'intérêt d'une désinfection totale après abattage, contrôlée par l'introduction de porcs neufs témoins par rapport à d'autres sujets vaccinés, lors du repeuplement.

En résumé, si les sources virulentes de la peste porcine sont multiples et conjointement menaçantes, les réservoirs proprement dits concernent essentiellement les sujets porteurs et excréteurs de virus, en particulier, les truies mères.

b) Les vecteurs

Les vecteurs animés ou inanimés de la peste porcine classique se recrutent d'abord parmi les sources virulentes lorsqu'elles circulent, mais aussi parfois en dehors de celles-ci.

1) Vecteurs animés
.....

+ Les animaux réceptifs : porcs et suidés sauvages qu'ils soient malades ou porteurs, assurent la plus large part des contaminations soit à l'intérieur de la porcherie, soit en dehors, lors de foires, marchés, transactions commerciales.

Les suidés sauvages peuvent également opérer un cycle complémentaire dans les régions où ils abondent.

+ Les animaux non réceptifs peuvent jouer un rôle de véhicules passifs :

les chiens et les renards en particulier, en dérochant ou déterrants des débris d'abattoirs ou de cadavres enfouis.

les poules, les oiseaux et les rongeurs, peuvent également, disséminer le virus à l'intérieur et autour des exploitations contaminées.

- + L'homme surtout, qu'il soit éleveur, vétérinaire ou simple visiteur, assure pour une grande partie la transmission du contagé soit comme véhicule passif, soit également comme sujet à infection inapparente.

La transmission spécifique par l'aiguille et la seringue, est également souvent mise en cause. Il n'est donc pas inutile de recommander la plus grande hygiène à toute personne étant en contact avec des élevages.

Des précautions strictes doivent être prises :

- . Changement ou stérilisation des aiguilles et des seringues:

- . Désinfection des bottes et des mains.

- . Désinfection des pneus des voitures et camions.

- . Nettoyage des instruments d'autopsie.

+ Les parasites :

Qu'ils soient externes hématophages (poux, puces ...) ou internes (ascaris, trichines), ils peuvent être impliqués et pourraient peut-être être même d'authentiques réservoirs naturels avec transmission verticale (adulte, oeufs) : d'où l'intérêt d'un dépistage systématique.

2) Vecteurs inanimés

Ils sont multiples :

- . les viandes fraîches et congelées

- . les produits fabriqués en charcuterie, salés ou fumés.

. les peaux, les soies, les viscères, les issues, les déchets, sont d'excellents vecteurs, et jouent un rôle capital dans la création de nouveaux foyers.

. Eaux grasses, déchets culinaires, effluents industriels sont également très souvent mis en cause.

. Rappelons pour mémoire le rôle non négligeable des fumiers, aliments pour bétail et leurs emballages, les véhicules (camions, avions, trains, cargos, etc...)

. N'oublions pas que même les poussières de l'air dans les régions ventées servent de support au virus ; ceci a été mis en évidence dans le Sud Est de la France où le mistral souffle régulièrement.

c) Animaux victimes

La réceptivité individuelle et collective des porcs, vis-à-vis du virus, sui-pestique, se déplace sous la dépendance de facteurs intrinsèques et extrinsèques.

1) Les facteurs intrinsèques prédisposants
liés à l'espèce porcine distinguent l'influence :

. de la race : la grande utilisation des hybrides a entraîné la réduction du rôle joué initialement par celle-ci.

. de l'âge : les jeunes de 5 à 35 kg offrent une réceptivité maximale à la peste aigüe mortelle.

les adultes à l'engrais et les reproducteurs développent assez fréquemment une peste compliquée chronique avec les souches de moyenne virulence, mais peuvent aussi faire une peste aigüe mortelle avec les souches de haute virulence, surtout en pays nouvellement infesté

+ les porcelets dépendants de l'immunité maternelle colostrale et des contaminations fœtales possibles.

+ du sexe : les truies paraissent plus aptes à devenir des réservoirs de virus, voire des relais amplificateurs par l'intermédiaire de leurs porcelets.

+ de l'individu : c'est un facteur très important. Le taux de vitamine C et le fonctionnement des surrénales jouent un rôle bien connu sur l'importance des hémorragies (phénomène de Reilly).

2 - Les facteurs extrinsèques adjuvants

+ les traumatismes inoculateurs sont très variés (à noter le rôle des aiguilles souillées)

+ un déséquilibre alimentaire et nutritionnel et les agressions des transports sont impliqués : non seulement dans la prise virale, mais aussi dans le passage à la chronicité dans la réponse vaccinale, et dans la complication des pestes porcines pures.

+ les facteurs physiques (froid, chaleur, humidité) ne semblent pas intervenir.

+ les facteurs biologiques de réceptivité révèlent l'influence des concentrations de plus en plus importantes des porcs en grands élevages.
Elle se traduit par :

. des modifications des virulences des souches par passages en série

. des modifications de réceptivité (on passe de la notion de réceptivité individuelle à celle de groupe).

. une contagion favorisée.

. une immunisation défavorisée

. l'apparition d'une composante allergique entraînant l'expression clinique à la suite de surinfection, et la modification des souches virales.

d) Modalité de la contagion

Par voie digestive, mais aussi respiratoire, voire traumatique, exceptionnellement vénérienne, le virus pestique offre une grande variété de contagions hétérogènes, directes et indirectes, mais aussi autogènes, toujours axées sur le porc lui-même, à la fois réservoir, vecteur principal et victime et sur son commerce fort complexe.

1 - Contagion hétérogène

La contagion hétérogène et horizontale de la peste est directe, médiate et indirecte.

+ La contagion directe immédiate

Le contact étroit de la cohabitation en loges surpeuplées, l'assure avec un pourcentage élevé de réussites et avec une grande vélocité.

Il en est de même dans les transports, les foires marchés et les traumatismes.

+ La contagion directe médiate

se fait dans la porcherie-foyer par l'intermédiaire des déjections, de l'urine, virulente, souillant les mains, les aliments, les boissons, les ustensiles, les locaux etc...

+ La contagion indirecte

à longue distance et à long terme concerne les multiples sources de virus précédemment dont l'inventaire ne saurait être limitatif.

Elle résulte souvent du commerce, qui est très complexe dans ses divers circuits ; c'est pourquoi, la maladie s'étend sous forme de multiples foyers saltatoires intriqués et désordonnés.

2) Contagion autogène
.....

- + in utéro : la truie porteuse risque d'infecter les produits de sa portée d'une manière durable et totalement inapparente.
- + chez l'individu : un portage viral inapparent, peut à la faveur d'une agression (par la vaccination), se changer en peste exprimée et allumer un nouveau foyer, sans filiation apparente.

B) L'épizootie pestique (II)

Une description synthétique et dynamique des épizooties sui-pestiques, ressort des informations sanitaires nationales et internationales.

a) Situation zoosanitaire

En 1977, la peste porcine classique dans le monde, se répartit en trois foyers :

1 - Le foyer européen

s'étendant toujours sur la France, la Belgique, la Hollande, avec une incidence faible, l'Italie et la Péninsule Ibérique avec une incidence plus forte et à l'Est, jusqu'en U.R.S.S. ainsi qu'au Liban et en Grèce.

2 - Le foyer asiatique

touchant essentiellement le Vietnam, la Birmanie, et les Philippines. On note une amélioration en Chine, antérieurement épicode d'activité majeure en Asie (75 foyers seulement en 1974).

3 - Le foyer américain a changé :

les Etats-Unis ont réussi l'éradication complète de la peste porcine classique, le dernier cas remonte à août 1976 et le pays a donc été déclaré indemne le 31 janvier 1978.

Par contre, de nombreux pays d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale sont toujours touchés. Parmi les pays les plus proches de la Martinique, on note :

+ la Colombie, le Vénézuela, le Guatémala et le Honduras

+ les îles d'Haïti, Cuba et d'autres plus proches encore, qui sont la Dominique, et la Guadeloupe

D'autres îles, par contre, n'ont pas de cas depuis quelques années :

. Sainte Lucie et Barbade :
dernier cas en 1973

. Trinidad et Tobago :
dernier cas en 1974

REPARTITION DE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE
DANS LE MONDE EN 1978 (9)

AMERIQUE DU SUD

			Nombre de porcs (en milliers)
Brésil	++	V D	35 000
Argentine	++	V D	5 000
Uruguay	+	Q V D	460
Paraguay	++	V D T	800
Chili	+	Qf V D	892
Bolivie	+++	V	1 186
Perou	++	Q V D	1 950
Equateur	+++	V D	2 700
Colombie	++	Q V D Test	1 900
Venezuela	++	V D	1 880

AMERIQUE CENTRALE

Mexique	++	V D	12 100
Guatemala	+++	Q S V D T	840
San Salvador	++	V	425
Honduras	+	V	520

CARAIBES

Cuba	+/	S V D	1 460
Haïti	+++	V	1 771
République Domi- nicaine	++	V D	821

EUROPE DE L'OUEST

		Nombre de porcs (en milliers)			
Pays-Bas	++		S V D		7 506
Belgique	+	P	S V D		4 700
France	+		S V D		12 028
R.F.A.	+		Q S D		19 805
Autriche	(+) +%			D	3 683
Italie	++	P	S V D		8 888
Espagne	+	P	Q S V D	Test	8 583
Portugal	++	P	Q V D		1 683

EUROPE DE L'EST

U.R.S.S.	(+)		Q S V		57 899
Pologne	+		S V D		18 883
R.D.A.	(+)		S V D		11 501
Tchéquoslovaquie	(+)		S V D		6 683
Grèce	(+)	P	Q S V D		750
Liban	(+)	P		V D	23

AFRIQUE

Mali	(+)				25
Cap Vert	+				18
Guinée Bissau	+				176
Madagascar	++ +%		Q V		680
Réunion	(+)			V	85

ASIE

			Nombre de porcs (en milliers)
Inde	+/	V D	7 062
Népal	++		338
Bhutan	++	V	56
Birmanie	+++	V	1 500
Thaïlande	+/ Q	V D	4 300
Kampoutchéa	+	V	919
Laos	++		1 447
Viet Nam	+++	T	11 500
Chine	+%	D	238 315
Mongolie	+++		13
Macao	+	V D	15
Hong Kong	+	V D	440
Corée	+ Q S	V D	1 247
Philippines	++	V D Tt	9 700
Singapour	+	V	1 071
Malaisie (péninsule)	+	D	1 193

NOTICE EXPLICATIVE

(+)	Incidence exceptionnelle
+	Incidence faible et sporadique
++	Incidence modérée
+++	Incidence élevée
+/	Maladie en régression mais existant encore
+%	Maladie limitée à certaines régions
P	Prohibition des importations des pays infectés
Q	Quarantaine, contrôle des déplacements et autres précautions aux frontières et à l'intérieur du pays
S	Abattage sanitaire
V	Vaccination
T	Traitement (thérapeutique et préventif)
Qf	Quarantaine et autres précautions à la frontière
Test	Dépistage systématique par épreuves diagnostiques sous programme officiel de lutte
Tt	Traitement thérapeutique
D	Déclaration obligatoire

b) Taux de morbidité et de mortalité

La peste porcine classique présente dans les porcheries, un taux de morbidité élevé, de l'ordre de 60 à 90% en pays neuf, avec un taux de mortalité comparable.

L'envahissement de la porcherie par la maladie, débute lentement puis s'accélère progressivement, en atteignant toutes les loges les unes après les autres, inexorablement.

C'est pourquoi, l'abattage doit être précoce ; d'une part, pour autoriser la récupération parfois possible des contaminés, d'autre part pour diminuer les pertes financières de l'éleveur, les morts n'étant pas subventionnés.

Dans les pays infectés, depuis longtemps : la morbidité est beaucoup plus faible et cela pour deux raisons :

- 1 - Les formes compliquées masquent la peste pure
 - 2 - Le portage viral et le bénéfice de l'immunité
- spontanée occulte, prennent le pas sur l'expression de la maladie.

c) Cinétique de l'épizootie

La peste porcine classique est une infection virale de forte contagiosité (moindre, malgré tout, que celle de la fièvre aphteuse), surtout en pays neuf.

La multiplicité des sources de virus, et des modes de transmission, la forte résistance du virus dans la nature, la haute virulence des

sécrétions et excrétions, la réceptivité exquise de l'espèce porcine se liguent dans ce sens.

De sévères mesures sanitaires doivent pouvoir contrôler la maladie à condition que le portage viral à long terme, à partir des réservoirs porcins, n'intervienne pas.

1 - Type épizootique

Nous avons affaire à une enzootie rémittente de profil sinusoïdal.

Etant donné que l'infection résiduelle ne s'annule pas entre deux pics successifs, il est nécessaire d'associer aux abattages, une vaccination systématique sur au moins 80% du cheptel porcin.

Ceci soulève le problème du contrôle rigoureux des vaccins, qui devient primordial.

2 - Rythme épizootique

En France, où règne un fond rémanent d'enzootie résiduelle, la rythmicité des pics épizootiques a diminué en fonction de l'augmentation de l'efficacité des vaccins utilisés et de la généralisation de la vaccination, voire même de son imposition dans certains départements du Nord.

En Martinique, il n'y a pas de rythmicité épizootique propre. L'épizootie 1978 étant la troisième depuis le début du siècle, elle résulte d'un apport extérieur de virus et il ne semble pas qu'il en découle d'enzootie résiduelle, pouvant donner naissance à de nouveaux pics épizootiques.

3 - Cinétique et mécanisme de la diffusion géographique

L'introduction de la peste porcine classique en France semble reconnaître les origines suivantes :

- + Américaine en 1945-1946
- + Nord Africaine par porcs sero-vaccinés en 1950-1951
- + Pays voisins en 1962 et 1968-1969.

L'entretien se partage entre : d'une part certains apports extérieurs, d'autre part la pérennisation du contagé par les porteurs excréteurs de virus.

La diffusion épizootique est fonction de nombreux facteurs s'intriquant de manière fort complexe.

Les sources virulentes multiples autorisent de nombreuses voies de propagation. Notons que la concentration dans les élevages porcins a entraîné et entraîne encore une augmentation des risques de diffusion à l'intérieur de l'exploitation. A cette concentration en élevage s'ajoute la concentration régionale de l'élevage (vocation de naisseurs, engraisseurs...), qui majore les risques de diffusion.

A ce sujet, il paraît intéressant de noter en France la coïncidence grossière de la carte des foyers pestiques et de celle de l'élevage des truies d'une part, des porcs d'engrais d'autre part.

CHAPITRE II

EPIDEMIOLOGIE DE L'ÉPIZOOTIE DE PESTE PORCINE CLASSIQUE EN 1978 EN MARTINIQUE

A) Origine de l'épizootie

a) Historique

Nous avons vu dans le chapitre précédent, que la Martinique est située dans une région du globe où la peste porcine classique est fréquente et que les risques d'épizootie étaient et sont toujours assez conséquents.

La peste porcine classique n'est pas une nouveauté : en effet, la Martinique a déjà subi une épizootie dans les années 1935 et une autre après la deuxième guerre mondiale.

Cette dernière serait apparue en 1948 et aurait cessé de décimer les porcins de l'île que 5 ou 6 ans après.

Depuis la Martinique était restée indemne et ce, malgré les risques dus au voisinage et aux importations massives de viande de porc.

b) Origine de l'épizootie de 1978

Elle n'est pas connue exactement ; tout ce que l'on sait, c'est qu'un éleveur peu consciencieux a permis au virus de se disperser à l'insu des vétérinaires.

En effet, les faits ont été les suivants :
A la fin du mois de mars 1978, un éleveur de la banlieue de Fort de France, achète deux jeunes cochons au marché (un mâle pour la reproduction, et une femelle vendue avec, en lot indissociable). Quelques jours plus tard, ces deux porcelets meurent après une courte maladie. Le propriétaire les enterre au fond de son jardin sans se poser de question ...

De nouveau, deux autres porcs tombent malades; le vétérinaire traitant est alors appelé ; celui-ci, vu le peu de commémoratifs, que l'éleveur lui donne, vu les symptômes, vu l'absence de peste porcine classique en Martinique, écarte momentanément toute suspicion de peste et administre un traitement à base d'antibiotique.

Par la suite, le vétérinaire traitant n'a plus aucune nouvelle.

Ce n'est que le 22 juin que l'éleveur, ayant entendu parler à la radio de la peste porcine, et des subventions pour abattage qui en découlaient, vient aux Services Vétérinaires déclarer qu'il a sûrement eu la peste porcine dans son élevage.

A cette date, ses 180 porcs étaient tous morts. Un entretien prolongé avec cet éleveur, permet de porter à notre connaissance les faits suivants :

- Celui-ci n'a pas rappelé le vétérinaire traitant car il a estimé avoir dépensé assez d'argent en visite et médicaments pour un résultat aussi négatif.

• Les cadavres de ses porcs auraient été enterrés au fond de son jardin.

Une enquête sur les lieux montrera un terrain très en pente avec une végétation exubérante à l'endroit où il déclarait avoir creusé la fosse laissant planer un doute quant à la véracité de ses dires.

On peut même se demander si cet éleveur, voyant ses porcs mourir les uns après les autres, ne s'est pas empressé de vendre, bien qu'il s'en défendit, les animaux restants qui, s'ils n'étaient pas encore malades, étaient déjà contaminés.

Quant à l'origine des deux porcelets, elle n'a pu être déterminée.

Certaines rumeurs laissent entendre que ces porcelets provenaient de la commune de Rivière Pilote, où aucun cas de peste porcine n'a été signalé depuis.

Trois hypothèses peuvent être faites quant à la manière dont la peste porcine classique a été introduite en Martinique :

1 - Nous avons vu que plusieurs îles voisines
étaient contaminées, et le virus a pu être amené de l'une d'elle par l'intermédiaire de colis familiaux, contenant de la viande de porc, ou tout autre vecteur passif, y compris l'homme.

2 - Des salaisons (masques, queues, pieds de porcs),
sont importées en grande quantité des pays de la C.E.E. (Danemark, Hollande, France), pouvant apporter le virus.

Or, nous savons que ces salaisons, lorsqu'elles sont avariées, et retirées du commerce, sont parfois données comme nourriture aux porcs locaux, bien que cela soit interdit.

3 - Les containers et camions
ayant servi à transporter des aliments du bétail de Guadeloupe où le virus est toujours présent.

B) Développement et facteurs de l'épizootie

a) Extension de l'épizootie avant le 15 juin

. 1 - Evolution

Pendant le silence de notre premier élevage, touché par la peste, celle-ci a éclaté vers la mi-mai dans deux nouvelles exploitations éloignées d'une part l'une de l'autre et d'autre part, du premier élevage décimé.

* Le 20 mai, chez M. Dureuil, habitant sur la côte ouest dans la commune de Bellefontaine et possédant, en annexe de la pêche, 110 porcs.

• Le 25 mai, chez M. Langoz Guillaume, habitant la commune de Gros Morne, dans le centre de l'île, qui est le président du G.E.P.M. Cet éleveur possédait l'une des porcheries les plus importantes (350 têtes) et les plus avancées de la Martinique dans le domaine de la sélection, la plupart de ses truies étaient de race Large White.

A la fin du mois de mai, un troisième élevage était touché : celui de M. Topin habitant la commune du François plus au sud-est de l'île.

Puis, début juin, chez M. Saïtsoutane au Robert et M. Ramin au Lamentin. Quoique appartenant à deux communes différentes ces deux derniers élevages sont situés sur une même route à moins de 500 m l'une de l'autre à vol d'oiseau.

C'est à la deuxième visite, le jeudi 8 juin, chez M. Langoz, que le vétérinaire traitant vu les résultats du traitement institué à son premier passage vu les taux importants de morbidité et de mortalité, a eu une forte suspicion de peste porcine ; les résultats de deux autopsies n'ont fait que renforcer cette suspicion.

Après concertation avec la D.S.V. et des confrères praticiens, en accord avec l'éleveur, des prélèvements sont effectués et envoyés le jour même par avion au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires de Maisons-Alfort. Les résultats confirmant le diagnostic de peste porcine classique sont arrivés le mardi 13 juin par télex.

Cette première phase de l'épizootie classiquement, ne présente pas de front pestique linéaire mais de multiples foyers saltatoires.

2 - Facteurs

Les modes de dissémination du virus dans les différentes communes de l'île, ne sont pas connus avec certitude.

• Mais on imagine que l'homme, vecteur animé, en a surement été le véhicule principal. En effet, le diagnostic de peste n'étant pas établi et la connaissance de cette maladie par les éleveurs étant faible, voire nulle, aucune précaution dans les déplacements des personnes n'a été prise au début de l'épizootie.

• Quant aux transactions de porcs vivants elles sont en général, faibles entre ces "gros" élevages, mais nombreuses avec les petits. Dans ce cas particulier, une enquête au niveau de ces cinq exploitations a montré qu'il n'y avait eu aucun échange commercial entre elles dans les semaines précédant le début de l'épizootie.

• De même l'étude de l'alimentation dans ces 5 cheptels n'a permis de tirer aucune conclusion :

- les bananes ne semblent guère être mises en cause car venant de producteurs différents.
- les eaux grasses provenaient d'un établissement différent pour chaque élevage les utilisant.

- les aliments concentrés utilisés avaient plusieurs sources.

• L'absence d'équarrissage dans l'île a pour conséquence :

- en cas d'abattage pour cause de peste porcine, les cadavres doivent être enfouis sur place et recouverts de chaux vive.

- en cas de mortalité du bétail, les éleveurs doivent faire disparaître les cadavres eux-mêmes.

Habituellement ceux-ci sont jetés à la rivière la plus proche ou immergés au large après transport par gommier (bateau de pêche local).

De ce fait, l'un des éleveurs sinistrés, a ainsi jeté 40 cadavres à la mer et un autre en a transporté une trentaine sur la décharge de Fort de France sise au lieu dit "Pointe des Sables".

Ce qui a eu des conséquences graves :

+ Pour les porcs jetés en mer, ceux-ci sont parfois rejetés sur la côte par les courants et dévorés par les chiens errants.

+ Pour ceux jetés sur la décharge, le problème est plus complexe :

- . nombreuses sont les personnes qui circulent en ce lieu dont celles ramassant de quoi nourrir "le porc" familial.
- . nombreux sont les animaux errants : chiens et porcs, ces derniers étant ainsi directement contaminés

LOCALISATION DES 6 PREMIERES EXPLOITATIONS

DECENNES PAR LA P.P.C.



- LEGENDE -
.....

- 1 - J. A. (Port de Franco)
- 2 - Dureuil (Bellefontaine)
- 3 - Langou (Gros Morne)
- 4 - Saitsoutane (Robert)
- 5 - Ramin (Lamentin)
- 6 - Toyin (François)

. Le bulldozer ne passant pas toujours rapidement après la dépose des cadavres, ceux-ci peuvent être à portée de dents, plusieurs heures, voire plusieurs jours.

Il s'en suit que des mesures devaient être prises ce qui fut fait (voir le chapitre prophylaxie).

b) Extension après le 15 juin

1 - Evolution

.....

Suite à la parution d'un arrêté préfectoral portant déclaration d'infection du département en général et de certaines exploitations en particulier (IA), les foyers initiaux ont été supprimés et la maladie a eu tendance à se localiser.

Mises à part les deux exploitations contiguës de celle de M. Langoz, qui ont été directement touchées, l'épizootie s'est presque cantonnée dans trois zones.

- Le bourg de Sainte Marie, commune nouvellement infectée, située au nord est de l'île, caractérisée par de nombreux petits élevage familiaux.

- La banlieue de Fort de France où, malgré l'interdiction de faire de l'élevage en ville, abondent les élevages familiaux.

- La commune du Lamentin et plus précisément la zone industrielle, la Mangrove et le bord de mer.

Précisons que toute cette zone était anciennement une plaine marécageuse qui a été aménagée mais qui possède encore des endroits difficilement accessibles à l'homme et où se cachent des porcs et des chiens errants.

Accessoirement, il y a eu quelques exploitations isolément touchées dans d'autres communes (voir liste et carte).

Dans cette phase, l'épizootie a évolué grâce à deux formes de contagion indirecte :

- Une forme saltatoire créant de nouveaux foyers éloignés des foyers initiaux, de nouvelles communes sont ainsi infectées (Saint Luce, Saint Esprit ...).

- Une forme de proche en proche à partir d'un foyer central, formant "tache d'huile" : centre de Sainte Marie, voisins de M. Langoz ...

2 - Facteurs

Dans cette seconde étape, de l'évolution de l'épizootie, la connaissance de l'existence de la peste porcine et tous les conseils donnés aux éleveurs et une vaccination rapidement commencée dès la confirmation du diagnostic ont permis d'arrêter la progression de la maladie au niveau des élevages de moyenne et grosse importance.

Par contre, celle-ci a continué à se disséminer "au ras du sol", dans les zones favorables à ce genre d'extension, c'est-à-dire :

- Les quartiers populeux où il y a beaucoup de mouvements et où les porcs sont élevés, dans les cours, attachés à un arbre sur le bord du chemin, quand ils ne sont pas purement et simplement en liberté.

Les habitants de ces quartiers n'ont pas fait attention ou n'ont pris au sérieux les mesures recommandées par la radio et les journaux que lorsque nous avons commencé à abattre les cochons des voisins déjà contaminés ou malades. C'est le cas du bourg de Sainte Marie et de Fort de France (Morne Pichevin ...).

• Les zones de mangrove, de marécages où les porcheries ne sont qu'un assemblage de quelques planches et quelques tôles.

Les porcs enfermés dans ces cases sont en contact plus ou moins direct avec les porcs sauvages et les porcs en liberté qui errent aux alentours pour trouver de la nourriture. D'autre part, 4 à 5 cases l'une à côté de l'autre, appartiennent souvent à 2 ou 3 éleveurs différents. Il en découle beaucoup de va et vient, ce qui augmente encore les risques de contamination.

La dissémination s'est donc faite de proche en proche, le virus étant véhiculé par l'homme, les animaux, les voitures ...

Ceci est confirmé par le fait qu'en Martinique, nombreux sont les éleveurs qui sont bouchers également, (il n'y a pas de chevillard) et certains effectuent leurs abattages eux-même.

L'absence de maladie contagieuse du bétail dans ce département d'outre-mer, n'incite pas les personnes en contact avec celui-ci (éleveur, boucher, vétérinaire), à prendre toutes les mesures de désinfection et d'entretien du matériel qui seraient normalement nécessaires.

Certains éleveurs dont les cheptels ont été décimé longtemps après le début de l'épizootie, n'ont pas enfoui leurs cadavres et n'ont pas fait la déclaration en mairie, s'attirant les foudres de la gendarmerie.

Quant au rôle joué par les restes de salaisons, s'il a pu être important au stade de l'introduction de la peste porcine classique, il semble très faible, voir négligeable, au niveau de la dissémination.

En conclusion, nous pouvons affirmer que la peste porcine classique a trouvé en Martinique un terrain très favorable à son extension et que les mesures nécessaires pour juguler cette évolution ont dû être prises rapidement et appliquées avec le maximum d'efficacité.



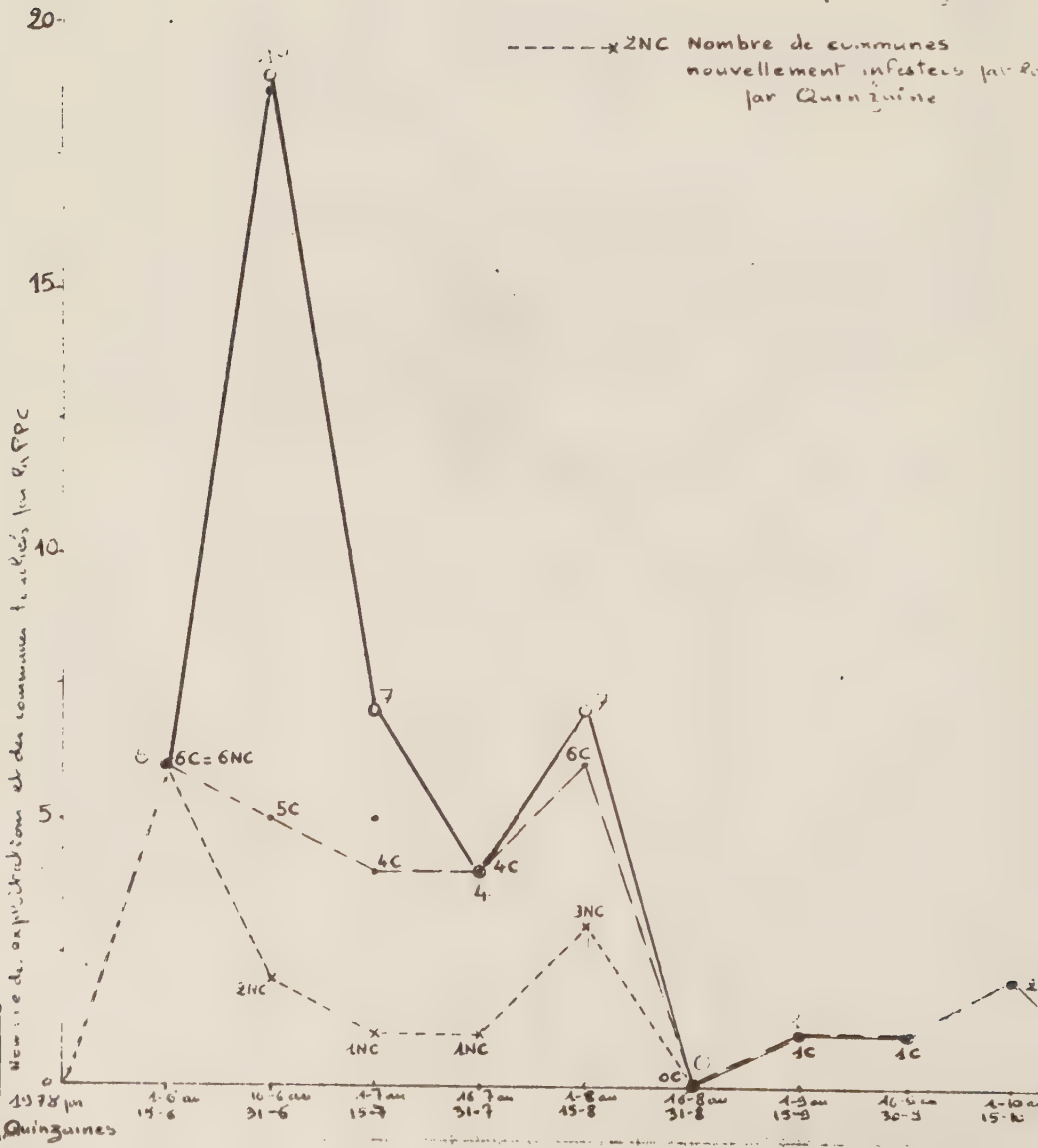
- 1000000 -

D : zones sans le peste
 N : zones - à risque peste
 C : zones contaminées

~ EVOLUTION DE L'EPIZOOTIE PPC 1978

LÉGENDE

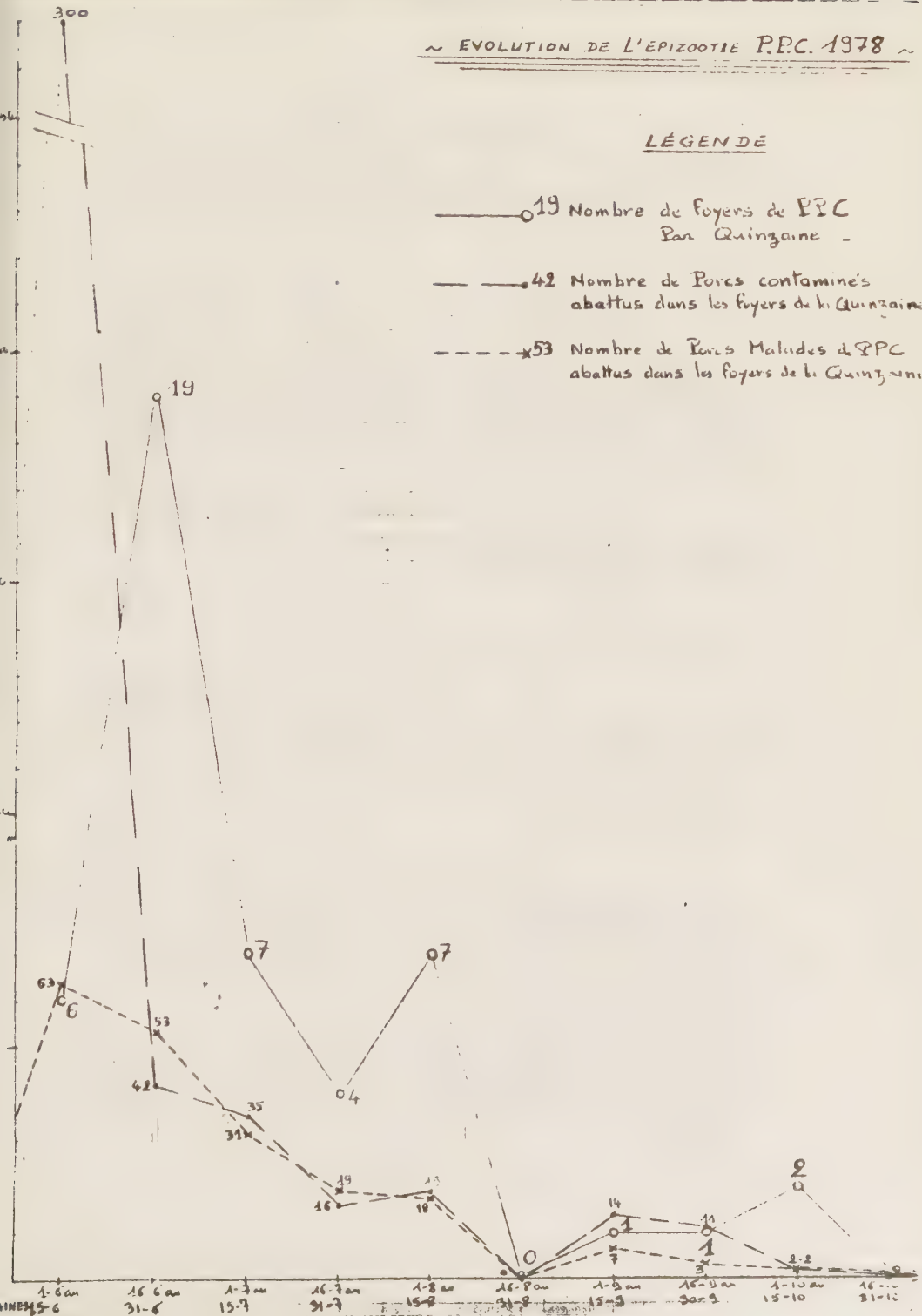
- 19 Nombre de foyers nouveaux d.
par Quinzaine
- 5C Nombre de communes infectées
la PPC par Quinzaine
- x 2NC Nombre de communes
nouvellement infectées par
par Quinzaine



~ EVOLUTION DE L'ÉPIZOOTIE P.P.C. 1978 ~

LÉGENDE

- 19 Nombre de foyers de P.P.C.
Par Quinzaine -
- 42 Nombre de Porcs contaminés
abattus dans les foyers de la Quinzaine
- x--- 53 Nombre de Porcs Malades de P.P.C.
abattus dans les foyers de la Quinzaine



TROISIEME PARTIE

PROPHYLAXIE DE L'EPIZOOTIE 1978

En premier lieu, dès que le résultat positif du laboratoire de Maisons-Alfort confirmant la présence de peste porcine classique en Martinique, a été connu, un arrêté préfectoral portant déclaration d'infection a été pris pour l'île en général et certaines exploitations en particulier (IA).

Cet arrêté précise les mesures applicables en cas de peste porcine : séquestration, abattage, désinfection etc.

Soulignons que la distinction de trois zones est toute théorique en Martinique.

- La zone de séquestration comprenant l'exploitation où la maladie a été constatée, est en général, facile à délimiter et les mesures qui y sont applicables sont réalisables sans problèmes majeurs.

- La zone d'interdiction s'étendant théoriquement jusqu'à 2 km autour de l'exploitation touchée est toujours restée assez floue. Des mesures ont été prises au niveau de chaque commune pour recenser les élevages en vue de la vaccination. Quant à la circulation des porcs, elle est tombée rapidement à zéro, car la demande de viande de porc par le consommateur est devenue pratiquement nulle dès que la nouvelle de l'épizootie a été connue.

De plus, certains maires ont été jusqu'à interdire tout commerce et tout abattage sur le territoire de leur commune lorsque celle-ci a été infectée.

En revanche, aucune mesure n'a été mise en place pour régler la circulation des personnes.

• La zone d'observation : on peut considérer que l'île dans sa totalité, a été mise en observation par l'intermédiaire de l'information des services communaux suite à cet arrêté. Les mesures de lutte ont pris trois directions différentes :

+ Information des éleveurs, du public, et des services pouvant jouer un rôle (IID, IIE, IIF).

+ Prophylaxie sanitaire réalisée essentiellement par la Direction des Services Vétérinaires.

+ Prophylaxie médicale réalisée quant à elle, par le praticien.

Concertation-Information :

Dès le 8 juin, la Direction des Services Vétérinaires a pris les mesures suivantes :

1 - Information

- a) de M. le Préfet de la Martinique
- b) du Directeur de la Direction Départementale de l'Agriculture
- c) du Secrétaire Général aux affaires économiques
- d) de la Direction de la Qualité au Ministère de l'Agriculture à Paris.

2 - Rédaction d'un communiqué d'information
.....
le vendredi 9 juin (IID), informant les éleveurs et
leur recommandant un maximum de mesures de sécurité :
enfermer les porcs, désinfecter régulièrement, réduire
les échanges commerciaux ... (voir annexe II).

Ce communiqué a été diffusé par la radio
locale le lundi 12 juin.

3 - Commande de deux mille doses
.....
de vaccin lapinisé à pouvoir pathogène résiduel
et de sérum par télégramme.

Le samedi 10 juin, le Directeur de la
Direction Départementale de l'Agriculture, au cours
d'un séminaire à Saint Joseph, auquel étaient présents
des éleveurs a donné les premiers conseils.

Le lundi 12 juin, la Direction des Services
Vétérinaires a rédigé un projet d'arrêté portant
déclaration d'infection par la peste porcine du
département.

Ce projet a été transmis à Monsieur le
Préfet le 13 juin, dès l'arrivée du résultat positif
annoncé par le laboratoire central de Maisons-Alfort.

L'annonce d'une rupture de stock de sérum
a entraîné une nouvelle commande par la Direction des
Services Vétérinaires en remplacement, de deux mille
doses d'un autre vaccin (souche chinoise lapinisé
sans P.P.R. toujours par télégramme. Ces deux
mille doses n'arriveront que fin juin, bien qu'en-
voyées par avion...

Le mercredi 14 juin, une première réunion des responsables administratifs et professionnels eut lieu dans le cadre du G.E.P.M.

Il en a résulté un projet de plan de vaccination et une circulaire d'information immédiatement transmise à tous les éleveurs membres du groupement. Le même jour, a débuté la campagne de vaccination par les praticiens qui se sont rapidement procurés du vaccin.

Le vendredi 16 juin a eu lieu une nouvelle réunion des responsables administratifs.

Un plan de lutte complet a été mis en place ; l'indemnisation des éleveurs relative aux abattages et à la vaccination ont été évoqués.

Pour les abattages, l'indemnisation serait faite par l'Etat conformément à la loi (arrêté ministériel du 8 juin 1973) (IF).

Pour la vaccination, le département s'est engagé à aider les éleveurs ; le prix de revient de celle-ci a été très discuté.

France-Antille, journal local, a publié un article en première et deuxième page non signé (IIG).

Le même jour, la Direction des Services Vétérinaires a transmis un nouveau communiqué qui est passé à la fois à la radio et dans France-Antilles (IIF).

La Direction Départementale de l'Agriculture a fait également une déclaration sur les ondes.

Le mardi 20 juin, la Président du G.E.P.M. a informé à son tour les éleveurs par l'intermédiaire de la chaîne de télévision locale.

La même semaine, a vu fleurir dans les journaux plusieurs articles permettant à la peste porcine de garder le devant de l'actualité (IIH).

Les résultats de ces mesures ont été les suivants :

+ Beaucoup de gros éleveurs ont réclamé une vaccination immédiate de leur cheptel.

+ Le commerce des porcs vivants déjà peu important en temps normal, a été stoppé complètement pour éviter la dissémination de la maladie.

+ Les autorités locales (mairies, polices municipales, gardes champêtres, la gendarmerie), averties, se sont montrées vigilantes, aidant aussi au dépistage de la maladie.

Ceci n'empêcha pas certains éleveurs peu consciencieux, de dissimuler la présence de la peste porcine dans leur porcherie et de jeter les cadavres dans les rivières voisines.

On a pu voir souvent des cadavres de porcs flottant dans la rivière, en particulier dans la Lézarde qui traverse la commune du Lamentin.

+ L'amorce d'une maladie a eu une répercussion psychologique immédiate sur le consommateur, qui s'est inquiété dès que le mot "peste" a été prononcé.

La consommation de viande de porc est alors rapidement tombée à zéro, y compris dans les grandes surfaces pour la viande importée et ce, malgré de grandes affiches précisant qu'elle venait de France.

CHAPITRE I

LE DEPISTAGE

A) Les personnes concernées

En premier lieu, ce sont les vétérinaires praticiens qui ont permis de dépister les foyers de peste porcine :

a) soit à la demande de l'éleveur dont les porcs étaient malades ;

b) soit à la demande des autorités locales ;

c) soit au cours de la campagne de vaccination : un examen de tous les sujets est pratiqué avant l'injection de vaccin, celle-ci inutile lorsque la peste s'est déclarée dans une porcherie.

En second lieu, il faut noter le rôle important d'intermédiaire joué par les autorités locales : police municipale et gardes champêtres qui connaissaient bien les administrés et qui ont tout à la fois conseillé, surveillé, et même répréhendé lorsqu'il le fallait.

B) Le diagnostic de peste porcine classique (11)

a) Symptômes et lésions

La Martinique était indemne depuis longtemps, c'est pourquoi la peste porcine classique y a sévi sous une forme pathogène.

Les tableaux cliniques et les lésions observées étaient typiques de la maladie.

1 - Le tableau clinique
.....

Le tableau clinique normal de la peste porcine classique comprend trois phases essentielles :

• Phase d'hyperthermie présymptomatique caractérisée uniquement par la montée de la température au-delà de 40° pendant un à deux jours.

• Phase d'extériorisation clinique caractérisée par les symptômes habituels suivants :

- Anorexie plus ou moins intense
- Prostration plus ou moins intense
- Symptômes digestifs (diarrhée) rarement observés
- Symptômes respiratoires : dyspnée dans presque tous les cas, rarement la toux
- Blépharite et conjonctivite sont parfois notées
- Parésie du train postérieur avec incoordination motrice, se traduisant par la "démarche ébrieuse" typique de peste.
Cette parésie a souvent été observée secondairement aux symptômes ci-dessus.

Il faut remarquer que pendant cette phase, la température reste élevée quoique subissant des oscillations.

• Phase de déclin caractérisée par l'amai-grissement rapide, l'hypothermie, l'apparition de larges tâches rouges devenant violettes sur les oreilles, le périnée, la face interne des cuisses et enfin la mort.

Etant donné l'extrême pathogénécité du virus sévissant en Martinique, cette troisième phase est souvent très brève, voir inexistante.

Il n'a également jamais été observé de phase d'amélioration ou de phase chronique ; tous les porcs atteints meurent en 2 à 5 jours.

Les truies en gestation avancée avortent le plus souvent pendant la phase d'extériorisation de la maladie.

Chez les porcelets à la mamelle, la mortalité ultra rapide en 24 heures rencontrée classiquement n'a guère été observée.

Il n'a jamais été remarqué non plus de peste compliquée ni de formes atypiques ou frustres comme celles de plus en plus souvent rencontrées en France et dues à des virus de faible pathogénécité. Il s'agissait donc d'une peste à virus vélogène intervenant sur un cheptel totalement vierge.

2 - Les caractéristiques nécropsiques

Elles sont en général typiques et univoques, mais non constantes, c'est pourquoi il faut pratiquer l'autopsie de plusieurs animaux pour avoir un tableau complet, certains individus pouvant ne présenter aucune lésion.

+ Lésions caractéristiques

- de type hémorragique

Elles peuvent être très variables, tant du point de vue de leur intensité, que de leur nombre ou de leur répartition.

. Intensité : peut varier de la pétéchie à l'hémorragie généralisée en passant par l'ecchimose, la suffusion sanguine, l'infarctus de l'hématome.

. Nombre : très variable ; les lésions sont parfois très discrètes.

. Répartition : très différente selon le cas ; on peut en trouver partout comme nulle part.

De nombreux organes ou tissus peuvent être concernés, mais il faut observer en particulier :

. Lésion rénales : en général les plus constantes. Après décapsulation, on peut voir le plus souvent : un piqueté hémorragique caractéristique, formé de pétéchies bien délimitées, plus ou moins nombreuses, de quelques unes à quelques dizaines.

. Lésions de la rate : plus inconstantes ; consistent en des hématomes marginaux plus ou moins gros.

. Lésions des ganglions : on note des adénites aiguës avec congestion importante et souvent des hémorragies périphériques.

. Lésions de la vessie : sur la muqueuse interne peut apparaître un piqueté hémorragique, voire des suffusions et même une hémorragie généralisée dans quelques rares cas.

. Lésions du larynx : la muqueuse laryngée peut également montrer un piqueté hémorragique ou des suffusions sanguines plus ou moins étendues.

De ces lésions, on a surtout observé en Martinique, des adénites hémorragiques et des pétéchies sur les reins ; la rate, la vessie, et le larynx étant beaucoup plus rarement concernées.

- de type ulcéreux

Ces lésions siègent essentiellement dans le gros intestin et en particulier au niveau de la valvule iléo-caecale, du caecum et de la première partie du colon.

Ce sont des lésions hémorragiques, secondairement nécrosées.

Ces ulcères n'ont été notés que très sporadiquement en Martinique et seulement sur des animaux déjà morts, ou mourrants, étant donné la rapidité d'évolution de la maladie.

+ Lésions accessoires

Il a été noté fréquemment des hémorragies intestinales (stade précédent celui des ulcères).

b) Modalités pratiques du diagnostic en Martinique

Elles sont simplifiées pour les raisons suivantes :

1 - La peste porcine classique a pris en Martinique, pays neuf, une forme très pathogène avec des taux de morbidité et de mortalité très importants.

2 - Les symptômes et les lésions rencontrés sont typiques de la peste.

3 - Le diagnostic différentiel est réduit à sa plus simple expression. Il n'existe :

- ni pneumonie enzootique
- ni maladie d'Aujeszky
- ni gastro-entérite transmissible
- ni grippe
- ni leptospirose

Seule la colibacillose existe et a été confirmée. Elle touche surtout les porcelets de 3 à 7 jours et est caractérisée par une forte diarrhée. On ne peut donc la confondre avec la peste.

4 - Quelques autopsies effectuées sur les cochons mourrants ou venant de mourir, confirment le diagnostic.

Les prélèvements d'organes en vue d'un examen de laboratoire n'ont été effectués qu'une fois, afin de confirmer officiellement le diagnostic de peste porcine classique en début d'épizootie, permettant ainsi de mettre en route l'appareil administratif et d'écarter la peste porcine africaine, présente en République Dominicaine avec laquelle existent des relations commerciales.

Par la suite, ils ont été abandonnés car :

- Ces examens sont onéreux et assez lents (envoi en France par avion).

- Les risques d'erreurs dans le diagnostic sont très faibles, même sans leur emploi.

C) Règlementation du commerce

Pour permettre une meilleure surveillance de l'état de santé des porcs tués pour la boucherie, la Direction des Services Vétérinaires et la Direction Départementale de l'agriculture ont rédigé un projet d'arrêté préfectoral publié le 8 août 1978 sous le n° 78-2582 (IC).

Celui-ci règle :

- 1 - Les transport des porcs vivants vers l'abattoir.

a) Utilisation de véhicules étanches ; ce moyen de transport est inexistant en Martinique, tout au plus les éleveurs et bouchers ont-ils des camions fermés ou bachés.

b) Désinfection obligatoire : celle-ci est impossible à réaliser dans l'état actuel des choses à l'abattoir, les structures matérielles nécessaires n'étant pas encore complètement mises en place.

2 - Le transport des carcasses locales : elles doivent nécessairement être estampillées, donc sortir de l'abattoir départemental, seul inspecté ; cela interdit ainsi l'abattage de porcs dans tous les autres abattoirs communaux non encore fermés.

En pratique, seules les interdictions d'abattage dans les abattoirs communaux ont été appliquées sous la surveillance de la gendarmerie.

Ce qui concernait le transport des porcs vivants n'a aucunement été appliqué.

CHAPITRE II

LA PROPHYLAXIE SANITAIRE

Elle a été réalisée par les Services Vétérinaires. Elle a consisté conformément aux arrêtés ministériels du 12 février 1976 et du 8 juin 1973 (IA, IB) :

1 - A abattre les porcs malades et contaminés et à enfouir les cadavres.

2 - A désinfecter les porcheries décimées.

3 - A établir après estimations du poids des porcs abattus des états de subventions pour chaque exploitant.

A) Les abattages

Ils ont été effectués le plus rapidement possible après la déclaration d'infection de l'exploitation par le vétérinaire sanitaire de façon à supprimer le foyer de peste porcine avant toute dissémination et à ce que le propriétaire n'ait à déplorer qu'un minimum de porcs morts, ceux-ci n'étant pas subventionnés.

Les porcs ont été abattus pour la plupart avec un pistolet d'abattage identique à ceux utilisés dans les abattoirs pour les gros bovins. Il a pour avantage que peu de sang s'écoule et qu'il est très efficace s'il est bien utilisé ; pour inconvénient, l'obligation d'approcher le porc pour appliquer le pistolet contre la tête. Ce qui est parfois peu facile avec les adultes simplement contaminés et encore en pleine possession de leurs moyens. Néanmoins, pour deux gros élevages touchés en début d'épizootie, les Services Vétérinaires ont fait appel à l'armée pour creuser une fosse importante au bulldozer et abattre les porcs à l'arme à feu.

Il y a eu quelques épanchements de sang, peu gênants dans la fosse, davantage dans la porcherie où certains porcs qui n'étaient jamais sortis de leur case, refusèrent d'en sortir et durent y être abattus, malgré les risques de ricochets sur les murs en béton des balles blindées.

Au 15 Octobre, soit plus de quatre mois après le début des abattages (commencés le 12 juin), 47 foyers avaient été supprimés, avec 632 porcs abattus (voir liste en annexe IIA).

On peut estimer à 300 le nombre de porcs morts dans ces exploitations avant l'abattage, dont plus de 200 en début d'épizootie, avant le diagnostic du laboratoire.

B) L'enfouissement des cadavres

Il a souvent posé des problèmes.

En début d'épizootie, certains éleveurs non encore avertis des risques de la maladie, se sont débarrassés des premiers cadavres de leur élevage, soit en les jetant à la mer à quelques centaines de mètres de la côte, (la mer a été de tout temps pour les Martiniquais un égout qui absorbait tout, ce qui était vrai autrefois mais plus maintenant vu la croissance de la population de l'île), soit en allant simplement les déposer à la décharge municipale de Fort de France sans en avvertir les responsables postés à l'entrée.

Une fois l'arrêté préfectoral publié et les éleveurs informés, ces cas ont pratiquement disparus.

Pour chaque exploitation nouvellement infectée, il était demandé à l'éleveur de "fouiller" un trou, suivant l'expression locale, et d'acheter de la chaux vive.

L'abattage était alors réalisé une fois le trou creusé.

Il y a eu parfois des problèmes :

- a) Terrains trop en pente
- b) Roche sous-jacente
- c) Bord de mer.

Ils ont été résolus soit en creusant plus loin, soit en brûlant les cadavres sur place s'il n'y en avait qu'un ou deux, soit enfin, dans un seul cas, en les transportant en voiture fermée (404 fourgonnette) à la décharge de Fort de France après en avoir averti les responsables.

Ces cadavres ont immédiatement été brûlés puis enfouis au bulldozer.

C) La désinfection

Une première désinfection au moyen de balai brosse et d'eau de Javel, plus efficace que le Crésyl, immédiatement après l'abattage était fortement conseillée au propriétaire.

Dans les jours suivants, les Services Vétérinaires affectaient à l'opération un technicien du service détiquage, celui-ci avec son véhicule, muni d'une motopompe avec un réservoir de 600 litres et une lance à pression variable, effectuait alors une désinfection plus poussée de la porcherie en réglant son jet à la pression maximum.

La désinfection était réalisée avec un mélange d'eau javellisée très efficace sur le virus de la peste porcine classique, et de "mikro-quat", détergent germicide à base d'ammonium quaternaire, moins efficace sur le virus lui-même mais utilisé pour détruire les germes de sortie pouvant être présents et pour son pouvoir détergent.

Les abords de la porcherie, la voiture elle-même étaient aspergés.

Les personnes en contact avec les porcs ou le matériel souillé devaient se désinfecter à l'eau de Javel.

D) Les subventions

En application de l'arrêté ministériel du 8 juin 1973 (IF), précisant les taux de subvention en cas d'abattage pour cause de peste porcine, les éleveurs touchés par la maladie ont été remboursés au 1/3 de la valeur bouchère pour les malades et la moitié de celle-ci pour les contaminés dans le cas où les porcs n'étaient pas vaccinés.

En fait, étant donné l'absence de peste porcine en Martinique, il est évident, que vu les dangers que présentent les vaccins contre la peste porcine classique (vaccin vivant modifié), aucun porc de l'île n'était vacciné au début de l'épizootie.

Par conséquence, ces taux ont été appliqués dans les 34 premières exploitations où nous avons réalisé l'abattage.

Par la suite, nous avons eu à supprimer 9 foyers de peste porcine classique où les porcs étaient vaccinés depuis plus de 15 jours.

Dans ce cas, les malades ont été remboursés à 90% de la valeur bouchère et les contaminés à 100% de celle-ci.

Au total, entre le 14 juin et le 15 octobre, nous avons réalisé l'abattage dans 47 exploitations, soit au total 632 porcs.

Pour le calcul des subventions, nous avons dans un premier temps estimé le poids vif de chaque cochon abattu puis multiplié ce poids par le prix de vente en boucherie, au kilogramme.

Nous avons réparti les cochons abattus en trois catégories de poids, ayant chacune un prix de vente en boucherie adapté, tiré des côtes du marché de la viande par la Direction Départementale de l'Agriculture de la Martinique.

Porcelets	Porcs à l'engrais	Reproducteurs	
		cochons "pays"	"Large White"
0 à 30 kg	30 à 100 kg	+ de 100 kg	+ de 100 kg
12,50 F	9 F	13 F	14F

Un crédit de 500 000 F a été demandé à l'Etat ; il a été accordé.

Le total des subventions attribuées au niveau des 47 foyers supprimés s'élève à la somme de 333 499,81 F.

Conclusion :

On est loin malgré le nombre d'exploitations concernées, des chiffres parfois obtenus en France, où par exemple, entre le 1er et le 15 mai 1978, si trois élevages seulement ont été frappés par la peste porcine classique, plus de 800 porcs y ont été abattus, revenant aussi cher à l'Etat que toute l'épizootie martiniquaise.

E) Les autres problèmes

Nous avons vu qu'une grande place avait été donnée à l'information des éleveurs : malgré cela, le problème de la divagation des animaux en Martinique, chiens et porcs en particulier, est resté très préoccupant.

En effet, la majorité des personnes qui élèvent un ou deux porcs pour Noël, n'a pas de porcherie, ces derniers sont soit attachés par une chaîne au pied des arbres, ou des arbustes (qu'ils arrachent parfois), soit tout bonnement laissés en liberté dans les champs ou dans la colline avoisinante et ceci même en plein Fort de France où le moindre terrain vague ou bidonville recèle des cochons.

Mis à part les accidents de circulation qu'ils peuvent provoquer, ils ont permis à la peste porcine classique de se disséminer "au ras du sol", c'est-à-dire de proche en proche, entraînant de nombreux foyers, portant la maladie aux abords des élevages organisés.

A part cette voie de contamination directe, les chiens errants et les mangoustes représentent un vecteur indirect également très important.

Les chiens errants sont très nombreux et sont une plaie pour le département. Ils dévastent poubelles et décharges en ville et s'organisent même en véritables bandes hiérarchisées et sauvages dans les mornes.

Par contre, il y a très peu de chats en Martinique ; peut-être les chats errants sont-ils supplantés par les mangoustes, prolifiques, qui importées pour tuer les serpents, ont trouvé moins dangereux de chasser les rats et les souris et de manger les cadavres, y compris ceux de porcs morts de peste porcine ou non.

Au niveau de la décharge de Fort de France, ces porcs et ces chiens errants sont nombreux et un foyer de peste s'y est ainsi créé rapidement.

Le service d'hygiène y fait périodiquement des battues aux porcs et des séances d'empoisonnement des chiens.

En dehors de Fort de France, le service d'hygiène fait seulement quelques séances d'empoisonnement.

La lutte contre les porcs errants dans le reste de l'île est problématique la législation correspondante étant assez pauvre, chacun se renvoyant les responsabilités, l'aspect économique et l'aspect démagogique prenant le pas sur l'aspect hygiénique.

L'arrêté préfectoral n° 78-2582 du 8 août 1978 (IC) rappelle les possibilités de lutte contre les porcs errants considérés comme nuisibles, en application d'un arrêté sur la police de la chasse, mais n'a pas été appliqué en pratique.

CHAPITRE III

LA PROPHYLAXIE MEDICALE

A) La campagne de vaccination

Elle a été conduite par les vétérinaires praticiens et par eux seuls, le personnel des Services Vétérinaires n'étant pas assez nombreux pour la réaliser conjointement à la prophylaxie sanitaire.

Divers problèmes se sont posés aux quatre praticiens de l'île.

Le premier a été de pouvoir disposer de vaccins rapidement.

Les 3000 premières doses sont venues de Guadeloupe, composées surtout de vaccin à souche lapinisée à pouvoir pathogène résiduel.

L'un des praticiens en congrès en France, a expédié immédiatement 4 000 doses de l'autre vaccin sans pouvoir pathogène résiduel.

Ces 7 000 doses ont permis aux praticiens de commencer rapidement à vacciner les exploitations des éleveurs intéressés, ceci dès la confirmation de la peste porcine par le laboratoire.

Notons que le vaccin commandé par la Direction des Services Vétérinaires a mis plus de deux semaines pour arriver par avion ...

Par la suite, les praticiens n'ont commandé que du vaccin à souche lapinisée sans PPR vaccin vivant réalisé à partir d'une souche chinoise CL beaucoup moins dangereuse que la souche classique A 49 qui garde un PPR, ce dernier devant être utilisé de préférence de concert avec une sérummisation, onéreuse.

Au début du mois de juillet, à la suite d'un communiqué transmis à toutes les mairies afin de coordonner l'action des praticiens, celles-ci ont commencé à établir des listes regroupant les éleveurs de chaque commune désirant faire vacciner leur cheptel (II B).

Une fois les listes suffisamment étoffées pour totaliser plusieurs dizaines de porcs, le praticien prenait rendez-vous avec la commune et faisait sa tournée de vaccination accompagné par le garde champêtre ou par un policier connaissant suffisamment bien les lieux.

D'où un gain de temps pour le vétérinaire et d'argent pour les clients, puisque le déplacement était ainsi partagé entre tous. Les praticiens de l'île ont ainsi pu vacciner 15 000 porcs en 6 semaines.

B) Les problèmes

a) Les difficultés rencontrées

Un article paru dans le journal du 22 juillet (II I), proclamant à tort : "la peste porcine, c'est fini", a eu pour répercussion une baisse très nette des demandes de vaccinations, et seulement 3 000 porcs ont été immunisés dans les 5 semaines qui suivirent. Puis la vaccination tomba à zéro, les éleveurs refusant de vacciner.

Un exemple de liste ci-jointe(annexe IIB) et la difficulté d'atteindre certains élevages, due au terrain, montre combien les praticiens ont dû passer de temps laissant au second plan leur travail de clientèle, au profit d'une vaccination intensive.

Il a été également souvent difficile et ingrat d'expliquer aux petits éleveurs (ou plus exactement au particulier qui a un ou deux cochons) le risque dû à la peste porcine et le bien fondé de la vaccination, certains ne parlant même que le créole ...

Malgré toutes ces difficultés, près de la moitié du cheptel martiniquais a pu être vacciné.

b) Les accidents

Nous avons constaté quelques "accidents" de vaccination qui sont imputables à deux facteurs :

1 - Utilisation en début de campagne d'un vaccin gardant un certain pouvoir pathogène résiduel qui a pu s'exprimer chez quelques sujets en mauvais état, la sérummisation parallèle nécessaire n'ayant pas été effectuée car il a été impossible de se procurer du sérum, à cette date.

2 - Vaccination dans les élevages où les porcs étaient déjà en incubation de peste ; la maladie se révélant quelques jours après l'injection de vaccin.

9 élevages ont ainsi été touchés totalisant 67 porcs dont 5 sont morts, 26 ont été malades et 36 n'ont présenté aucun symptôme.

Par sécurité, ces 62 cochons ont été abattus.

C) Les subventions

En début d'épizootie, le département a promis aux éleveurs de subventionner la vaccination, c'est pourquoi chaque praticien a dû fournir une liste complète des vaccinations effectuées.

De leur côté, les responsables du G.E.P.M. ont estimé qu'ils étaient les seuls à mériter un remboursement de leur frais de vaccination, d'autant plus que ce sont eux qui en avaient fait la demande au Préfet.

Un "statu quo" a finalement été obtenu : la vaccination est remboursée à 100% pour les membres du G.E.P.M. et à 50% pour les autres éleveurs.

Le département a ainsi débloqué 35 000 F dans ce but ; cette somme ne suffisant pas, une partie des 160 000 F restant sur le crédit d'Etat a été utilisée pour compléter le remboursement des vaccinations effectuées entre le 14 juin et le 31 décembre 1978.

CHAPITRE IV

RESULTATS - DISCUSSION - SUGGESTION

A) Premier bilan après 4 mois de Peste

Début Octobre, l'épizootie n'était pas complètement jugulée, et ce, pour deux raisons :

- a) Manque de discipline du petit éleveur martiniquais :

Malgré tous les conseils, on rencontre encore de nombreux porcs errants qui ont ainsi créé un réservoir de virus impossible à contrôler.

Plusieurs mesures ont été suggérées pour lutter contre cet état de fait, mais elles se sont heurtées à l'inertie des habitudes ancestrales d'élevage.

L'arrêté préfectoral du 8 août 1978 (IC), rappelle que l'élevage des porcs ne peut être fait que dans des locaux appropriés et qu'en conséquence tout porc errant est un animal nuisible donc justiciable des mesures habituellement prises contre celui-ci. Nous avons déjà vu qu'il n'avait pas été appliqué dans la pratique :

Les battues aux nuisibles sont rares au niveau des mairies car le vagabondage est pratique courante, et l'on ne veut pas en changer (forme d'élevage annexe nécessitant le moins de travail), et les chasseurs sont souvent eux-mêmes les propriétaires des porcs errants.

b) Arrêt des vaccinations

1 - Les faits
.....

Six semaines après la parution de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection, les consommateurs boudaient toujours la viande de porc. En conséquence, les "gros" élevages vaccinés dès le début de l'épizootie, donc indemnes, ne parvenaient pas à écouler leur porc "prêt" à la vente.

Aussi, les Services intéressés (D.D.A. ... Affaires Economiques, G.E.P.M. ...), ont cherché à relancer le commerce de la viande porcine et l'élevage du porc lui-même.

Pour ce faire, ils ont jugé bon de publier des articles proclamant que l'épizootie de peste porcine classique était terminée, afin de rassurer le consommateur. Et ce, sans l'avis de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, seule compétente et habilitée à proclamer la fin d'une épizootie.

Le premier de ces articles, rédigé par la D.D.A., est paru le 22 juillet dans France-Antille (II I).

Après un temps de silence, et vu le manque de résultats obtenus, on a assisté fin septembre, à une avalanche de déclarations.

Le 15 et 16 septembre, sur les ondes de Radio Caraïbe Internationale :

La Direction Départementale de l'Agriculture encourage la reprise du commerce et la consommation, mais conseille toujours aux éleveurs de vacciner et de désinfecter régulièrement leur porcherie.

Le 19 septembre, M. Langoz, Président du G.E.P.M., lance un appel "très gaullien", sur les ondes de R.C.I. au consommateur martiniquais, attaquant violemment les grandes surfaces et le porc d'importation. Son allocution est rapportée le 20 décembre dans France-Antilles (voir annexe IIK).

Le même jour, la Chambre de Commerce publie un communiqué (voir annexe IIJ).

2 - Les conséquences

° Sur le consommateur martiniquais, aucun résultat : la viande de porc local le rebute toujours autant et ce, bien que l'on ait proclamé dès le début de l'épizootie que la peste porcine classique ne présentait aucun danger pour l'homme. La peur "viscérale" de tout ce qui s'appelle peste étant la plus forte.

Cette mévente de viande porcine a entraîné la fermeture de quelques élevages qui ne pouvaient plus faire face.

° Sur les vaccinations : arrêt total immédiat des demandes.

3 - Suggestions

° Pour la reprise du commerce de la viande, nous avons suggéré aux services intéressés que le meilleur moyen était de ne plus en parler, pour que le consommateur oublie. Ainsi fut fait à partir d'octobre.

Nous verrons plus loin quels en furent les résultats.

° Pour la reprise de la vaccination : la Direction Départementale des Services Vétérinaires a voulu rendre celle-ci obligatoire par arrêté préfectoral ; mais cette mesure a soulevé divers problèmes :

+ Identification

La vaccination obligatoire des porcs entraînerait une identification individuelle de ceux-ci, avec recensement des jeunes qui naissent etc... donc établissement d'un fichier. Ceci est absolument impossible à réaliser pour la Martinique, dans l'état actuel de l'élevage porcin étant donné :

- Sa structure
- L'absence jusqu'à ce jour de maladie contagieuse, nécessitant une prophylaxie obligatoire (fièvre aphteuse, brucellose, tuberculose...).

Il n'existe pas encore dans l'île de Groupement de Défense Sanitaire, ni aucune autre structure en place, capable d'effectuer cette identification.

+ Subventions

Une prophylaxie obligatoire se doit d'être subventionnée. Dans ce cas, résultant d'un arrêté préfectoral, c'est le département qui doit subventionner les éleveurs. Celui-ci n'a peut-être pas les moyens de sa politique. Nous avons vu qu'il avait déjà eu des difficultés à trouver les fonds nécessaires pour rembourser les vaccinations effectuées pendant l'épizootie.

En résumé, il est impossible d'identifier tous les porcs

il est difficile de subventionner toutes les vaccinations

il est impossible pour les vétérinaires praticiens et les Services Vétérinaires de réaliser cette vaccination au jour le jour dans tous les élevages d'un ou deux cochons répartis sur toute l'île.

Par conséquent, dans un second temps, on a pensé à rendre cette vaccination obligatoire pour les membres du G.E.P.M., uniquement. Dans ce cas, l'établissement d'un fichier d'identification est possible à condition de créer un service capable de s'en occuper. D'autre part, il ne s'agit plus de vacciner 35 000 porcs mais seulement 4 000, regroupés dans une centaine d'élevages, ce qui réduit d'autant la somme des subventions attribuables par le département, et le travail (temps, kilomètres ...), que devront fournir les praticiens.

La grande différence réside dans le fait que,
- Une vaccination appliquée à tout le cheptel entraîne l'obtention d'une immunité qui protège au moins 80% des porcs permettant, en association avec la prophylaxie sanitaire d'arriver à l'éradication complète de la maladie.

- Par contre, la vaccination des élevages des membres du G.E.P.M. n'aboutira qu'à la protection de ceux-ci, laissant subsister le virus dans de nombreux petits foyers avec les risques d'apparition de souches nouvelles, atténuées ou non, que cela présente. Sans parler des pertes subies par les petits élevages ...

Malgré son évidente insuffisance, c'est cette dernière solution qui a été retenue. Sa réalisation reste par ailleurs problématique car 8 mois après l'apparition de la peste, aucun cochon n'était encore identifié.

B) Résultats au bout de 7 mois

a) Les faits

Le pessimisme du mois de septembre a peu à peu laissé la place à l'optimisme au fur et à mesure que les semaines passaient.

En effet, à partir du 10 octobre, jour où le 47ème foyer a été supprimé, aucun nouveau cas de peste n'a été signalé.

Deux mois ont passé, sans déclaration nouvelle de peste permettant la levée de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection du département.

Un arrêt de l'épizootie dans de telles conditions s'explique mal car seulement 50% des porcs étaient vaccinés et nous avons vu combien les habitudes d'élevage du Martiniquais étaient archaïques et immuables quoi qu'il arrive.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un tel phénomène arrive dans l'île car les précédentes épizooties de peste porcine (et de fièvre aphteuse en 1953) ne se sont pas arrêtées autrement, bien que la vaccination n'ait pu jouer un rôle majeur à cette époque.

b) Les conséquences

1 - Les abattages de Noël
.....

Cette période de l'année était attendue par tous avec impatience :

+ Par le Service Vétérinaire qui espérait avant l'arrêt de l'épizootie que les abattages familiaux entraîneraient une forte diminution du nombre des porcs errants avec pour conséquence une baisse des risques de contagion directe et du nombre de réservoirs de virus.

+ Par les services désirant la reprise du marché de viande porcine locale et par là même celle de l'élevage porcin.

+ Par les éleveurs ayant des porcs prêts à vendre et qui n'arrivaient pas à écouler leur marchandise.

Deux mois de silence et la parution de l'arrêté annonçant officiellement la fin de l'épizootie, ont fait que le marché a repris progressivement et que les abattages de Noël ont été aussi nombreux que les années précédentes.

Les chiffres fournis par l'abattoir confirment cette tendance (1) :

ABATTAGE DES PORCS A L'ABATTOIR DEPARTEMENTAL DU LAMENTIN

	1977	1978	Poids	Nomb. de têtes	Poids	Effectif %
Janv.	55	195	3276		9439	+ 255
Fév.	99	249	4490,5		11328,82	+ 151,5
Mars	166	219	6739,9		10514,5	+ 31,9
Avril	84	188	3177,5		10838,88	+ 123,8
Mai	138	245	6641		14195,35	+ 77,5
Juin	244	192	11399,2		9035,76	- 21,3
Juillet	192	69	9205		4258,12	- 64
Août	177	148	8643		8969,40	- 16,4
Sept.	292	171	13127,5		11038,68	- 41,4
Oct.	182	368	10601		21131,82	+ 102,2
Nov.	252	386	12664		19683,90	+ 53,2
Déc.	467	820	22957		37214,36	+ 75,6
TOTAL.....	2348	3250	112621,6		167648,59	+ 38,4

TABLEAU I

ABATTAGE DES PORCS A L'ABATTOIR DEPARTEMENTAL DU LAMENTIN

		<u>1er Trim.</u>	<u>2ème Trim.</u>	<u>3ème Trim.</u>	<u>4ème Trim.</u>
	Nbre de têtes	152	215	394	342
1977					
SICA	Poids	4525,4	8059,5	15597,5	16592,5
	Nbre de têtes	192	254	351	557
Tiers					
	Poids	10967	14197	15931	28337
	Nbre de têtes	350 + 130,3%	258 + 20%	9 - 97,7	529 + 54,7
1978					
SICA	Poids	18285	11909	676	18243
	Nbre de têtes	313 + 63	367 + 44,5	374 + 6,6	1046 + 87,8
Tiers					
	Poids	15504	22156	23349	59787

TABLEAU II

Ces tableaux montrent clairement deux points importants :

1°) Une augmentation globale des abattages de 38% malgré la peste porcine.

Si l'on fait abstraction des 4 mois de 1978 suivant le début de l'épizootie où le nombre d'abattages a subi une baisse de 35,9% par rapport à 1977, celui des autres 8 mois a connu par contre une augmentation de 85%.

Le 2ème tableau permet de constater que l'augmentation des abattages est plus forte pour les tiers que pour la S.I.C.A.

L'ensemble s'explique par la fermeture progressive des abattoirs communaux qui a permis un déplacement des activités des petits bouchers vers l'abattoir départemental.

Les abattages de la S.I.C.A., en revanche, liée à cet abattoir, depuis sa création, augmente régulièrement mais moins rapidement car elle ne profite guère de la fermeture des autres lieux d'abattage.

2°) La peste porcine a eu pour conséquence :

- chute importante des abattages de juin à septembre compris (35,9% en moyenne).

C'est arrêté a été très net pour la S.I.C.A. qui n'a collecté que 9 porcs en 3 mois.

Bien qu'ayant déplu à certains éleveurs désireux d'écouler leur marchandise cette attitude prudente a eu un résultat positif : diminuer la circulation de porcs vivants, donc diminuer les risques de dissémination du virus.

Pour les tiers, les abattages du 3ème trimestre en baisse de 65,5% par rapport à l'augmentation moyenne de 1978, ont quand même été en hausse par rapport à 1977, prouvant que les bouchers ont cherché malgré tout à vendre du porc ; mais la demande était très faible.

- Reprise en fin d'année

La reprise des abattages pendant le dernier trimestre a été très nette, mais inférieure à l'augmentation moyenne des mois positifs de l'année (75,2% pour 85%).

Le mois de décembre a vu les tiers abattre pour les fêtes 536 têtes soit 28 tonnes de viande porcine, alors que dans le même mois, la S.I.C.A. n'en collectait que 285 qui ont donné 9 tonnes de viande.

En résumé, la peste porcine classique a eu une grosse répercussion sur le marché de viande porcine, pendant 4 mois puis celui-ci a repris très normalement ; les abattages de Noël l'ont prouvé.

2 - Les élevages - La vaccination
.....

Les gros élevages décimés en début d'épizootie se sont repeuplés conformément à la législation avec quelques porcs d'essais vaccinés : aucune rechute n'a été signalée, permettant ainsi de reformer un nouveau cheptel.

Les vaccinations qui n'ont toujours pas pu être rendues obligatoires sont effectuées régulièrement sur les porcelets dans la plupart des grands élevages.

En revanche, aucune nouvelle immunisation n'a été réalisée dans les élevages familiaux recensés sur les listes de communes.

La plupart des porcs les constituant ayant été abattus pour les fêtes, nous espérons qu'ils seront remplacés par les porcelets vaccinés cités précédemment.

CONCLUSIONS

=====

1° - L'élevage porcin dans l'île de la Martinique comportant environ 35 000 têtes, se sépare en deux catégories, l'une familiale (75% environ), l'autre semi-industrielle concentrée (25%), qui souffrent de l'inéducation sanitaire de l'éleveur, de conditions hygiéniques souvent précaires et d'un nombre élevé de porcs et de chiens errants.

2° - Déjà touchés en 1935 et en 1948 par la maladie, la Martinique a subi en 1978 une sévère épizootie de peste porcine classique aiguë (mort en 5 à 10 jours, lésions hémorragiques) classique sur un cheptel neuf non vacciné, avec des pertes considérables (47 foyers, 13 communes infectées, mort de 1500 porcs soit 4% du cheptel de l'île), se chiffrant à 1 200 000 F environ (500 000 F pour l'Etat, 35 000 F pour le Département et de 500 000 F pour les éleveurs).

3° - Sur le préalable d'une campagne d'information générale (presse, radio), et sur la base d'un dépistage effectué dans chaque municipalité par les autorités et les praticiens, la prophylaxie sanitaire s'est appliquée à l'éradication par abattage dans les foyers de tous les sujets malades et contaminés (632 au total).

4° - Une vaccination à virus lapinisé et sans pouvoir pathogène résiduel a été appliquée conjointement à 50% du cheptel. La disparition actuelle de tous les cas dépistés ne saurait cependant entraîner la conviction d'une éradication définitive.

5° - Cette grave alerte présente pour l'avenir un aspect bénéfique grâce à une meilleure compréhension de l'éleveur relativement à la maladie, sa transmission, sa prophylaxie et sa vaccination avec tendance à majorer le nombre des élevages industriels et à implanter une usine d'aliments pour bétail et une autre de salaisons.

6° - Quant à l'origine de l'épizootie, encore inconnue, elle pourrait relever de l'importation des aliments pour bétail ou de colis familiaux à partir de la Guadeloupe pays en enzootie permanente, avec diffusion initiale insidieuse par commercialisation des animaux contaminés dans les premiers foyers d'élevages familiaux, qui restent les principaux responsables de l'extension de la maladie.

Vu :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon



Vu :

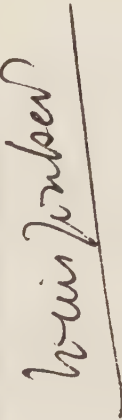
LE DOYEN,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,



LE PROFESSEUR RESPONSABLE

de l'École Nationale Vétérinaire,

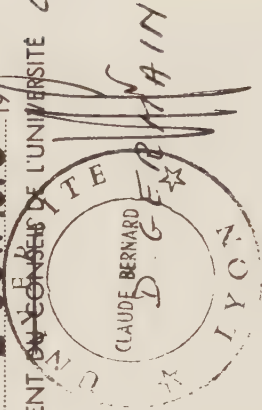


Vu et permis d'imprimer

2 OCT. 1979

LYON, le

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ LYON I



BIBLIOGRAPHIE

=====

- 1 - Abattoir Départemental de la Martinique
Rapports sur les abattages 1976-1977-1978
- 2 - Chambre d'Agriculture de la Martinique
Rapports sur les activités du G.E.P.M.
Assemblée du 26.03.1973.
- 3 - Chambre d'Agriculture de la Martinique
Rapports sur les activités du G.E.P.M.
face à la peste porcine.
- 4 - D.D.A., IN.R.A., C.R.A.A.G., Edition Guadeloupe
Performances techniques de la race Large White
aux Antilles.
I. Canope, J. Le Dividich, F. Hedreville
et E. Despois.
Station de Recherche zootechnique de CRAAG (Guadeloupe)
- 5 - D.D.A.M. Service statistique
Rapports sur l'élevage porcin en Martinique
en 1975.
- 6 - D.D.A.M. et service central des Enquêtes et Etudes
Statistiques
Notes sur la conjoncture agricole de 1971
à 1978.
- 7 - D.D.A.M.
L'Agriculture Martiniquaise au 30.09.1977.
Nature, importance et perspectives dans le
cadre de la politique européenne.

8 - D.S.V. Archives

- A - Circulaire n° 8311/127 C du 24 août 1977
- A' - Circulaire n° 8317/130 C du 1er septembre 1978
- B - Arrêté Ministériel du 8 juin 1973 sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux dans le cadre de peste porcine (Journal Officiel du 22.06.1973).
- C - Arrêté Ministériel du 03.07.1973 : précisions sur les conditions d'indemnisation de la peste porcine
- D - Arrêté Ministériel du 10.08.1977 : abroge et remplace celui du 03.07.1977
- E - Lettre au préfet N° 165 du 13 juin 1978
- F - Résultats du Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires de Maisons-Alfort n° 5700 du 13 juin 1978.
- G - Communiqué du Ministère de l'Agriculture n° 1742 sur les états de peste porcine en France pour la période du 1er au 15 mai 1978.
- H - Arrêté réglementaire permanent sur la police et la chasse en Martinique du 4 septembre 1975 (Ministère de la Qualité et de la Vie)
- I - Lettre du D.D.A.A. au D.S.V. du 28 juin 1978 Ref. 1776 PA/32

9 - FAO-WHO-OIE

Annuaire de la santé animale (1977)

- 10 - Grimaud Charles, Jean-Claude. Thèse pour le Doctorat Vétérinaire (1969)

L'élevage en Martinique.

- 11 - Information technique des Services Vétérinaires (1971)
"La peste porcine"

- A N N E X E I -

=====

- A - Arrêté préfectoral portant déclaration d'infection par la peste porcine du Département de la Martinique de certaines exploitations en particulier du 13 juin 1978.
- B - Arrêté préfectoral du 11 août 1978 n° 78-2641 AES/DIR modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 78-2117 du 14 juin 1978 portant déclaration d'infection par la peste porcine du département de la Martinique et de certaines exploitations en particulier.
- C - Arrêté préfectoral n° 78-2582 du 8 août 1978 portant réglementation du transport, de l'abattage, de l'inspection sanitaire des viandes destinées à la consommation humaine, de la circulation des animaux vivants dans le cadre des mesures prises pour juguler l'épizootie de peste porcine et de la protection de la santé publique.
- D - Instruction pour le contrôle de la circulation des viandes porcines et des porcins destinés à l'abattoir du 17 août 1978.
- E - Extrait du J.O.R.F. du 29 février 1976 - Page 1368 : Mesures applicables dans les cas de peste porcine (peste porcine classique, peste porcine africaine).
- F - Arrêté Ministériel du 8 juin 1973 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine (peste porcine classique et peste porcine africaine).

- G - Circulaire ministérielle n° 8311 relative à la prophylaxie de la peste porcine et à l'application de l'arrêté Ministériel du 10 août 1977.
- H - Arrêté ministériel du 10 août 1977 concernant les conditions d'application des dispositions relatives à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus pour peste porcine classique.

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE LA MARTINIQUE

Secrétariat Général
aux Affaires Economiques

	782117	LE PREFET DE LA REGION
ARRETE	Section	MARTINIQUE,
	N° /AES/B2	Officier de la Légion
portant déclaration d'infection d'Honneur, Croix de Guerre		
par la peste porcine du Départe-		
ment de la Martinique de certaines		
exploitations en particulier		

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en Département la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane Française et la Réunion.

VU le décret n° 47-1347 du 28 juin 1947 étendant aux Départements de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane Française et la Réunion la réglementation sur la Police sanitaire des animaux et la protection des végétaux

VU les articles : 224, 226, 227, 228 du Code Rural,

VU l'Arrêté ministériel du 23 juillet 1964,

VU l'arrêté interministériel du 8 juin 1973, relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine,

ARRETE :

Article 1er - Le Département de la Martinique est déclaré infecté de peste porcine, et en particulier les élevages suivants :

M. DUREUIL Arthur	BELLE-FONTAINE	Quartier Duvallon
M. LANGOZ	GROS MORNE	Quartier Flamboyant
M. SAITSOUTANE	ROBERT	Route Terpsichora
M. RAMIN	LAMENTIN	- -
M. TOPIN	FRANCOIS	Quartier Vapeur
M. RACON Jérôme	SAINTE MARIE	Quartiers Bezaudin & St Jacques

Article 2 - Sont délimitées, autour de chaque foyer d'infection, les trois zones suivantes :

- . Zone de séquestration, comprenant l'exploitation où la maladie a été constatée,
- . Zone d'interdiction comprenant la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone de séquestration, jusqu'à 2 km au minimum de cette dernière,
- . Zone d'observation, comprenant la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone d'interdiction jusqu'à 8 km au minimum des limites de cette dernière.

N° 379 SV

.../...

14 JUIN 1978

Article 3 - Les mesures suivantes sont applicables dans la zone de séquestration :

- A - Les animaux morts sont détruits et enfouis dans les conditions prévues à l'article 241 du Code Rural,
- B - Tous les animaux domestiques vivants sont recensés. Les porcins sont visités. Les animaux autres que les porcins malades, suspects ou contaminés sont séquestrés.
- C - Les porcins malades, suspects ou contaminés, après estimation, sont abattus sans effusion de sang sur place et détruits puis enfouis dans les conditions prévues à l'article 241 du Code Rural.
- D - L'estimation prévue au paragraphe précédent est faite par le Directeur Départemental des Services Vétérinaires ou son représentant, en accord avec le propriétaire. Pour l'établissement de cette valeur d'estimation des porcins, il sera fait abstraction de l'existence de la peste porcine.
- E - L'entrée dans la zone de séquestration et la sortie de cette zone sont interdites à tout animal, objet ou produit.
L'entrée et la sortie des personnes sont subordonnées à l'exécution de mesures strictes de désinfection propres à éviter la contagion.
- F - La désinfection est pratiquée sur les indications et sous le contrôle du Directeur des Services Vétérinaires ou de son représentant.

Les mesures applicables dans la zone de séquestration sont levées après la fin des opérations d'abattage, de destruction, d'enfouissement des cadavres et de la désinfection.

La zone de séquestration est alors incluse dans la zone d'interdiction et devient justifiable des mesures applicables à cette dernière.

Article 4 - Les mesures suivantes sont applicables dans la zone d'interdiction

- A - Les porcins sont visités et recensés.
- B - Les porcins ne peuvent circuler ou sortir de la zone d'interdiction durant un délai de deux mois. Ce délai est réduit à vingt et un jours pour les porcins identifiés et vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de dix jours.
- C - L'entrée des porcins dans l'ancienne zone de séquestration est interdite pendant une durée de vingt et un jours. Ce délai étant expiré, l'entrée des porcins, en vue du repeuplement, est subordonnée à l'introduction préalable, pendant une durée de quatre semaines, de cinq porcs d'épreuve âgés de plus de six semaines identifiés et vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de six jours et moins d'un an. Si au cours des quatre semaines suivant leur introduction, aucun des porcs d'épreuve n'a présenté de signes de peste porcine, l'entrée des porcins du repeuplement dans l'ancienne zone de séquestration est autorisée.

Les animaux du repeuplement comme les animaux d'épreuve doivent avoir été identifiés et vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de dix jours et moins d'un an, préalablement à leur introduction dans l'ancienne zone de séquestration.

Dans le cas où la peste porcine viendrait à être constatée dans les quatre semaines suivant leur introduction dans l'ancienne zone de séquestration, soit sur les animaux d'épreuve, soit sur

les animaux du repeuplement, l'entrée des porcins dans cette zone est interdite pendant un délai de trois mois, le repeuplement, à l'expiration de ce dernier délai, est subordonné aux conditions énoncées.

- D - Tous rassemblements de porcins et notamment les foires et marchés de porcs sont interdits pendant une durée de vingt et un jours.
- E - L'entrée et la circulation dans la zone d'interdiction, la sortie hors de cette zone, sont interdites pendant une durée de quarante huit heures pour les animaux autres que les porcins.

Article 5 - La vaccination et l'identification des porcins prévues à l'article 4 doivent avoir été effectuées conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 11 mai 1964 relatif à l'abattage dans les cas de peste porcine.

La vaccination doit avoir fait l'objet d'une attestation par un Vétérinaire Sanitaire dans les conditions prévues à l'article 4 du même arrêté.

Article 6 - Sont applicables à la zone d'observation :

- A - Les mesures prescrites à l'article 4 (§ B)
- B - Les dispositions prescrites pour la zone d'interdiction à l'article 4 (§ D).

Article 7 - Conformément à l'arrêté interministériel du 8 juin 1973, il sera alloué aux propriétaires d'animaux abattus une indemnité :

- A - Pour les effectifs vaccinés contre la peste porcine dans les conditions et les délais fixés par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, cette indemnité sera égale à 80% de la valeur d'estimation des sujets atteints et à la totalité de cette valeur pour les animaux contaminés.
- B - Pour les effectifs non vaccinés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'indemnisation sera égale au tiers de la valeur d'estimation des sujets atteints et à la moitié de cette valeur pour les animaux contaminés.

Article 8 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires de la Martinique, le Commandant de la Gendarmerie, Messieurs les Maires des Communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et communiqué partout où besoin sera.

Fort de France, le

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Martinique

(A.E.)

Yves MOSSE

YG/BL - 27/07/1978

ARRETE n° 78-2641 AES/DIR du 11 Août 1978
MODIFIANT ET COMPLETANT L'ARRETE PREFECTORAL N°
78/2117 du 14/6/1978 PORTANT DECLARATION D'IN-
FECTION PAR LA PESTE PORCINE DU DEPARTEMENT DE
LA MARTINIQUE ET DE CERTAINES EXPLOITATIONS EN
PARTICULIER.

LE PREFET DE LA MARTINIQUE
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre,

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départe-
ments la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane
Française et la Réunion,

VU la loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complé-
tant et modifiant le Code Rural en ce qui con-
cerne l'industrie et l'équarrissage,

VU le décret n° 47-1347 du 28 juin 1947 étendant
aux départements de la Martinique, de la
Guadeloupe, de la Guyane française et de
la réunion la réglementation sur la police
sanitaire des animaux et la protection des
végétaux,

VU les articles 224 - 226 - 227 - 228 du Vode Rural,

VU l'arrêté interministériel du 8 juin 1973 relatif
à l'indemnisation des propriétaires d'animaux
abattus dans les cas de peste porcine,

VU l'arrêté interministériel du 12 février 1976
concernant les mesures applicables dans les cas
de peste porcine,

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2117 du 14 juin 1978,

ARRETE

- L'article 1er de l'arrêté préfectoral sus-visé
est complété comme suit :

Liste des exploitations infestées à
ajouter à l'arrêté préfectoral

M. AMPHUMAQUE Paul	FORT-DE-FRANCE	Quartier Coridon
Mme RAMPALI Idoua	SAINTE-LUCE	Quartier Bellé
M. DUCLANE	SAINTE-MARIE	Rue des Etages
M. DINAL Denis	SAINTE-MARIE	Rue des Etages
M. PILGRIN Eulalie	LAMENTIN	Quartier Grand Champ
M. VAUCLIN Nicaise	GROS-MORNE	Quartier Flamboyant
M. RISAL Donatien	GROS-MORNE	Quartier Flamboyant
M. SILLON Gabriel	LAMENTIN	Quartier Basse Gondeau
M. RANGON Remy	SAINTE-MARIE	Qr Fourniols
Mme REMY née GERMANIE Sidonie Eléonore	Sainte-MARIE	Rue Ernest Deproge
M. SAMY Roland	SAINTE-MARIE	Qr Fourniols
Mme BILNY Andréa	SAINTE-MARIE	Rue Schoelcher
Mme LUCIEN Augustine	SAINTE-MARIE	Bd. D. Jox
M. LORDAN	GROS-MORNE	Qr Deux Terres
Mme TAYSE Ste Luce Louise	SAINTE-MARIE	Qr Fourniols
M. LABRADOR Eugène	LAMENTIN	Basse Gondeau
M. LOUIS Michel	LAMENTIN	Long Pré
M. AGRICOLE Félix	FORT-DE-FRANCE	Pointe des Sables
M. LANTONNE	FORT-DE-FRANCE	Pointe des Sables
Mme BERTIN Emiliénne	FORT-DE-FRANCE	Morne Pichevin
M. RENARD Gérard	FORT-DE-FRANCE	Morne Pichevin
M. TIMONT Joseph	FORT-DE-FRANCE	Morne Pichevin
M. EDMONT Frantz	MARIN	
M. CLOVIS Léonard	LAMENTIN	Petit Manoir
M. TOURBILLON Urbain	LAMENTIN	Four à Chaux
M. RODRIGUE Félicien	SAINTE-LUCE	
M. DARIEN Jérôme	SAINTE-MARIE	
M. MONTABAL Isidore	FORT-DE-FRANCE	Morne Pichevin

- Article 2 : sans changement

- Article 3 : le paragraphe C est modifié comme suit :

"Les porcins malades, suspects ou contaminés, après estimation, sont abattus sans effusion de sang, sur place, et détruits puis enfouis dans les conditions prévues par la loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 portant modification du Code Rural en ce qui concerne l'équarrissage (article 264 à 275 du Code Rural abrogeant l'article 241)".

- Articles 4 - 5 - 6 - 7 - 8 : sans changement

FORT DE FRANCE, 1e

Le Préfet

==> A.P. 78-2641 AES/DIR du 11 août 1978

YG/BL - 27/07/1978

ARRETE PREFECTORAL PORTANT REGLEMENTATION
DU TRANSPORT, DE L'ABATTAGE, DE L'INSPECTION SANI-
TAIRE DES VIANDES DESTINEES A LA CONSOMMATION HU-
MAINE, DE LA CIRCULATION DES ANIMAUX VIVANTS DANS
LE CADRE DES MESURES PRISES POUR JUGULER L'EPIZOO-
TIE DE PESTE PORCINE ET DE LA PROTECTION DE LA
SANTE PUBLIQUE.

Le Préfet de la Région Martinique
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre,

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements la
Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française et
la Réunion,

VU la loi du 8 juillet 1965 portant réorganisation du
marché de la viande et de l'inspection sanitaire
des denrées animales,

VU le décret n° 47-1347 du 28 juin 1947 étendant aux
départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de
la Guyane française et de la Réunion la réglementation
sur la police sanitaire des animaux et la protection
des végétaux,

VU l'arrêté interministériel du 1er février 1974 relatif au
transport des denrées périssables,

VU l'arrêté ministériel du 4 septembre 1975 sur la police
de la chasse et notamment son article 11 sur les ani-
maux nuisibles,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture en date du 12
février 1976 relatif aux mesures applicables dans
les cas de peste porcine,

VU l'article 52 du règlement sanitaire départemental de
la Martinique,

VU l'arrêté du Préfet de la Martinique n° 78-2117 du 14
juin 1978 portant déclaration d'infection par la peste
porcine du département de la Martinique,

ARRETE

Article 1er - L'abattage des porcins en vue de la consommation humaine est autorisé dans le département de la Martinique à l'abattoir départemental sis au LAMENTIN, seul à présenter les conditions requises par la loi du 8 juillet 1865, afférentes à l'hygiène de l'abattage et aux inspections sanitaires pré et post-mortem.

Article 2 - Les carcasses d'origine locale ne peuvent être mises en circulation et commercialisées que si elles présentent l'estampille de l'abattoir départemental.

Article 3 - L'acheminement des porcins vers l'abattoir départemental doit s'effectuer en véhicules étanches qui doivent obligatoirement subir une désinfection réglementaire avant de quitter l'abattoir.

Article 4 - Conformément à la législation générale et au règlement sanitaire départemental de la Martinique, les porcs doivent être tenus dans des locaux spécifiques, propres, régulièrement désinfectés, et dont les lisiers sont ou traités ou stockés en fosse étanche.

En conséquence, tout porc errant est assimilé à un animal nuisible (vecteur possible de maladie), et relève de ce fait de la police sur la chasse et de la police municipale.

Article 5 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires de la Martinique, le Commandant de la Gendarmerie, MM. les Maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture et communiqué partout où besoin sera.

FORT-DE-FRANCE, le

Le Préfet

=> A.P. 78-2582 du 8 août 1978

GB/FM

INSTRUCTIONS POUR LE CONTROLE DE LA
CIRCULATION DES VIANDES PORCINES ET
DES PORCINS DESTINES A L'ABATTOIR

Les présentes instructions ont pour objet de définir avec précision les obligations auxquelles doivent se soumettre les vendeurs, acheteurs et transporteurs de porcs vivants, et de viande porcine, en application des arrêtés préfectoraux n° 78-2117 du 14 juin 1978 sur la peste porcine en Martinique et N° sur le transport des animaux et des viandes de cette espèce.

I - CIRCULATION DES PORCS VIVANTS

=====

Seuls sont autorisés à circuler sur l'ensemble du Département, jusqu'à la levée de la clause d'interdiction, les porcs vivants transportés dans des véhicules étanches (ne laissant écouler sur le sol, ni litières, ni jus ou autres matières), à destination exclusive de l'Abattoir Départemental du Lamentin. Le transporteur devra apporter la preuve, à posteriori, du dépôt des animaux dans ce lieu, par un certificat établi par la Direction de l'Abattoir, mentionnant la date, l'heure du dépôt, le nom du transporteur, le numéro minéralogique du véhicule ainsi que la catégorie et le nombre d'animaux transportés.

Les véhicules doivent obligatoirement être désinfectés, avant de pouvoir repartir, à l'Abattoir Départemental, par les soins de l'exploitant de cet abattoir, moyennant une redevance fixée par lui. Le certificat de dépôt, sus-cité, devra porter mention de l'exécution de cette désinfection.

Par ailleurs, il est rappelé que toute divagation de porcs vivants est interdite, et qu'il appartient à Messieurs les Maires aidés de leur police municipale de tout mettre en oeuvre pour que cesse cette pratique.

EXTRAIT du J.O.R.F. du 29 FEVRIER 1976

Page 1368

Mesures applicables dans les cas de peste porcine
(peste porcine classique, peste porcine africaine)

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le
Ministre de l'Agriculture,

VU le code rural et notamment les articles 214 et 224,

VU la loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complétant et
modifiant le code rural en ce qui concerne l'indus-
trie de l'équarrissage,

VU le décret du 6 octobre 1904 portant règlement d'admi-
nistration publique pour l'exécution de la loi du
21 juin 1898 sur le code rural,

VU le décret n° 63-136 du 18 février 1963 relatif aux
mesures de lutte contre les maladies des animaux,

VU l'arrêté ministériel du 6 janvier 1956 fixant les
conditions dans lesquelles doivent être marqués
les porcs appartenant à un effectif déclaré infec-
té de peste porcine,

VU l'arrêté ministériel du 28 février 1957 relatif à la
désinfection dans les cas de maladies contagieuses des
animaux,

VU l'arrêté interministériel du 26 novembre 1962 fixant
la rémunération des experts chargés de procéder à
l'estimation des animaux dont l'abattage a été ordon-
né pour cause de maladie,

VU l'arrêté interministériel du 9 mai 1964 relatif à la
lutte contre la fièvre aphteuse et la peste porcine,

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 1964, relatif à la
pratique de l'abattage dans les cas de peste porcine
(peste porcine classique et peste porcine africaine),

N° 408 SV

23 JUIN 1978

.../...

Ces animaux errants, porteurs possibles de tous germes, sont assimilés aux porcs sauvages, donc aux animaux nuisibles et de ce fait doivent être éliminés dans les mêmes conditions que les autres nuisibles.

II - CIRCULATION DES VIANDES PORCINES

=====

Les viandes porcines d'origine locale, doivent obligatoirement porter le cachet de l'Inspection Sanitaire délivré par le Vétérinaire-Inspecteur de l'Abattoir Départemental. Ce cachet rond, porte à sa périphérie les caractères imprimés suivants : "INSPECTION SANITAIRE VETERINAIRE" et au centre : "AGREMENT ABATTOIR 97-2 N° 1".

En plus de l'estampille obligatoirement présente, ces viandes seront accompagnées d'un Bon de Remis (voir annexe).

Pour les viandes d'importation, le certificat (ou la facture) du vendeur, faisant mention du document douanier d'importation, doit accompagner chaque carcasse ou quartier, lors de son transport.

Tous animaux ou viandes ne répondant pas à ces exigences, seront saisis et conduits à l'Abattoir Départemental, pour mise en consigne.

Après contrôle par le Vétérinaire-Inspecteur, les animaux seront abattus et les viandes seront, soit détruites si elles sont reconnues insalubres, soit remises aux Etablissements Hospitaliers, Hospices ou Collectivités, en application des dispositions prévues par l'article 263 du Code Rural.

LE PREFET DE LA REGION MARTINIQUE,
Publié le 17 août 1978

- Les annexes à joindre
à la présente instruction,
sont identiques à celles
jointes à l'instruction
du 15.09.77, relative à
la circulation des viandes.

VU l'arrêté interministériel du 8 juin 1973 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine (classique et africaine),

VU l'arrêté interministériel du 22 juillet 1974 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine africaine,

VU l'avis de la commission nationale vétérinaire,

ARRETENT

Article 1er - Lorsque l'existence de la peste porcine est constatée, le directeur départemental des services vétérinaires rend compte immédiatement au directeur des services vétérinaires au ministère de l'agriculture de l'apparition du ou des foyers, de leur localisation, des renseignements épidémiologiques recueillis au cours de l'enquête, des caractéristiques techniques du foyer (type d'exploitation, nombre d'animaux par catégorie).

Un arrêté préfectoral, pris sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires, délimite, pour chaque foyer de la maladie, un périmètre déclaré infecté. Ce périmètre englobe une zone de séquestration et une zone d'observation :

La zone de séquestration comprend, en totalité, ou en partie, l'exploitation dans laquelle la maladie a été constatée ;

La zone d'interdiction comprend le territoire situé à la périphérie de la zone de séquestration jusqu'à 2 km au minimum des limites de cette dernière.

La zone d'observation doit être étendue à toute exploitation, à tous locaux, emplacements et passages situés en dehors du périmètre déclaré infecté pouvant être considérés comme contaminés directement ou indirectement ou dont les animaux peuvent être considérés comme ayant été à l'origine de la maladie.

Article 2 - Mesures applicables dans la zone de séquestration :

2.1. Mesures générales

- 2.1.1. Les animaux morts sont détruits ou enfouis dans les conditions déterminées par les textes réglementaires.
- 2.1.2. Les porcins vivants sont recensés, examinés et séquestrés. Les malades ou suspects sont séparés et isolés des contaminés dans la mesure du possible.
- 2.1.3. L'entrée et la sortie de cette zone sont interdites à tout animal ou produit, sans autorisation délivrée par le directeur départemental des services vétérinaires, qui prescrit les mesures à prendre pour éviter la contamination.
L'entrée et la sortie des personnes et des véhicules sont subordonnées à l'exécution des mesures prescrites dans le même but.
- 2.1.4. La désinfection est pratiquée sur les indications et sous le contrôle du directeur départemental des services vétérinaires ou de son représentant.

2.2. Mesures particulières

- 2.2.1. Quand, sur décision de l'administration centrale, l'abattage des animaux de l'espèce porcine est ordonné :

Les opérations d'abattage sont réalisées sous l'autorité et le contrôle du directeur départemental des services vétérinaires soit sur place, soit dans un atelier d'équarrissage régulièrement autorisé.

- Les conditions d'indemnisation des propriétaires sont celles prévues par les textes en vigueur.

L'estimation des animaux est réalisée par le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant, en accord avec le propriétaire. En cas de désaccord, elle est assurée par un expert choisi par le propriétaire sur une liste fixée par arrêté préfectoral après avis des organismes professionnels agricoles. Si le propriétaire refuse de désigner l'expert, le directeur départemental des services vétérinaires prend acte de ce refus et procède d'office à l'estimation.

En cas d'urgence, l'estimation peut être effectuée après réalisation de l'abattage.

La destruction ou l'enfouissement doivent répondre aux conditions déterminées par les textes réglementaires.

Le sacrifice doit être pratiqué sans effusion de sang.

Les animaux transportés vivants doivent être, au préalable, marqués dans les conditions prescrites par l'arrêté du 6 janvier 1956.

Le transport, soit des cadavres, soit des animaux vivants, doit être effectué en véhicule routier étanche, sans rupture de charge, directement de l'exploitation au lieu de destination et sous couvert d'un laissez-passer délivré par un agent de la direction départementale des services vétérinaires.

Cependant, après décision du ministre de l'agriculture, les porcins contaminés peuvent être dirigés sur un abattoir public ou privé, une inspection vétérinaires permanente et agréée par le directeur vétérinaire en vue d'être livrés à la consommation.

Toutefois, cette mesure n'est pas applicable dans le cas de peste porcine africaine.

Avant leur départ de l'exploitation, ils doivent être marqués dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1956.

Leur transport doit être effectué en véhicule routier étanche, sous couvert d'un laissez passer délivré par un agent de la direction départementale des services vétérinaires.

Toutes les précautions utiles doivent être prises afin d'éviter les risques de dissémination du virus.

.2.2. - Toutefois, en fonction des éléments d'information relatifs à chaque foyer, la décision d'abattage peut être :

soit provisoirement ou définitivement rapportée
soit limitée, dans l'immédiat, à une partie
du cheptel.

Le devenir des animaux pour lesquels la décision d'abattage a été différée est adapté à l'évolution du foyer suivant deux orientations :
l'abattage ordonné ou l'abattage autorisé dans les conditions prescrites dans le présent arrêté.

Seuls les animaux abattus sur ordre de l'administration donneront lieu à indemnisation, en application des textes visés.

Quand la décision d'abattage n'a pas été prise ou lorsqu'elle ne concerne qu'une partie du cheptel, les dispositions ci-après sont applicables :

l'exploitation est placée sous arrêté d'infection ;

les animaux de l'espèce porcine sont marqués

dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1956 ;

Les porcins malades doivent être isolés et séquestrés ou, à l'initiative de leur propriétaire, ils peuvent être abattus. Dans ce cas, il ne sera pas fait application des dispositions relatives à l'indemnisation.

Les porcins contaminés peuvent, sur autorisation du directeur départemental des services vétérinaires, être dirigés soit immédiatement, soit au fur et à mesure que leur état de développement et d'engraissement le permet, vers un établissement en vue de leur utilisation ;

Cette procédure doit être effectuée selon les conditions prescrites par les quatre derniers alinéas du paragraphe 2.2.1.

En dehors des cas prévus aux alinéas précédents, toute entrée ou sortie dans la zone de séquestration des porcins vivants sont interdites tant que l'exploitation reste placée sous arrêté d'infection.

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes doivent être soumis à la désinfection pratiquée sur les indications et sous le contrôle des agents de la direction départementale des services vétérinaires.

Toutes les mesures propres à éviter la contagion et la dissémination du virus lors des entrées et sorties des personnes, animaux, véhicules, matériels, aliments et, d'une manière générale, de tout vecteur possible doivent être mises en place.

Le propriétaire peut, à son initiative, faire vacciner contre la peste porcine, dans les règles édictées pour l'utilisation du vaccin, les porcins qu'il garde dans son exploitation.

Cette vaccination ne pourra être prise en compte en vue d'une éventuelle indemnisation si, par la suite, l'abattage était ordonné par l'administration.

Article 3 - Mesures applicables dans la zone d'observation :

Pendant toute la durée de l'arrêté portant déclaration d'infection, les mesures suivantes sont applicables dans la zone d'observation :

Tous rassemblements de porcins, et notamment les foires et marchés de porcs, sont interdits ;

Les porcins provenant des exploitations situées dans cette zone ne peuvent être présentés sur un marché ou une foire situés à l'extérieur de cette zone.

Leur sortie n'est autorisée que pour :

Etre dirigés directement sur un abattoir public ou privé ;

Etre expédiés directement dans un établissement d'engraissement dont tous les porcins doivent avoir été vaccinés contre la peste porcine depuis au moins dix jours.

L'entrée des porcins dans la zone d'observation n'est autorisée qu'à condition :

D'être dirigés directement sur un abattoir public ou privé situé dans cette zone ;

D'être vaccinés contre la peste porcine classique depuis plus de dix jours s'ils sont destinés à un établissement d'élevage.

Article 4 - Levée de l'arrêté d'infection

La levée de l'arrêté portant déclaration d'infection est, dans tous les cas, subordonnée à l'accomplissement des prescriptions relatives à la désinfection constatée par le vétérinaire sanitaire.

De plus, elle ne peut intervenir que :

Soit après la disparition de tous les porcins de l'exploitation atteinte, dans les conditions prévues par le présent arrêté (abattage et destruction, envoi à la boucherie) ;

Soit, pour les établissements de naisseurs dont les animaux sont sous le couvert de l'immunité vaccinale, quarante cinq jours après le dernier cas clinique de peste porcine.

Dans ce cas, l'arrêté préfectoral de levée d'infection doit préciser que, pendant un an à partir de la date de cet arrêté, les porcins adultes ainsi que les porcelets présents ou à venir pendant ce délai doivent être obligatoirement dirigés sur un établissement d'abattage ou d'engraissement dans lequel les animaux sont sous le couvert de l'immunité vaccinale.

Article 5 - Toute infraction aux dispositions du présent arrêté peut entraîner la perte des indemnités prévues par les textes réglementaires.

Article 6 - L'arrêté du 23 juillet 1964 relatif à la pratique de l'abattage dans les cas de peste porcine est abrogé.

Article 7 - Le directeur des services vétérinaires au ministère de l'agriculture et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 12 février 1976

Le Ministre de l'Agriculture
Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Cabinet

Gabriel VUGHT

Le Ministre de l'Economie et des Finances
Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Budget

Par empêchement du Directeur du Budget
Le Sous-Directeur

Jean CHOUSSAT.

ARRETE MINISTERIEL DU 8 JUIN 1973 RELATIF A L'INDEMNISATION DES PROPRIETAIRES D'ANIMAUX ABATTUS DANS LES CAS DE PESTE PORCINE (PESTE PORCINE CLASSIQUE ET PESTE PORCINE AFRICAINE).

Le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre de l'agriculture et du développement rural,

VU le code rural, et notamment l'article 214 ;

VU le décret du 6 octobre 1904 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur le code rural du 21 juin 1898,

VU le décret n° 63-136 du 16 février 1963 relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux,

VU l'arrêté du 26 novembre 1962 relatif à la rémunération des experts chargés de procéder à l'estimation des animaux dont l'abattage a été ordonné pour cause de maladie.

Arrêtent :

Article 1^{er} - L'abattage et la destruction, après estimation, des suidés atteints ou contaminés de peste porcine pourront être ordonnés par le ministre de l'agriculture et du développement rural, dans la limite des crédits dont il dispose, sur tout ou partie du territoire et pour toute période qu'il jugera utile.

Article 2 - Il sera alloué aux propriétaires d'animaux abattus une indemnité :

a) Pour les effectifs vaccinés contre la peste porcine dans les conditions et délai fixés par le ministre de l'agriculture et du développement rural, cette indemnité sera égale à 90% de la valeur d'estimation des sujets atteints et à la totalité de cette valeur pour les animaux contaminés ;

b) Pour les effectifs non vaccinés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'indemnité sera égale au tiers de la valeur d'estimation des sujets atteints et à la moitié de cette valeur pour les animaux contaminés.

Pour l'établissement de la valeur d'estimation des porcins, il sera fait abstraction de la peste porcine.

Article 3 - Dans les cas où les viandes d'animaux abattus auront été livrées en vue de la consommation, le produit de la vente, perçu par le propriétaire, sera déduit de l'indemnité calculée dans les conditions énoncées à l'article précédent.

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté ne seront applicables qu'à compter du soixantième jour après sa publication au Journal Officiel de la République française.

Article 5 - L'arrêté interministériel du 4 octobre 1968 relatif à l'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus dans les cas de peste porcine (peste porcine classique et peste porcine africaine) est abrogé à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 - Le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1973.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DE LA QUALITE

SERVICE VETERINAIRE DE LA SANTE ANIMALE

Bureau : Maladies Réputées
Contagieuses Circulaire .. : n° 8 311
Poste : 320 du : 24 août 1977
 5, Rue Ernest Renan Classement .. : PA 32515
92136 Issy-les-Moulineaux Cédex
Tél. 645.21.18

GD/MBS - N° 127 C

LE DIRECTEUR de la QUALITE
à

MM. les DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX
des SERVICES VETERINAIRES

s/c de MM. les PREFETS

OBJET : Prophylaxie de la peste porcine.
Application de l'arrêté ministériel du 10 août 1977
(J.O. des 22 et 23 août 1977 page 5265).

Les conditions d'indemnisation des propriétaires
d'animaux abattus pour cause de peste porcine classique ont
été fixées par l'arrêté interministériel du 8 juin 1973.

.../...

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution :

. DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX
des SERVICES VETERINAIRES

Pour information :

- PREFETS
- CONTROLEURS GENERAUX des
SERVICES VETERINAIRES
- DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX
de l'AGRICULTURE

L'arrêté ministériel du 3 juillet 1973 a précisé les éléments à prendre en considération pour l'application du taux d'indemnisation aux animaux vaccinés, à savoir :

- . Délai de validité de la vaccination (depuis plus de dix jours et moins d'un an),
- . Preuve de la vaccination,
- . Identification.

Les progrès réalisés dans le domaine des vaccins, notamment en ce qui concerne la durée de l'immunité, ont conduit l'administration à revoir, pour certains types de vaccin, le délai de validité de la vaccination retenu au titre des dispositions relatives à l'indemnisation.

Tel est l'objet de l'arrêté ministériel du 10.8.77 qui remplace et abroge l'arrêté du 3 juillet 1973, en apportant les modifications ci-après sur les trois éléments indispensables à l'application du taux préférentiel réservé aux porcins vaccinés.

1 - Délai de validité de la vaccination

Le nouvel arrêté reconnaît deux durées pendant lesquelles, administrativement, l'immunisation des animaux est reconnue valable :

- soit deux ans, pour les vaccins à souche chinoise et à souche Thiversal
- soit un an pour les autres types de vaccins et pour la sérovaccination.

En fait, la reconnaissance de ce délai de deux ans offre surtout un intérêt pour les animaux reproducteurs ou les futurs reproducteurs qui, en fonction de l'âge

auquel ils auront été vaccinés, seront à la fois médicalement protégés pour leur vie économique et administrativement en règle au regard de la réglementation relative à la peste porcine et, notamment, aux conditions d'attribution des indemnités d'abattage.

2 - Preuve de la vaccination

La preuve de la vaccination est toujours apportée par un certificat de vaccination, établi en trois exemplaires, dont un sera adressé à la Direction Départementale des Services Vétérinaires.

Le libellé du certificat, dont le modèle est annexé à la présente circulaire, a été modifié afin de faire apparaître les éléments d'information relatifs au type de vaccin auquel est associé le délai d'immunisation à retenir.

En raison de l'importance de cette rubrique, au plan financier, il convient qu'elle soit correctement et dûment remplie.

3 - Identification

Le bénéfice des dispositions de l'arrêté interministériel du 8 juin 1973, relatif à l'indemnisation préférentielle en fonction de la vaccination, ne peut être accordé que sous réserve d'une identification préalable des animaux dont les caractéristiques doivent être portées sur le certificat de vaccination.

Cette identification peut être réalisée suivant l'une des deux modalités ci-après :

a) Par tatouage

Cette opération doit pouvoir s'intégrer dans les dispositions des textes réglementaires relatifs à l'identification des animaux : décret du 6 mai 1969 et arrêté ministériel d'application.

A cet effet, le tatouage doit :

- 1° - être apposé à l'oreille gauche.
- 2° - faire apparaître un numéro comportant de deux à cinq caractères, dont :
 - . le premier caractère à partir de la gauche correspond au chiffre des unités de l'année de naissance de l'animal ;
 - . les autres caractères suivants sont des chiffres composant un numéro qui n'a pas été antérieurement attribué et ne sera pas attribué à un autre porc de l'exploitation au cours de la même année.
 - . Il ne doit donc exister, dans chaque cheptel, une série continue de numéros commençant au premier janvier de chaque année.

Toutefois, lorsque les porcs ont été antérieurement tatoués (porcs cédés en vue de la reproduction, reproducteurs importés), cette identification préalable peut être prise en considération et ses caractéristiques doivent être reportées sur le certificat de vaccination.

b) Par apposition à l'oreille d'une plaquette numérotée

dont le fabricant et le modèle ont été agréés par le Ministère de l'Agriculture.

Ces fabricants et ces modèles ont fait l'objet soit d'avis du Ministère de l'Agriculture, parus au Journal Officiel, soit d'instructions diffusées par des précédentes circulaires récapitulés dans le tableau ci-après :

AVIS aux FABRICANTS

J.O. du 27 août 1961 - D.O. 1961 page 266

J.O. du 2 mai 1965 - D.O. 1965 page 217

J.O. du 23 mai 1965 - D.O. 1965 page 233

CIRCULAIRES

N° 238 C du 6 juillet 1964 - D.O. 1964 p.343

N° 269 C du 15 octobre 1964 - D.O. 1964 p.487

N° 1049 C du 18 novembre 1969 - D.O. 1969 p.863

N° 1595 C du 27 novembre 1972 - D.O. 1972 p.1565

FABRICANTS - MODELES AGREES

CHEVILLOT (C) PRIMA GALLIA
COLOR-AXA

HAUPNER et (H) ZERTA
IDENTIX-HAUPNER SUPERCROTAL

LA DAUPHINOISE (D) L.D.1.

MECA - VIGOR (V) COMPRESSAN
BI DORITAL

COOPER-FRANCE TIPTAG

Il vous appartient de conserver et classer les duplicata des certificats de vaccination contre la peste porcine, qui doivent vous être adressés après la réalisation de la vaccination.

En effet, leur valeur en tant que pièces justificatives de tout arrêté d'indemnisation requiert, de votre part, une attention toute particulière.

LE DIRECTEUR de la QUALITE

E. MATHIEU

P.J. : Modèle de certificat de vaccination.

MINISTERE de L'AGRICULTURE

DEPARTEMENT : _____

DIRECTION de la QUALITÉ

C.E.R.F.A.

N° 50-4150

Service Vétérinaire de la Santé Animale

CERTIFICAT de VACCINATION

Je soussigné

qualité

demeurant à

(commune) (département)

certifie avoir pratiqué la vaccination contre
la PESTE PORCINE, dans les conditions ci-après :

- Date de la vaccination
(mois en lettres)

- Vaccin utilisé :

- Type de vaccin

- Nom de code

- Institut producteur

- Numéro du lot

- Nombre de porcs (en lettres)

- Caractéristiques de l'identification des animaux vaccinés :

- Lieu de la vaccination

- Détenteur des animaux : M.

demeurant à

Fait à le

signature et carnet

(Les imprimés ne seront pas fournis par l'Administration, mais par les
vétérinaires effectuant la vaccination).

ARRETE DU 10 AOUT 1977

concernant les conditions d'application des dispositions relatives à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus pour peste porcine classique.

(J.O. du 23 août 1977, p. 5265 N.C.)

Le ministre de l'Agriculture,

Vu le code rural, et notamment les articles 214, 224, 228 et 243 ;

Vu le décret n° 63-136 du 18 février 1963 relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 mai 1964 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et la peste porcine ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 juin 1973 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus dans les cas de peste porcine (peste porcine classique et peste porcine africaine) ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 février 1976 fixant les mesures applicables dans les cas de peste porcine.

Arrête :

Article premier.

Pour l'application des dispositions de l'arrêté interministériel du 8 juin 1973 relatif à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus pour cause de peste porcine, l'ouverture du droit au taux d'indemnisation en fonction de la vaccination est subordonné à l'exécution des conditions ci-après :

- a) Vaccination des porcins ;
- b) Identification ;
- c) Preuve de la vaccination.

Article 2.

Pour être prise en considération, la vaccination doit être effectuée, pour les porcins en âge d'être vaccinés :

Soit depuis plus de dix jours et deux ans au plus, lorsque le vaccin utilisé est à virus modifié, dépourvu de pouvoir pathogène résiduel, du type souche chinoise et souche Thiverval ;

Soit depuis plus de dix jours et un an au plus lorsqu'il est fait appel à d'autres types de vaccins ou à la technique de la sérovaccination.

Article 3.

L'identification des porcins doit être effectuée conformément aux modalités prescrites par une instruction du ministre de l'Agriculture.

Article 4.

La preuve de la vaccination est apportée par la production d'un certificat de vaccination individuel ou collectif, conforme au modèle prévu par le ministère de l'Agriculture.

Ce certificat doit notamment indiquer :

La date de la vaccination ;

Le type du vaccin utilisé (n° du lot et producteur) ;

Les caractéristiques de l'identification des animaux vaccinés.

— 602 —

Ce certificat doit être établi en trois exemplaires :

L'original est remis au détenteur des animaux ;

Le deuxième exemplaire est adressé à la direction départementale des Services vétérinaires du département où la vaccination a été effectuée ;

Le troisième exemplaire reste en la possession de la personne ayant effectué la vaccination.

Article 5.

L'arrêté du 3 juillet 1973 fixant les dispositions relatives à l'abattage dans les cas de peste porcine (peste porcine classique et peste porcine africaine) et à l'indemnisation des propriétaires d'animaux abattus (identification et preuve de la vaccination) est abrogé.

Article 6.

Le directeur de la qualité au ministère de l'Agriculture (service vétérinaire de la santé animale) et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1977.

Pour le ministre et par délégation :

Le chargé de mission,

CHRISTIAN CARDON.

- ANNEXE II -

- A - Liste des foyers de l'épizootie 1978 de peste porcine classique en Martinique.
- B - Exemple liste de communes montrant l'importance de l'élevage familial en Martinique.
- C - Exemple d'un état de subvention relatif à l'un des premiers élevages touchés.
- D - Communiqué de la D.S.V. D.D.A. du 9 juin 1978
- E - Communiqué de la D.S.V. du 15 juin 1978
- F - Communiqué de la D.S.V. du 16 juin 1978
- G - Article de France-Antilles du 16 juin 1978
- H - Article de France-Antilles du 21 juin 1978
- I - Communiqué de la D.D.A. du 22 juillet 1978
- J - Communiqué de la Chambre de Commerce et d'industrie du 19 septembre 1978
- K - Appel du Président du G.E.P.M. du 20 septembre 1978.

LISTE DES FOYERS DE L'EPIZOOTIE 1978 DE P.P.C.

EN MARTINIQUE

NOM	PRENOM	COMMUNE	Date ABATTAGE	Date VACCI- NATION	NOMBRE DE PORCS		
					MORTS	MALADES	CONTAMINES
SAITSOUTANE	Lucien	Robert	14-6	---	2	50	59
RAMIN	Gustave	Lamentin	14-6	---	7	11	31
LANGOZ	Guillaume	Gros-Morne	15-6	---	2	10	148
TOPIN	Lucien	François	16-6	---	150	19	53
AMPHUMAQUE	Paul	Fort-de-France	16-6	---	20	9	0
DUREUIL	Arthur	Bellefontaine	16-6	---	0	1	8
RAMPALI	Idona	Sainte Luce	19-6	---	42	13	9
VAUCLIN	Nicaise	Gros-Morne	19-6	---	2	2	12
RISAL	Donatien	Gros-Morne	20-6	---	0	5	1
DINAL	Denis	Sainte Marie	20-6	---	0	1	0
DUCLANE	Cyril	Sainte-Marie	20-6	---	0	1	2
PILGRIN	Eulalie	Lamentin	20-6	---	1	1	0
SILLON	Gabriel	Lamentin	21-6	---	0	2	0
BILNY	Andréa	Sainte Marie	27-6	---	0	1	0
LUCIEN	Augustine	Sainte Marie	28-6	---	2	2	0
SAMY	Roland	Sainte Marie	28-6	---	0	4	0
BRANGON	Jérôme	Sainte Marie	28-6	---	0	2	0
BRANGON	Remy	Sainte Marie	28-6	---	4	4	5
REMY	Sidonie	Sainte Marie	28-6	---	1	2	2
LORDAN	Renée	Sainte Marie	28-6	---	0	1	0
FAYEE	Sainte Luce	Gros-Morne	28-6	---	2	3	2
LOUIS	Michel	Sainte Marie	29-6	---	1	6	0
LANTONNE	Maurice	Fort de France	30-6	---	4	6	4
LABRADOR	Eugène	Fort de France	30-6	---	1	1	3
AGRICOLE	Félix	Lamentin	30-6	---	0	1	0
EDDMONT	Frantz	Fort de France	30-6	---	2	2	6
TIMONT	Joseph	Marin	3-7	---	3	2	9
ENARD	Gérard	Fort de France	5-7	---	1	0	1

LISTE DES FOYERS DE L'EPIZOOTIE 1978 DE P.P.C.

EN MARTINIQUE (Suite)

NOM	PRENOM	COMMUNE	Date ABATTAGE	Date VACCI- ATION	NOMBRE DE PORCS		
					MORTS	MALADES	CONTAMINES
BERTHON	Emilienne	Fort de France	5-7	---	2	3	9
DOMOISON	Germaine	Sainte Marie	10-7	---	3	8	10
RODRIGUE	Félicien	Sainte Luce	17-7	---	0	1	0
CLOVIS	Léonard	Lamentin	17-7	---	0	3	7
TOURBILLON	Urbain	Lamentin	17-7	---	1	4	1
DARIEN	Jérôme	Sainte Marie	19-7	---	0	2	0
MOUTABAL	Isidore	Fort de France	26-7	17-6	0	1	3
TENEBAY	Charles-J	Saint Pierre	31-7	---	2	15	13
LABEAU	Nicolas	Morne Rouge	1-8	12-7	0	1	0
CULE	Liliane	Sainte Luce	2-8	11-7	1	3	6
ATHALA	Marie-Louise	Saint Esprit	3-8	15-7	0	3	3
BOSTON	Ste Croix	François	7-8	5-7	2	4	6
CHARLES-EDOUARD	Clotaire	Saint Esprit	11-8	17-7	0	1	3
PELAGE	Roger	Lamentin	8-8	26-6	0	1	0
BOCQUET	Georges	Fort de France	15-9	26-6	1	7	14
SOUFFLEUR	Gabriel	Shoelcher	2-8	12-7	1	5	1
BERTHOL	Raymonde	Fort de France	22-9	---	1	3	11
DESERT	Joseph	Fort de France	3-10	---	0	1	1
RABATALI	Amélie	Lamentin	3-10	---	1	1	1
					~ 310	180	452
					Perte totale connue : ~ 950		

COMMUNE : TRINITE

Date : le 23 juin 1978

NOM	Prénom	Quartier	Nombre de porcs vaccinés	Prix vaccin	Payé non payé
M. MARTEL	René	Maximin	1	7	+
M. GIBON	Julien	Fleur d'Epée	6	42	+
Mme ETILE	Emire	Bellevue	3	21	+
M. CHAMBEAU	Edmond	"	12	84	+
M. LONY	Frantz	"	1	7	+
M. LONY	Richard	"	2	14	+
M. CHAPEL	Evariste	"	3	21	+
Mme SETHAM	Julie	"	2	14	+
M. MIDELTON	Marius	"	3	21	+
M. BOYE-DON	Alexandre	Rue François	2	14	+
M. BARTHELEMY	Roland	"	2	14	+
M. LESDEKA	Léonard	Mne Poirier	4	28	+
Mme POLYDOR	Ernestine	Tartane	2	14	+
Mme LEDRON	Edmonise	Tartane	2	14	+
Mme SITHER	Françoise	Tartane	1	7	+
M. TAILLEFOND	André	Tartane	1	7	+
Mme SITHIER	Odette	Tartane	1	7	+
M. PALIN	Robert	Tartane	2	14	+
Mme NEGROBAR	Eugénie	Tartane	1	7	+
M. REGIS	Léonce	Tartane	9	63	+
Mme ZEBUT	Edith	Tartane	3	21	+
Mme DALHNE	Antoinette	Cité Epinette	10	70	+
M. LONY	Lucien	Bellevue	1	7	+
Mme AGASSON	Monique	Bellevue	2	14	+
Mme ANGELY	Gilbert	Brin d'Amour	4	28	+
M. DEMARIN	Josard	Bellevue	3	21	+
M. BIROT	Farnénus	Maximum	1	7	+
M. FATIER	Pierre	Tartane	3	21	+

COMMUNE : TRINITE

Date : 1e 23 juin 1978

NOM	Prénom	Quartier	Nombre de porcs vaccinés	Prix vaccin	Payé non payé
M. SEJEAN	Sylvain	Bellevue	1	7	+
M. BIROT	Serge	Tartane	2	14	+
M. CLEMENT	Albert	Bellevue	4	28	+
M. LABINSKY	Jean	Bellevue	2	14	+
Mme ETILE	Laure	"	2	14	+
Mme MOUTASSAMY	Sylvie	"	2	14	+
M. TINASS	Elie	"	3	21	+
Mme NAQUICHON	Julie	"	1	7	+
Mme CHARLER	Emilie	"	1	7	+
M. PICARDI	Romuald	"	1	7	+
M. ANGELY	Précious	"	2	14	+
Mme ANGELY	Manote	"	5	35	+
Mme SETHAM	Rose	"	6	42	+
M. FOULAND	Ferdinand	"	3	21	+
Mme GELLY	Lucie	"	1	7	+
Mme ANGELY	Pierre	"	3	21	+
M. FATHIER	Pierre	"	2	14	+
M. PASCAL	Charlias	Cité Epinette	3	21	+
M. TELLE	Félix	Cité Epinette	2	14	+
M. LUBERTY	Edo	Cité Epinette	2	14	+
			127	889	

ÉTAT DES SUBVENTIONS

À la suite d'abattage

pour cause de **FIÈVRE PÉRIEUSE**

- 156 -

Exploitation : Monsieur **RAMIN**

Commune du **Lamentin**

Route du Terysichera

Abattage effectué le 14 Juin 1978

I - MALADES

1	x	250	Kg	=	250	Kg	x	13	F	=		3250	F
3	x	60	Kg	=	180	Kg	x	9	F	=		1620	F
6	x	20	Kg	=	120	Kg	x	12,5	F	=		1500	F
												<u>6370</u>	<u>F</u>

33 X = 2102,10 F

II - CONTAMINÉS

1	x	250	Kg	=	250	Kg							
2	x	200	Kg	=	400	Kg							
2	x	150	Kg	=	300	Kg							
					<u>950</u>	Kg	x	13	F	=		12350	F

3	x	60	Kg	=	480	Kg								
6	x	40	Kg	=	240	Kg								
						<u>720</u>	Kg	x	9	F	=		6480	F

12	x	20	Kg	=	240	Kg	x	12,5	F	=		3000	F
												<u>21830</u>	<u>F</u>

30 X = 10916 F

TOTAL A SUBVENTIONNER

13028,20 F

Arrêté le présent état à la somme de : **TREIZE MILLE TRENTE HUIT FRANCS CINQ**

QUINZE CENTIÈMES.

PORT DE FRANCS, le 7 SEPTEMBRE 1978

Certifié abattage fait



DOCTEUR J. LECHE

VÉTÉNAIRE INSPECTEUR A MEF

DIRECTEUR DES SERVICES VÉTÉRINAIRES

DE LA MARTINIQUE

MINISTERE de 1'AGRICULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE Fort-de-France le 9 juin 1978

DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES

N° 163/S.V.

COMMUNIQUE

=====

La DIRECTION DEPARTEMENTALE de l'AGRICULTURE et la DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES attirent l'attention des éleveurs de porcs sur l'apparition en MARTINIQUE d'un certain nombre de cas de suspicion de PESTE PORCINE.

Cette maladie du porc non encore confirmée en MARTINIQUE mais sévissant depuis plusieurs années en GUADELOUPE ne présente aucun danger pour l'homme mais est extrêmement contagieuse pour le porc et généralement mortelle pour cette espèce.

En conséquence, il est recommandé aux propriétaires de ces animaux d'éviter tout contact direct ou indirect de leur cheptel ou de leurs locaux d'exploitation avec des personnes étrangères à cette exploitation.

- D'introduire des animaux nouveaux dans l'exploitation qu'ils soient ou non de l'espèce porcine - (les animaux peuvent transporter la maladie sur leurs pattes - ou en ce qui concerne les porcs, être porteurs du virus) - de transporter leurs animaux d'un endroit à un autre.

Chaque fois que ce sera possible, il est recommandé d'enfermer les animaux - de désinfecter leurs litières et leurs mangeoires et abreuvoirs à l'eau de Javel - de ne pénétrer dans les porcheries qu'après avoir désinfecté ses bottes ou chaussures à l'eau de Javel. Dans la mesure du possible de faire cuire la nourriture des porcs et de ne pas les alimenter de déchets de cuisine ou d'eaux grasses sans les avoir soumis à l'ébullition - les graisses et viandes des porcs infectés peuvent communiquer la maladie aux autres porcs.

Si la suspicion de PESTE PORCINE est confirmée par les examens de laboratoire en cours, les mesures de prophylaxie sanitaire et des vaccinations spécifiques préventives seront mises en place.

C O M M U N I Q U E

LA PESTE PORCINE VIENT D'APPARAÎTRE EN MARTINIQUE. CETTE MALADIE, DONT LA PRÉSENCE EST MAINTENANT CONFIRMÉE PAR EXAMEN DU LABORATOIRE CENTRAL D'ALFORT EST INOFFENSIVE POUR L'HOMME ET LES ANIMAUX DOMESTIQUES AUTRES QUE LE PORC.

PAR CONTRE, POUR LE PORC ELLE EST MORTELLE À 80% ET PLUS DE L'EFFECTIF.

LES SYMPTÔMES DE LA PESTE PORCINE SONT LES SUIVANTS :

- TOUX, DIARRHÉE, FATIGUE, TEMPÉRATURE DÉPASSANT 40°, ABSENCE D'APPÉTIT, DÉMARCHE ANORMALE, QUELQUEFOIS PARALYSIE DE L'ARRIÈRE TRAIN.
- L'AUTOPSIE DE L'ANIMAL, ON TROUVE DES TACHES DE SANG SUR LE LARYNX, L'INTESTIN, LA RATE ET UN PIQUETÉ TRÈS FIN EN "PIOÛRE DE PUDE" À LA SURFACE DES REINS.

IL N'EXISTE PAS DE TRAITEMENT DE LA PESTE PORCINE ; POUR ÉVITER LA GÉNÉRALISATION DE LA MALADIE À L'ENSEMBLE DU CHEPTEL PORCIN MARTINICAIS LES MESURES SUIVANTES DOIVENT ÊTRE PRISES :

DANS TOUTES LES EXPLOITATIONS POSSÉDANT DES PORCS ET DANS TOUTE LA MARTINIQUE, LES PORCS DOIVENT ÊTRE ENFERMÉS OU ATTACHÉS. AUCUN ANIMAL NE DOIT ÊTRE LAISSÉ EN DIVAGATION. LES ANIMAUX EN DIVAGATION POURRONT ÊTRE ABATTUS SANS PRÉAVIS ET SANS SUBVENTION.

LES ANIMAUX MORTS DOIVENT ÊTRE ENTERRÉS ET NON SIMPLEMENT BRÛLÉS.

IL EST INTERDIT DE LES JETER À LA RIVIÈRE, À LA MER, DANS LES DÉCHARGES PUBLIQUES OU LES RAVINS ETC ;..

CECI CONSTITUE UNE INFRACTION GRAVE ET PUNISSABLE.

DANS LES EXPLOITATIONS INFECTÉES : C'EST-À-DIRE CELLES CONTENANT DES ANIMAUX MALADES, LA DÉCLARATION DE LA MALADIE DOIT ÊTRE FAITE À LA MAIRIE.

L'ABATTAGE OBLIGATOIRE DE TOUTS LES ANIMAUX DE L'EXPLOITATION : MALADES ET CONTAMINÉS, DOIT ÊTRE PRÉVU DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.

ON AVERTIRA :

- 1° - LA DIRECTION DES SERVICES VÉTÉRINAIRES
- 2° - SON PRATICIEN VÉTÉRINAIRE HABITUEL.

LES ANIMAUX SERONT ABATTUS ET ENFOUIS APRÈS LE RECENSEMENT ET LEUR ESTIMATION PAR LE VÉTÉRINAIRE POUR PERMETTRE LE CALCUL DE LA SUBVENTION.

.../.....

...../...

AUCUN ANIMAL MÊME APPAREMMENT SAIN NE DEVRA SORTIR DE L'EXPLOITATION, MÊME ET SURTOUT À DESTINATION DE L'ABATTAGE POUR LA CONSOMMATION ; CECI POUR ÉVITER DE RÉPANDRE LE VIRUS HORS DE L'EXPLOITATION.

AUCUN CADAVRE OU DÉBRIS DE CADAVRE DE PORC NE DEVRA, SOIT SORTIR DE L'EXPLOITATION, SOIT ÊTRE DONNÉ À CONSOMMER AUX OVIENS SUSCEPTIBLES SANS ÊTRE MALADES DE SEMER LA CONTAGION HORS DE L'EXPLOITATION.

LES CADAVRES, LES DÉBRIS DE CADAVRE, LES LISIERS ET DÉCHETS D'ALIMENTS, LES SAOS AYANT CONTENU LES ALIMENTS DU BÉTAIL SERONT BRÛLÉS ET ENTERRÉS. UNE DÉSINFECTION SOIGNÉE SERA PRATiquÉE JOURNELLEMENT À L'EAU DE JAVEL.

DANS LES EXPLOITATIONS INDEMNES TOUTES LES PRÉCAUTIONS DEVRONT ÊTRE PRISES POUR ÉVITER L'INFECTION :

- 1° - LES PORCS SERONT ENFERMÉS OU ATTACHÉS (DANS LE CAS OÙ ON NE PEUT LES ENFERMÉS).
- 2° - L'ACCÈS AUX PORCHERIES SERA INTERDIT À TOUTES PERSONNES ÉTRANGÈRES.
- 3° - LES PERSONNES CHARGÉES DES SOINS AUX ANIMAUX PORTERONT DES BOTTES DÉSINFECTÉES À L'EAU DE JAVEL. UN SAC IMBIBÉ D'EAU DE JAVEL SERA DISPOSÉ DEVANT L'ACCÈS À LA PORCHERIE, TOUTES PERSONNES Y PÉNÉTRANT OU EN SORTANT S'Y ESSUYERONT LES PIEDS.

LES EAUX GRASSES ET LES DÉCHETS ALIMENTAIRES HUMAINS SERONT PROSCRITS DE L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. LES CÀSTRATIONS SERONT INTERROMPUES, AUCUN ANIMAL NOUVEAU NE SERA INTRODUIT DANS L'EXPLOITATION.

LA VACCINATION

LA VACCINATION CONTRE LA PESTE PORCINE EST POSSIBLE DANS LES ÉLEVAGES SAINS ET PERMET L'ÉTABLISSEMENT DE L'IMMUNITÉ À LA MALADIE DANS UN DÉLAI À LA MALADIE DANS UN DÉLAI DE QUINZE JOURS ENVIRON APRÈS L'INJECTION DE VACCIN.

ATTENTION.

LE VACCIN EST INEFFICACE ET MÊME DANGEREUX DANS LES EXPLOITATIONS DÉJÀ CONTAMINÉES, SEUL UN VÉTÉRINAIRE PEUT JUGER DE CE POINT.

LE VACCIN EST CONSTITUÉ D'UN VIRUS ATTÉNUÉ MAIS VIVANT, IL DOIT ÊTRE INJECTÉ AVEC CERTAINES PRÉCAUTIONS ET SEULEMENT PAR UN VÉTÉRINAIRE CE QUI IMPLIQUE DE LA PART DU PROPRIÉTAIRE UNE COLLABORATION PRÉCISE ET L'APPORT DE RENSEIGNEMENTS SUR SON ÉLEVAGE.

LES ÉLEVÉS DE PORCS DÉBIRANT FAIRE VACCINER LEURS ANIMAUX DEVRONT S'ADRESSER À UN VÉTÉRINAIRE PRATICIEN :

DOCTEUR J.-M. LIABEUF

DOCTEUR R. PIERRE-CHARLES

DOCTEUR A. DE SAULCE LATOUR

FORT DE FRANCE, LE 15 JUIN 1970

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE

Fort-de-France le 16 juin 1978

DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES

N° 172/S.V.

COMMUNIQUE à la RADIO

=====

La PESTE PORCINE vient de faire son apparition en MARTINIQUE. Cette maladie, mortelle pour les porcs est inoffensive pour l'homme et les animaux autres que le porc.

Cependant les précautions les plus urgentes doivent être prises par les éleveurs de porcs pour éviter la contamination de leurs animaux - Ces précautions sont les suivantes :

- les porcs doivent être enfermés ou attachés,
- aucune personne étrangère à l'exploitation ne doit accéder à la porcherie,
- on désinfectera soigneusement et journellement les locaux à l'eau de Javel,
- il est conseillé d'appeler rapidement un Vétérinaire praticien pour vacciner préventivement les porcs.

La PESTE PORCINE est une maladie dont la déclaration est obligatoire. Toute mort suspecte dans un élevage doit être signalée au Vétérinaire de l'exploitation pour établir le diagnostic de PESTE PORCINE.

Les cadavres des animaux morts doivent être enterrés - il est interdit de les jeter à la mer, dans les rivières, dans les ravines ou de les abandonner à

l'air libre - il est également interdit de laisser divaguer les porcs en liberté. L'eau d'abreuvement sera donnée dans des récipients propres et désinfectés à l'eau de Javel.

Des subventions sont prévues pour abattage des animaux malades et contaminés.

Attention : Toute infraction à l'arrêté Préfectoral portant déclaration d'infraction fait perdre de droit aux subventions en question.

ARTICLE DE FRANCE-ANTILLE DU 16 JUIN 1978

PESTE PORCINE A LA MARTINIQUE : LES ELEVEURS INQUIETS

500 CAS DEJA DENOMBRES !

Le malheur, brutal, s'est abattu sur les éleveurs Martiniquais de porcs. Depuis la fin de la semaine dernière, des morts suspectes dans le cheptel ont donné l'éveil. Et au fil des jours, les craintes se sont précisées ; les analyses ont fourni une réponse catégorique : la peste porcine est là. On comprend l'émoi qui s'est emparé des éleveurs, dès lors que l'on sait combien cette maladie est systématique dans son issue : la mort qui intervient en général au bout de trois jours. Pour l'heure, on a recensé environ cinq cents animaux touchés. Peut-être demain augmentera ce chiffre qui, à l'échelle du département est déjà effrayant. C'est le branle-bas de combat.

Dès le 9 juin dernier, les Services Vétérinaires appelaient les éleveurs de porcs à la vigilance. Il est apparu quelques cas de suspicion de peste porcine, et bien que les résultats des analyses commandées n'aient pas encore été connus, par mesure de prévention, les personnes concernées étaient avisées du haut niveau de dangerosité de cette maladie pour les animaux. Quelques recommandations de prudence étaient déjà faites éviter tout contact direct ou indirect des animaux avec des personnes étrangères à l'exploitation ; éviter également des animaux nouveaux dans l'exploitation qu'ils soient ou non de la race porcine. Il était également recommandé d'isoler les animaux, de désinfecter leur litière, mangeoires et abreuvoirs à l'eau de Javel. Autre recommandation des Services Vétérinaires : ne pas pénétrer dans la porcherie sans avoir au préalable désinfecté ses bottes ou chaussures à l'eau de Javel.

Mais la maladie très contagieuse, peut être transmise également par les aliments. Aussi conseillait-on de ne pas alimenter les bêtes avec des déchets de cuisine, sans faire bouillir la nourriture : l'ultravirus qui transmet la maladie est contenu dans les graisses et viandes d'animaux infectés.

La rigueur des précautions à prendre est de nature à laisser supposer combien la peste porcine, bien que non dangereuse pour l'homme, est redoutable. Ceux des éleveurs de la Martinique qui sont directement confrontés à sa réalité en savent quelque chose. Sévissant depuis quelques années dans le département voisin de la Guadeloupe, la peste porcine avait épargné jusqu'à ce jour notre île. L'on sait aujourd'hui avec preuves à l'appui qu'il s'agit d'un fléau de la pire espèce : en moins d'une semaine, environ cinq cents cas ont été recensés chez nous. Et contre la peste, il n'y a pas deux solutions ; il faut abattre l'animal touché.

Infectueuse, contagieuse et épizootique, la peste porcine, comme son nom l'indique est spéciale aux porcs et aux sangliers. Elle se caractérise par une atteinte importante de l'état général, avec des manifestations pulmonaires et intestinales et l'apparition de tâches purpuriques. Cette une maladie mortelle dans un délai de trois jours, contre laquelle n'existe aucune parade. Les animaux menacés doivent être traités au sérum puis vaccinés.

Alors, les quelques seize mille exploitations de porcs qui existent en Martinique, sont en état d'alerte. L'enjeu de la lutte sans merci contre l'épizootie qui a démarré en début de semaine, c'est la sauvegarde de la plus grande partie possible d'un cheptel estimé à trente mille animaux.

Réussir à enrayer la maladie à concurrence de mille morts . serait considéré comme un bon résultat. C'est ce à quoi

l'on s'attache actuellement. On a mobilisé, sitôt confirmée l'existence de cas de peste porcine en Martinique, les plus grands moyens. Les Services Vétérinaires qui n'étaient pas équipés pour l'abat-tage massif d'animaux comme le réclame la conjonc-ture, sont secondés par le S.M.A. Désinfection, vaccination, mise en quarantaine sont menées tambour battant, tandis que l'on étudie à chaud un plan d'indemnisation pour les éleveurs touchés par le fléau.

Mais pour que les efforts déployés actuel-lement soient positifs, il faut que les éleveurs eux-même participent au combat, qu'ils signalent les cas de mort ou de maladie suspecte chez eux, et qu'ils soient bien convaincus de la nécessité d'enterrer les animaux morts. Jeter les cadavres dans les rivières est ajouter au risque de propagation de mal. L'hécatombe peut être évitée, mais à ce prix seulement.

Maintenant, à l'heure où le malheur est là, on s'est interrogé sur la façon dont la maladie a pu être introduite dans le département. Probablement par impor-tation. Et cela a trouvé un terrain facile puisqu'aussi vrai, les animaux n'étaient pas vaccinés. Mais il est tard pour le regretter, de même que la découverte du moyen d'introduction de la peste ne résoudra rien. Plus rien ne compte que l'acharnement à enrayer et la plus grande vigilance des éleveurs dont certains on déjà été durement touchés ; tel exploitant a perdu quarante bêtes.

ARTICLE DE FRANCE-ANTILLE DU 21.6.78

ELEVAGE

LA PESTE PORCINE : TOUS LES PORCS DOIVENT ETRE VACCINES
POUR L'ERADICATION DE L'EPIZOOTIE

La guerre est ouverte. Entre les Services Vétérinaires et un ennemi redoutable parce que de la taille du microcosme et aux déplacements imprévisibles. L'ultravirus générateur de peste porcine a déjà fait des ravages tellement considérables dans notre département que pour l'heure on hésite presque à faire des pronostics quant à l'étendue exacte du mal et encore moins à se prononcer sur son éradication.

En tout cas, la lutte est engagée, et toutes les dispositions ont été prises pour contenir l'épizootie de peste dans des limites raisonnables. Mais ce raisonnement là signifie que des centaines de porcs seront abattus ; c'est l'unique solution qui puisse garantir la santé des animaux qui à ce jour ne sont pas touchés. Déjà, la peste, faucheuse sans pitié, a amené à l'abattage massif, dans tous les coins de l'île.

Ce qui frappe le plus dans la déclaration de cette maladie, c'est sa brutalité.

Toute l'étendue du territoire est susceptible d'être déjà contaminée. Car c'est là le mal ; on ne sait pas comment la peste a pu être importée en Martinique, si l'épizootie a démarré d'un élevage digne de ce nom ou est venu de quelque animal de ceux que l'on voit à l'attache aux abords de certaines maisons ou encore en liberté et fouinant partout.

Ce qui est tenu pour acquis, c'est que de Sainte-Marie à Sainte-Luce, de Bellefontaine au Vauclin, en passant par le centre de l'île, il existe des foyers d'importance inégale sans doute, mais de nature à inquiéter ceux qui ont charge de combattre le mal. Environ deux cent cinquante animaux ont été abattus au Gros Morne. Des exploitations touchées, celle de M. Langoz le Président de l'Association des Eleveurs de porcs est le plus cruellement atteint. Deux autres exploitations voisines de la sienne ont été contaminées. Avant ? Après ? Qu'importe ; il suffit qu'elles aient reçu la visite des vétérinaires qui ont procédé à l'extermination des bêtes malades. L'opération ne se fait du reste pas toujours sans mal : sur l'une de ces deux exploitations, les gendarmes ont dû intervenir pour obliger le propriétaire à accepter ce dur verdict.

A Bellefontaine, une cinquantaine de cas ont été dénombrés. Il semble qu'au tout début, les animaux ont été jetés à la mer, ce qui constitue un danger réel de propagation du mal.

La même chose s'est produite au Vauclin. Une cinquantaine de bêtes ont été abattues dans la région de Sarraut au Lamentin, tandis que cent cinquante autres ont dû être tuées à l'habitation Vapeur au François. Et ce n'est pas tout : à Sainte-Marie, en plein bourg, deux cas sont actuellement signalés, à Sainte-Luce, le mal est également présent, à Fort-de-France même, des cas sont signalés à Chateaufort et dans la région de Redoute.

Quand cela s'arrêtera-t-il ? La question, pour importante qu'elle soit, ne trouve pas de réponse immédiate. Trop de facteurs entrent en ligne de compte.

Bien entendu, il faut compter, dans l'éradication de la maladie, avec la vaste campagne d'abattage, de désinfection et de vaccination qu'ont lancé les Services Vétérinaires. Mais il y a également la bonne volonté des éleveurs, y compris de ceux qui ne possèdent que le traditionnel cochon réservé aux festivités de fin d'année. Et c'est surtout là que s'adressent les conseils de prudence qui ont été édictés. Les éleveurs professionnels peuvent être tenus pour suffisamment informés pour déclarer les cas suspects et faire vacciner leur troupeau, si isolés, ils ne sont pas encore atteints. Ils peuvent être certains de l'aide du département pour la prise en charge des frais de vaccination. Mais les autres ...

Les Services Vétérinaires ont mis en branle tous les moyens dont ils disposent. Les vétérinaires battent la campagne actuellement, se déplaçant d'un foyer à l'autre, d'une commune à l'autre, visitant le maximum d'animaux. La lutte sera payante si les précautions nécessaires recommandées sont suivies.

N'admettre le contact entre les animaux avec personne qui ne soit de l'exploitation, désinfecter les chaussures avant de pénétrer dans les porcheries, ne nourrir qu'après ébullition de ce qui sera donné à manger aux animaux, voilà pour l'essentiel.

Mais il y a plus important encore que tous les signes suspects concernant les animaux soient rapidement signalés aux Services Vétérinaires, que les animaux morts soient enterrés et que l'on procède à l'abattage de ceux qui sont atteints. Il est conseillé en tout état de cause de tenir les animaux qui a priori ne sont pas touchés, en isolement, et la prudence la plus grande consisterait à abattre à fin de consommation toute bête de poids suffisant pour telle issue, ceci afin d'éviter la perte imprévisible, avons-nous dit.

Il y a dans le département suffisamment de doses pour que le plus grand nombre de porcs soient vaccinés. La campagne des Services Vétérinaires intéresse d'abord les élevages structurés, mais cela ne signifie pas que le particulier qui a des occupations concernant la santé future de ses bêtes ne puisse pas faire appel aux Services ou encore à quelque vétérinaire particulier.

Le temps presse ; le délai d'immunisation du vaccin est de quinze jours, et son efficacité de un an environ. Il est à prévoir que dans des limites raisonnables de trois quatre ans encore, la peste porcine fasse encore parler d'elle. Mais d'ici cinq mois, il sera temps d'envisager de remettre sur pied le cheptel de la Martinique. Pour l'heure, on tente de préserver le capital porcin du département qui s'ennorgueillissait déjà de compter des animaux de très belle race.

ARTICLE PARU DANS FRANCE-ANTILLES LE 22/7/78

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

Informe les éleveurs et les consommateurs au sujet de la peste porcine que :

1) Grâce à la campagne énergique de vaccination qui a été entreprise dans les secteurs les plus contaminés,

Grâce à la campagne d'abattage de tous les animaux malades ou contaminés,

Grâce à la prophylaxie préventive et aux soins d'hygiène qui se sont généralisés chez les éleveurs,

Grâce à la large information diffusée par tous les services techniques et par les organismes professionnels (notamment par le groupement des éleveurs de porcs martiniquais)

Il peut être affirmé, que maintenant, les effets de l'épidémie de peste porcine qui s'est abattue sur le département, sont stoppés.

Il ne faut pas en déduire hâtivement que le danger est écarté et que ce virus a été détruit dans notre île.

Les précautions sanitaires, notamment en matière d'isolement et de désinfection doivent être prises avec la même rigueur, et la vaccination de tous les animaux doit continuer à être effectuée systématiquement si l'on ne veut pas voir réapparaître très prochainement, avec plus de vigueur, le fléau.

2) Les porcs contaminés ou malades ayant été détruits et les animaux sains ayant été vaccinés, depuis suffisamment longtemps, pour que l'immunité soit garantie, on peut affirmer que la viande de porc est consommable par les humains sans restriction aucune.

Les prescriptions générales, appliquées aux viandes de tous les animaux abattus dans les meilleures conditions d'hygiène, garantissent la qualité sanitaire des viandes de porc notamment. En effet, il faut rappeler qu'à l'abattoir départemental du Lamentin, les animaux vivants sont examinés par le Vétérinaire inspecteur, de même que les viandes et viscères après l'abattage, ce qui permet d'écarter à priori tout animal malade ou fiévreux. En outre, il est bon de préciser qu'en tout état de cause, le virus de la peste porcine est sans effet sur l'homme.

En résumé, toutes garanties sont offertes aujourd'hui notamment avec les carcasses de porc provenant de l'abattoir départemental automatiquement estampillées par le Vétérinaire Inspecteur, pour qu'on puisse conseiller aux amateurs et fourmets de renouer sans défiance aucune, avec leurs habitudes de consommation de viande porcine et d'abats succulemment préparés.

BARBEAU G. (I.T.A. Direction Départementale
de l'Agriculture).

COMMUNIQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU 19 SEPTEMBRE 1978 :

LA PESTE PORCINE ; C'EST FINI

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique appelle l'attention de ses ressortissants, vendeurs de viande porcine, qu'il n'y a plus de danger dans la consommation des viandes de porcs locaux.

En effet, grâce à l'intervention efficace des services responsables, et des dispositions réglementaires de circonstance, l'épidémie qui avait été signalée ces derniers mois a été complètement enrayée.

Il n'y a donc plus lieu d'afficher de discrimination à l'égard de la viande locale de porc qui doit retrouver sa place dans les rayons des points de vente comme par le passé.

ARTICLE PARU DANS FRANCE-ANTILLES LE 20 SEPTEMBRE 1978

UN APPEL DU PRESIDENT DU GROUPEMENT
DES ELEVEURS DE PORCS

"Depuis mon arrivée de la métropole, j'ai reçu la visite de certains éleveurs me faisant part de leurs difficultés, j'ai été vraiment navré de savoir qu'après le passage de la peste porcine dans ce département, les consommateurs ont tendance à boudier la consommation de la viande porcine locale.

Il est de mon devoir en qualité de Président du G.E.P.M. d'attirer l'attention de la population à ce sujet.

Vous savez que ce petit incident qui a frappé passagèrement quelques établissements de ce département a été rapidement enrayé.

C'est pour cela que je vous demande de rejeter toute espèce de politique malsaine qui a voulu rendre ce problème dramatique. Certains ont voulu bénéficier de quelques avantages financiers, essaient de briguer l'élevage local au profit de l'importation. Nous avons fait tout ce qui était de notre devoir afin de faire disparaître cette épidémie.

Population Martiniquaise, je crois que vous avez suffisamment de civisme pour ne pas vous laisser détourner par les vieilles politiques, vous connaissez mieux que moi le pays et vous devez être le seul juge. Je vais vous ouvrir ouvertement mon coeur parce que je conçois que les Martiniquais doivent prendre conscience de leur problème.

Si je fais un méa-culpa : On s'aperçoit qu'au mois de juin 1935, ce même incident s'était déjà produit d'une façon plus dramatique chez nous que cette année, il en est si vrai qu'à la veille de Noël 1935, on pouvait compter le nombre de porcs non abattus, et au mois de janvier 1936 la commercialisation a été reprise de plus belle et la consommation a suivi son chemin et aucun consommateur n'avait rien à reprocher à cette viande locale.

C'est pour vous dire que cette maladie n'a rien à voir avec les humains. Vous pouvez constater vous-même, malgré nos appels à la vaccination, il est certain qu'il y a des porcs qui vivent encore derrière les maisons qui n'ont pas été vaccinés et pourtant, ces différents porcs trop souvent ont été abattus et jusqu'à preuve du contraire, personne n'a rien eu. C'est pour cela que je vous demande de reprendre sans arrière pensée la consommation de la viande porcine locale, nous devons tous ensemble défendre l'économie de ce département déjà branlante.

Martiniquais, Martiniquaises, nous devons surveiller l'auto-consommation de ce département qui est la seule clé de l'agriculture de ce pays et le seul avenir de son économie.

Je m'adresse aux fonctionnaires et aux petits agriculteurs pour qu'ils sachent que s'ils ne font pas attention, et s'ils ne prennent pas conscience de ce problème, il arrivera un jour où l'auto-consommation sera abandonnée et on ne va pas tarder à voir disparaître l'agriculture de ce département et à s'installer la pauvreté la plus grande.

Je lance un appel aux grandes surfaces, aux marchands bouchers et à tous les professionnels de la viande, afin qu'ils prennent conscience de cette situation. Un peu partout dans les grandes surfaces, on voit des affiches "viande de porc d'importation".

Il est temps que tout cela disparaisse.

Messieurs : "Les grandes surfaces", ne savez-vous pas que si demain, par une mauvaise politique, vous arrivez à saboter l'élevage en Martinique, il est certain que les économies seront mises en péril et vous ne tarderez pas à mettre vous aussi la clé sous la porte, parce qu'il n'y aura plus d'argent pour acheter le stock de marchandises que vous avez en magasin.

Messieurs les importateurs, vous qui avez déjà tout le monopole du marché, pourquoi ne voulez-vous pas défendre, tout comme nous, l'économie du pays en demandant à l'abattoir départemental de vous trouver un certain nombre de porcs locaux.

A ce moment-là, vous aideriez les éleveurs déjà confrontés à de graves difficultés à sortir de cette situation et, vous nous permettriez en même temps, de continuer le développement de cet élevage. On parle de chômage, mais, nous savons aussi, population de la Martinique, dans quelles conditions malheureuses, que la canne à sucre a presque disparu, et si les représentants de la banane ne font pas attention, ce sera la fin.

C'est vous dire combien nous, Martiniquais, nous devons prendre conscience de l'importance de notre agriculture et de notre élevage si vraiment nous ne voulons pas que la misère s'installe dans notre département.

TABLE DES MATIERES

=====

INTRODUCTION p. 1

PREMIERE PARTIE : L'ELEVAGE PORCIN EN MARTINIQUE

Chapître 1 : Situation biogéographique de
la Martinique p.3

Chapître 2 : Elevage porcin en Martinique

A - Données numériques p. 10

B - Le G.E.P.M. p. 13

C - Les races p. 16

D - L'alimentation p. 25

E - Etat sanitaire p. 28

Chapître 3 : Le commerce des porcs en
Martinique p. 30

A - Commerce intérieur p. 30

B - Commerce extérieur. p. 32

DEUXIEME PARTIE : EPIDEMIOLOGIE DE L'EPIZOOTIE
SUIPESTIQUE EN MARTINIQUE p. 36

Chapître 1 : Rappel des facteurs épidé-
miologiques généraux p.36

A - La contagion dans la p.36
peste porcine classique

a) Réservoirs et sources de
virus p.37

b) Vecteurs p.43

c) Animaux victimes p.45

d) Modalités de la contagion
p.47

- B - L'épizootie pestique p.49
 - a) Situation zoosanitaire p.49
 - b) Taux de morbidité et de mortalité p.54
 - c) Cinétique de l'épizootie p.54

Chapître 2 : Epidémiologie de l'épizootie de peste porcine classique en 1978 à la Martinique. Origine et développement de l'épizootie p.57

- A - Origine p.57
 - a) Historique p.57
 - b) Origine de l'épizootie 1978 p.57
- B - Développement et facteurs de l'épizootie p.60
 - a) Extension de l'épizootie avant le 15 juin p.60
 - b) Extension de l'épizootie après le 15 juin p.65

TROISIEME PARTIE : PROPHYLAXIE DE L'EPIZOOTIE 1978 DE PESTE PORCINE A LA MARTINIQUE p.72

Introduction - Concertation - Information p.73

Chapître 1 : Le dépistage p. 78

- A - Personnes concernées p. 78
- B - Diagnostic de la peste porcine classique p. 78
 - a) Symptômes et lésions p. 78
 - b) Modalités pratiques du diagnostic p. 83
- C - Règlementation du commerce p. 84

Chapître 2 : Prophylaxie sanitaire	p.86
A - Abattage	p.86
B - Enfouissement des cadavres	p.88
C - Désinfection	p.89
D - Subventions	p.90
E - Autres problèmes	p.92
Chapître 3 : Prophylaxie médicale	p.95
A - Campagne de vaccination	p.95
B - Problèmes	p.97
a) Difficultés rencontrées	p.97
b) Accidents	p.97
c) Les subventions	p.98
Chapître 4 : Résultats - Discussion - Suggestions	p.100
A - Premier bilan après 4 mois de peste	p.100
a) Manque de discipline	p.100
b) Arrêt des vaccinations	p.101
B - Résultats au bout de 7 mois	
a) Les faits	p.105
b) Les conséquences.	p.106
CONCLUSIONS	p.112
BIBLIOGRAPHIE	p.114
ANNEXES	p.116
TABLE DES MATIERES	p.176

- PROSPECTIVE -

Un an après la disparition du dernier cas de Peste Porcine classique aiguë en Martinique, aucun nouveau cas n'a été déclaré.

De ce fait, nous pouvons penser que l'Epizootie 1978 sous sa forme aiguë a été complètement maîtrisée et que la forme très vélogène et très pathogène du virus en cause a disparu.

Néanmoins, la majorité du cheptel porcin étant encore, suite à la campagne de vaccination, immunisée contre cette forme aiguë, on ne peut exclure la possibilité de réapparition d'une peste porcine classique sous une forme plus frustre et atypique (désormais fréquente en France), après disparition de cette immunité.

-:-:-

I. C. VAUBECOUR
l'Imprimerie des étudiants lyonnais
11 et 13 Rue Vaubecour
LYON 69002 - Tél. 42 - 45 - 85

I. C. VAUBECOUR
l'Imprimerie des étudiants lyonnais

11 et 13 Rue Vaubecour
LYON 69002 - Tél. 42 - 45 - 85